



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

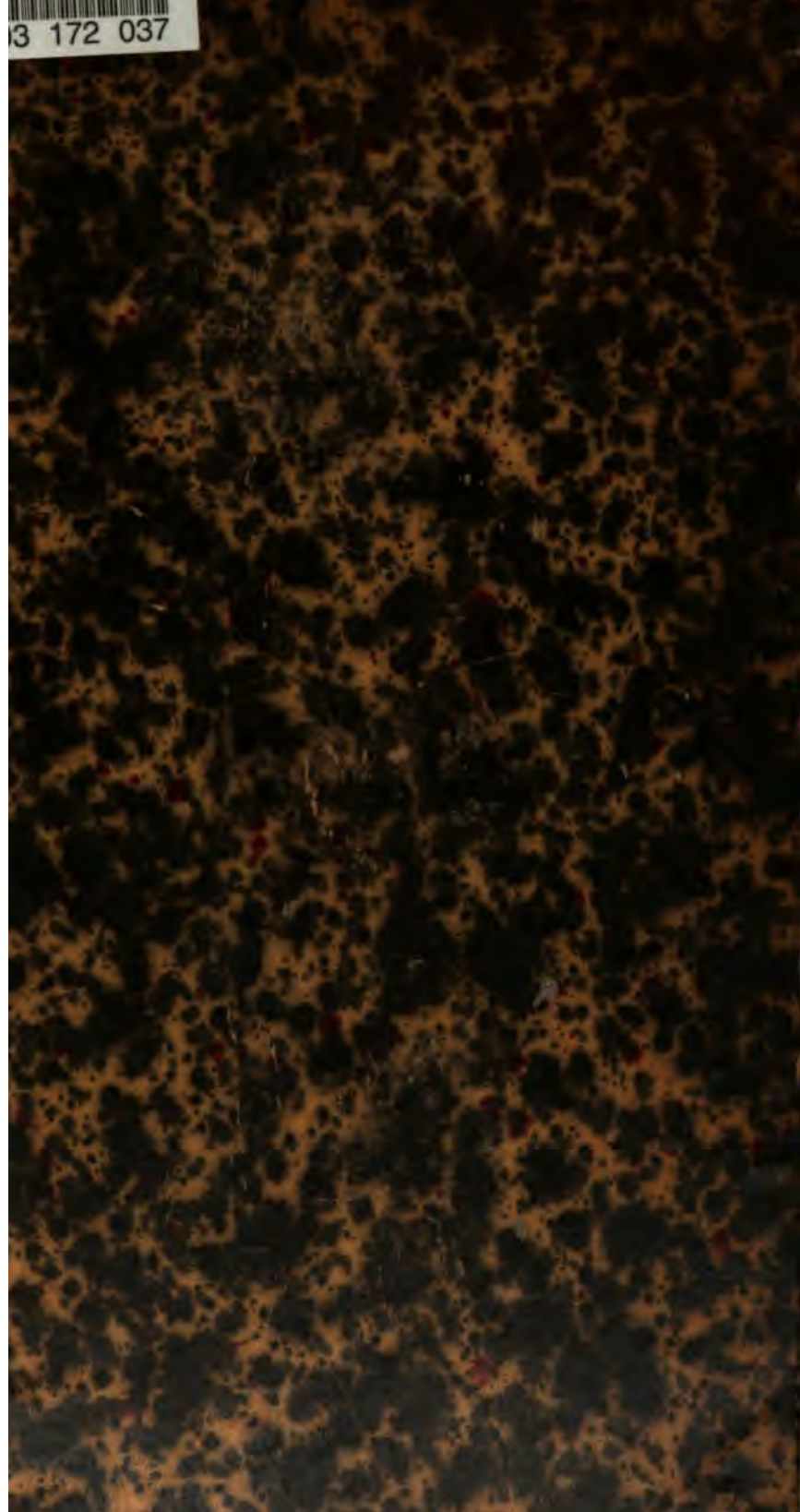
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

3 172 037



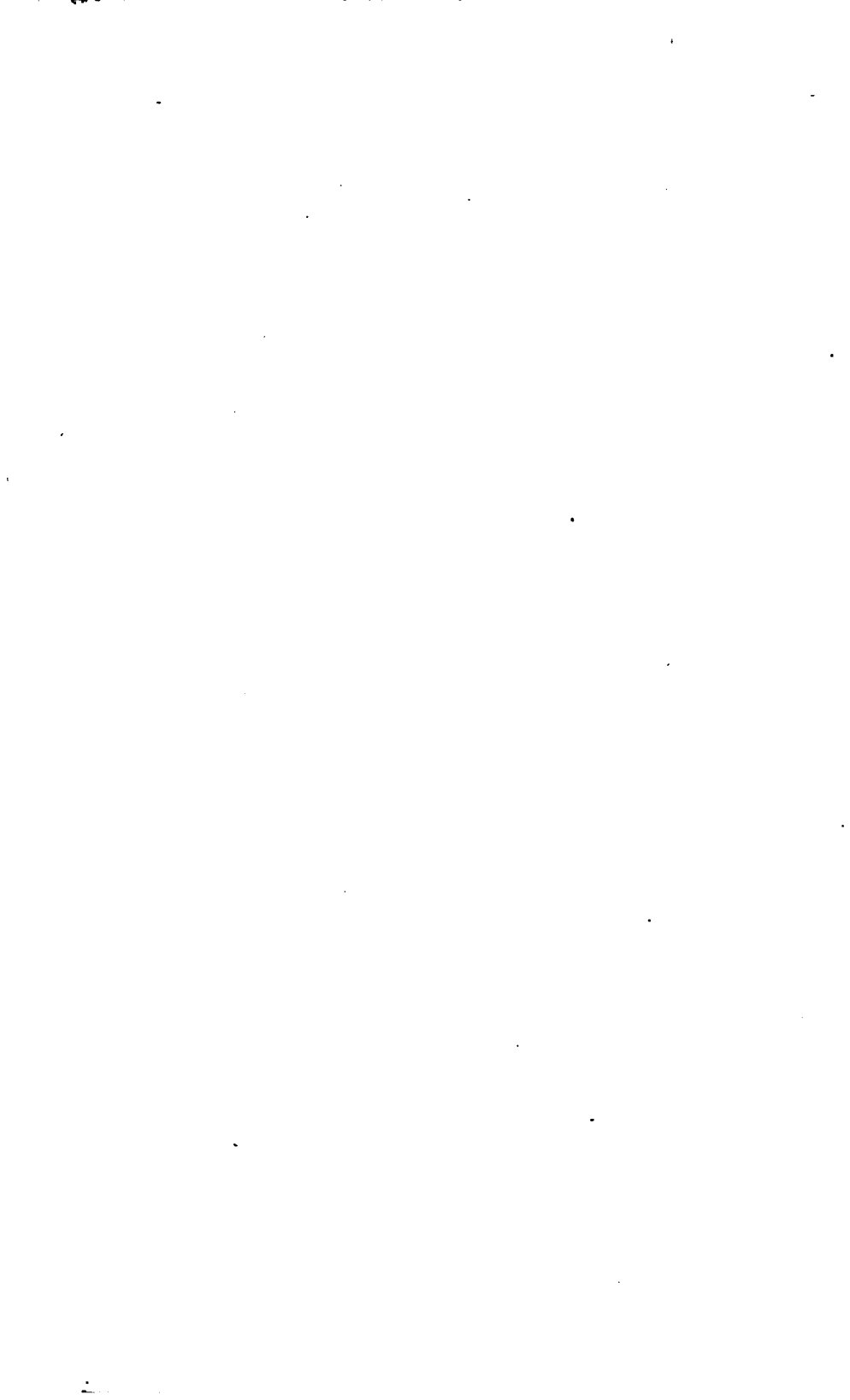
Fr 7300.6

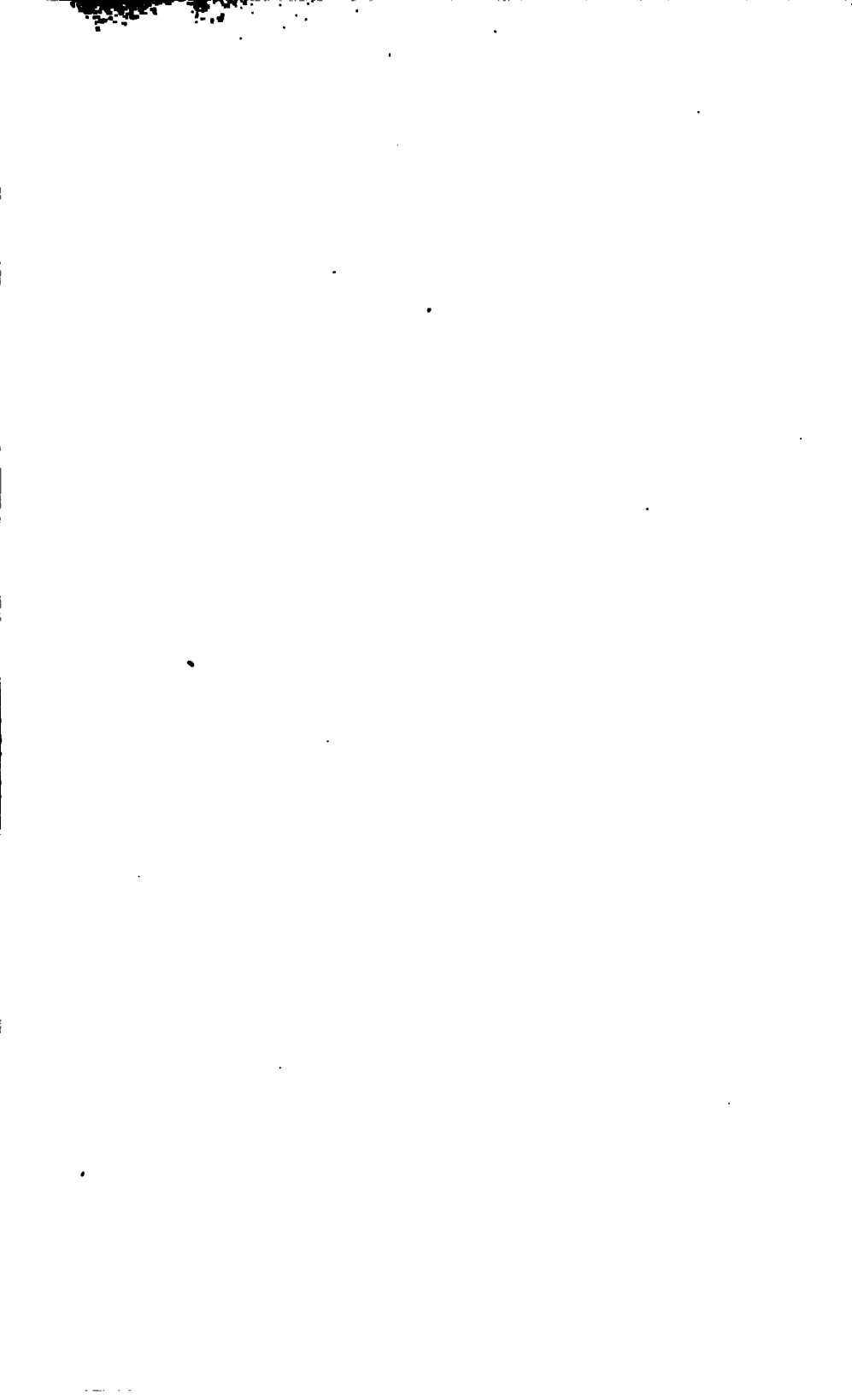
Harvard College Library



FROM THE GIFT OF
LAWRENCE SMITH BUTLER
(Class of 1898)
OF NEW YORK
FOR BOOKS ON PARIS







HISTOIRE

DU

BARREAU DE PARIS

Paris. — Typographie HENRIOTTE ET FILS, rue du Boulevard, 7.

HISTOIRE
DU
BARREAU DE PARIS

DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'A 1830

PAR GAUDRY

ANCIEN BATONNIER DE L'ORDRE DES AVOCATS A LA COUR IMPÉRIALE DE PARIS.

TOME II.

PARIS

AUGUSTE DURAND, ÉDITEUR,
LIBRAIRE DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA COUR IMPÉRIALE, DE L'ORDRE DES AVOCATS,
7, Rue des Grès-Sorbonne.

1864

Fr 7300.6



*Gift of
Lawrence S. Butler*

HISTOIRE DU BARREAU DE PARIS

SUITE DU LIVRE II.

CHAPITRE IX.

SUITE DES AVOCATS DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

SOMMAIRE. Claude Gauthier. — Jean Martinet. — Antoine Lemaistre
— Olivier Patru.

Dans un chapitre précédent, nous avons jeté un coup d'œil général sur l'éloquence judiciaire aux dix-septième et dix-huitième siècles, et nous avons dit qu'elle avait suivi le mouvement de la littérature; nous allons en trouver la preuve en faisant connaître les hommes du barreau de cette époque. C'est une période de véritable transition, où quelques avocats conservent encore l'abus des citations de leurs devanciers, tandis que d'autres entrent dans la bonne voie de la saine littérature.

Citons d'abord Claude Gauthier. Il plaida dans

le commencement du siècle, resta longtemps au Palais, chargé d'une grande clientèle, et mourut en 1666, honoré de ses confrères.

C'est de lui que Boileau dit, dans sa neuvième satire :

Et dans ses vains discours, plus aigre et plus mordant
Qu'une femme en furie, ou Gauthier en plaidant.

Cependant, une note de Boileau lui-même, placée dans sa première édition, le nomme *avocat fameux, avocat célèbre*.

Taisand, dans son *Histoire des jurisconsultes*, dit : « Il parut avec éclat pendant une longue suite d'années devant le premier tribunal du monde, dans cet illustre barreau où l'éloquence triomphe souvent. Il y fit admirer la force de son génie : il ne fut point esclave de l'intérêt ; il respecta la grandeur sans la craindre, et jamais la considération de la puissance ne lui fit refuser aucune cause. »

Ces satires et ces louanges peuvent se concilier si l'on jette les yeux sur les plaidoiries de Gauthier.

En 1646, un jeune homme appelé Tanerède fut reconnu par Marguerite de Béthune, veuve de Rohan, comme son fils légitime, afin de déshériter sa fille, qui avait épousé malgré elle Henri de Chabot. Gauthier plaida pour le duo de Rohan-Chabot.

La veuve de Rohan s'était abstenue d'assister à l'audience. Voici en quels termes Gauthier s'empare de son absence :

« Elle craint la majesté de ces lieux, et dans les douceurs du tempérament de vos esprits elle craint la rigueur et la sévérité des lois vivantes et animées qui forment vos jugements. Voilà ce qui fait le premier et véritable motif de sa fuite ; elle ne veut pas amener au pied de votre autel la victime destinée au sacrifice de l'exemple public. Entre les six différents ordres de démons, les platoniciens ont fait de mauvais démons. Ils ont remarqué ceux du dernier ordre, qui sont appelés fuyant la lumière, et qu'ils ont plus d'artifice et de malignité que les autres, *uniformibus et imaginibus abundant*, dit Porphyre. Sans doute que le démon de l'imposture qui a fourni la matière de cette cause, qui a formé ce fantôme d'illusions et cette figure d'enchantement, est de ce sixième ordre. Il est malicieux, mais lâche et timide. Les exorcismes sacrés de la Justice le confondent en la même façon que les prêtres d'Egypte par la force de leurs paroles magiciennes les conjuraient et les chassaient. La lumière qu'il fuit est celle qui vous éclaire, plus perçante que les rayons du soleil, lesquels reçoivent quelquefois fraction par les obstacles opposés de la terre, au lieu que cet œil clairvoyant descend *in intima et penetrat mentis et animæ viscera*. »

Voilà l'ancienne éloquence du barreau. A côté

de cette absurde plaidoirie, on trouve des passages remarquable dans ses autres travaux judiciaires, et notamment dans une affaire de testament d'un abbé de Fontenay. Celui-ci, après avoir eu des relations intimes avec une fille Tabert, avait fait, le jour de sa mort, un testament par lequel il laissait à cette fille et à son enfant naturel une pension alimentaire de 1,800 francs. Les héritiers attaquaient le testament, en se prévalant d'un legs universel fait quelques heures plus tard.

« L'abbé de Fontenay, dit-il, sait que ce n'est pas assez de se repentir, qu'il faut satisfaire, et qu'étant ce qu'il est, de naissance et de condition, possédant des biens considérables, cela crierait vengeance devant Dieu, d'exposer ces deux existences à la misère d'une nécessité honteuse. S'il eût mesuré le bienfait à son pouvoir et à son inclination, sans doute qu'il eût étendu sa libéralité plus avant..... Il a seulement légué à la mère et à la fille des aliments.....

« Après ce testament il a paru avec quelle simplicité ces pauvres gens agissaient..... Elles font avertir les parents, lesquels pour toute reconnaissance traitent cette pauvre femme avec toutes sortes d'indignités, d'injures, de menaces et de violences..... Toute leur peine et leur inquiétude parut en l'inquisition exacte et curieuse de savoir si leur parent avait fait un testament, et comme cette pauvre demoiselle crut que la disposition en

sa faveur, étant de peu de conséquence, il n'en fallait point faire un mystère et qu'elle pouvait en assurance en révéler le secret, son ingénuité ne fit pas cesser leur persécution. Le bruit, le trouble, le tumulte augmentent, la peur les saisit, rien ne peut les rassurer, si on ne leur représente pas ce testament. On la sollicite, on la presse, on la tourmente. On envoie des gens pour forcer les notaires à l'apporter. On jure, on promet de n'y rien changer, que ce n'était que pour le faire confirmer par un codicille. Enfin le temps se perd, le malade avance à grands pas à la mort. Les notaires qui avaient le dépôt du testament gardent la foi publique et ne viennent point. Alors ces messieurs prennent la résolution qu'ils ont depuis exécutée, par une plénitude de puissance. Deux autres notaires sont mandés et amenés dans un carrosse. On leur propose de faire un testament; mais le *faire*, non pas le recevoir, puisqu'il n'y avait point de testateur qui le voulût dicter. Il n'était pas possible de le faire parler par force. On trouve un expédient plus prompt et plus facile de le faire parler, sans qu'il en sût rien, parce que, dit-on, il est aveugle et partant dispensé de signer. »

Voilà assurément un morceau remarquable par la rapidité du style et par son énergie.

L'avocat termine ainsi :

« S'il y a eu de l'offense et du péché en la conduite de leur parent, est-ce à eux d'en faire la censure publique ? Ne sont-ils pas justes censeurs

et dignes réformateurs d'une action de cette qualité ? Le péché ne leur déplait pas, mais la réparation les blesse. Qu'il ait vécu, qu'il soit mort dans le désordre, pourvu qu'il ne donne rien pour la satisfaction de son crime et qu'on ne prétende rien de ses biens par cette voie qui ne les satisfait pas. C'est assez, disent-ils, que le défunt était abbé et que portant ce caractère, il y a incapacité en sa personne ; la pureté de nos mœurs, la sainteté de l'ordre ecclésiastique ne peuvent souffrir que ses dispositions portent les marques infâmes de sa débauche. Il faut chasser ces femmes qui ont été un scandale au pied des autels et ne pas autoriser les crimes par la liberté d'en donner ou d'en recevoir la récompense.

« Chose étrange ! messieurs, que nous entendions au milieu de ce temple sacré de la justice, publier le sauf-conduit de l'impénitence pour ceux qui, par leur profession, doivent prêcher la pénitence et la faire ! Ils sont pécheurs comme les autres hommes. Et si le péché ne se peut effacer que par la satisfaction, si c'est la piscine sacrée qui purge et purifie, ils participeront au mal et seront incapables du remède ! Ils mourront sans se repentir ou dans un repentir inutile, et votre loi d'une pureté imaginaire, sera la loi de leur damnation sans retour ! Et vous faites les zélés pour la mémoire de votre parent ! Cachez sa faiblesse, pleurez son malheur et explez ses fautes par ses biens, si lui vivant avait manqué à le faire ; et ne soyez pas si lâches

que de contester ce qu'il a ordonné si justement. »

Mais de tels mouvements d'éloquence sont presque toujours déshonorés par des déclamations puériles. C'est, nous le répétons, la transition entre le seizième siècle et le beau siècle de Louis XIV. Berryer fils, dans son *Modèle d'éloquence judiciaire*, p. 29, donne des extraits de deux plaidoiries de Gauthier, dont il fait l'éloge, et avec justice.

A côté de Gauthier, nous plaçons Jean Martinet. Il plaida dans l'affaire Tancrède pour la duchesse de Rohan-Chabot, et il n'est pas sans intérêt de le comparer à son confrère dans la même cause. Il fut l'un de ceux auxquels on doit l'amélioration du langage judiciaire. Cependant, Boileau le traite presque aussi mal que Gauthier : dans son dialogue sur les héros de roman, il le nomme parmi les avocats *doutement ennuyeux* ; mais lisons et jugeons.

On se rappelle la ridicule emphase avec laquelle Gauthier expliqua l'absence de la douairière de Rohan. Voici comment Martinet résume et combat la preuve de la prétendue naissance et la reconnaissance de Tancrède : « La fable, dit-il, n'est composée d'autre chose que de contradictions et d'antithèses. On dit que M. de Rohan a souhaité passionnément avoir un fils, qu'il a apporté des soins extraordinaires pour le conserver, qu'il l'a caché, et qu'il l'a perdu par la crainte de le perdre ; on prétend qu'il a eu de grandes tendresses pour ma-

dame sa femme, et que pour les lui témoigner, la voyant grosse de sept mois, il l'a envoyée en France : il lui a fait faire quatre cents lieues, de peur qu'elle ne se trouvât mal dans ses couches ; on prétend qu'il n'avait trouvé sûreté que dans Venise ; qu'il avait même résolu de vendre tout son bien en France, pour acheter le royaume de Chypre, dont on a cru que le titre et le nom même étaient spécieux pour servir à cet illustre roman ; et néanmoins, il n'a pas voulu que madame sa femme accouchât dans Venise, mais dans Paris, de peur que l'enfant ne tombât entre les mains de ses ennemis : on dit que la principale appréhension du père et de la mère a été que cet enfant fût élevé dans une religion contraire à la leur, et cependant le premier soin de la mère a été de le faire baptiser à l'église Saint-Paul ; que cet enfant a été la consolation du père, et l'espérance de la mère, et toutefois, qu'il a été tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, abandonné à la misère et à la nécessité ; qu'on l'a cru mort, sans avoir jeté une seule larme, et témoigné le moindre sentiment ; et que de cette naissance imaginaire et de cette mort inventée, jamais le mari et la femme ne se sont écrit une seule lettre ; enfin, pour ne rien omettre, on suppose que M^{me} la duchesse de Rohan a voulu étouffer cet enfant, et le moyen de le prouver, c'est qu'on prétend qu'elle l'a nourri ¹. »

¹ Un arrêt du 26 février 1646 repoussa Tancrede de la famille de Rohan.

Il nous semble que l'on ne peut pas raisonner avec plus de force et d'ironique énergie ; ce morceau serait digne du siècle de Cochin. Rappelons cependant que la plaidoirie fut prononcée en 1646, onze ans avant que Pascal eût publié ses *Provinciales*, et trois ans après l'avènement au trône de Louis XIV. C'est donc avec raison que dans son discours sur l'éloquence du barreau, placé en tête des œuvres de Talon, M. Rives cite Martinet comme ayant contribué au perfectionnement de la langue française. Nous n'entendons cependant pas le citer comme l'un de nos grands maîtres, car ses discours offrent encore des traces de mauvais goût, mais il est peut-être le premier qui ait commencé cette révolution dans les habitudes du barreau.

Nous arrivons à des hommes qui la continuèrent et la complétèrent.

Antoine Lemaistre, petit-fils d'Antoine Arnaud ¹ et arrière petit-fils de Simon Marion, né le 2 mai 1608, se présenta au Palais à l'âge de vingt et un ans, par conséquent en 1629. Il quitta la plaidoirie en 1637, pour se livrer à des études religieuses, et se retira à Port-Royal des Champs, où il mourut le 4 novembre 1658. Lorsqu'il devait plaider, il y avait, dit-on, au Palais un concours prodigieux, et les plus fameux prédicateurs deman-

¹ Son éloge a été prononcé à la rentrée des conférences du barreau de Paris, le 3 janvier 1834, par M. Delsol, jeune avocat choisi par le conseil

daient la permission de ne point prêcher ce jour-là, afin de pouvoir assister à ses plaidoiries. Sa réputation lui fit proposer le brevet de conseiller d'Etat et une charge d'avocat général au parlement de Metz, il les refusa.

La Harpe, dans son *Cours de littérature*, nous paraît être en dehors de la vérité, lorsqu'il s'étonne que Lemaistre, de l'école de Port-Royal, « n'ait pas senti que rien n'était plus déplacé, plus contraire au sérieux des discussions juridiques, à la gravité des tribunaux, que ce débordement de citations des poètes, des philosophes de l'antiquité, des prophètes de l'Ancien et du Nouveau Testament, des Pères de l'Eglise et ces comparaisons de rhéteur tirées du soleil, de la lune, etc. »

Assurément Lemaistre paye souvent encore le tribut à ce mauvais goût, mais il semble s'être ligué avec Racine pour dire :

Avocat, je prétends
Qu'Aristote n'a pas d'autorité céans.

D'Aguesseau lui reproche, en le citant comme modèle, « des traits qui font regretter que son éloquence n'ait pas eu la hardiesse de marcher seule et sans ce cortège nombreux d'orateurs, d'historiens, de Pères de l'Eglise qu'elle mène toujours à sa suite. »

Le plus remarquable de ses plaidoyers nous semble être celui pour une jeune fille que sa mère faisait passer pour sa servante. Cette mère avait

dit dans l'un de ses interrogatoires qu'elle désirerait qu'elle fût sa fille, et qu'elle lui avait toujours promis de la récompenser en mourant.

« Quoi ! dit l'avocat, vous lui réserviez votre bonne volonté ; et ne l'avez-vous point perdue après ce qui s'est passé entre vous deux devant la justice ? Sans doute vous avez oublié, lorsqu'on vous interrogeait, qu'elle était votre servante ; vous n'auriez eu garde de dire que vous lui conserviez votre *bonne volonté*. Vous croyiez être encore en particulier avec elle et non pas en présence d'un juge. Vous parliez comme une mère, sans penser que vous étiez sa partie. Rendez les armes en cet endroit à la force de la vérité. Quoi ! vous voulez encore du bien à celle que vous croyez vous accuser à tort d'une barbarie honteuse à notre siècle et injurieuse à la nature ! Elle serait digne d'un supplice très-rigoureux, et vous la jugez digne de recevoir de nouvelles gratifications de vous ! Elle aurait mérité la haine de tout le monde, et vous lui renouvez encore l'assurance de votre affection ! C'est, dites-vous maintenant, la plus ingrate créature de la terre, et toutefois vous désireriez qu'elle fût votre fille ! C'est tout le mal que vous lui souhaitez ! C'est le plus grand de vos ennemis, et nonobstant cela, vous lui promettez de la récompenser à la mort ! Ce sont les seules menaces que vous lui faites ! C'est la plus infâme calomniatrice qui fut jamais, et, toutefois, vous lui réservez votre bonne volonté ! C'est toute la vengeance que

vous voulez prendre d'elle. Croyez-vous, l'appelante, que désavouer sa fille soit une si petite faute, qu'elle ne doive pas mettre en colère une femme que l'on en accuse faussement? Que si vous jugez cette faute aussi grande que tout le monde l'estime, comment, lorsqu'on vous interroge, n'avez-vous point la plainte dans la bouche, le feu dans les yeux, le dépit dans le cœur, la colère sur le visage? Vos pensées devaient-elles avoir d'autre objet que la grandeur de son imposture? Vos paroles devaient-elles être autre chose que des menaces contre elle? Et vos actions, que des mouvements violents de cette forte indignation qui accompagne toujours l'innocence injustement accusée? »

Marmontel dit, après avoir cité ce morceau : « Je ne crois pas que dans ce qui nous reste de l'ancienne éloquence, il y ait rien de plus pressant; c'est là que l'on voit par quels tons, par quels mouvements, par quelle gradation de force et de chaleur une petite cause peut s'élever au ton de la haute éloquence. » M. Rives s'associe à ces éloges.

Le plaidoyer se termine par une péroraison dans laquelle l'avocat va chercher l'histoire d'Hector et d'Andromaque. C'est encore un tribut payé au mauvais goût de ses devanciers ¹.

¹ M. Oscar de Vallée, dans un ouvrage publié en 1836, prend Antoine Lemaistre comme principal sujet de ses études sur l'éloquence judiciaire au dix-septième siècle, il analyse un grand nombre de ses plaidoiries, et donne sur sa vie et sur sa retraite les détails les plus touchants.

Olivier Patru naquit à Paris en 1604. La nature avait richement doté son intelligence, mais lui avait refusé les qualités extérieures qui donnent à l'avocat tant d'avantages. Son extérieur n'avait rien de gracieux, son organe était sourd et ses gestes manquaient de noblesse. Malgré ces défauts naturels, il acquit bientôt au parlement le premier rang parmi ses confrères, sans cependant obtenir le grand emploi de quelques avocats d'un mérite inférieur ¹.

Boileau, son ami intime, le fait entendre dans ce vers où, parlant du Palais, il dit :

Où Patru gagne moins qu'Huot et Lemazier.

Il se distingua tellement par la pureté de son style, qu'il fut reçu à l'Académie française en 1641, c'est-à-dire à trente-sept ans. En 1656, il complimenta la reine Christine, qui, lors de son voyage en France, avait visité l'Académie. Boileau parle de lui comme de l'un de nos meilleurs écrivains, en disant ironiquement dans sa neuvième satire :

Pelletier écrit mieux qu'Ablancourt et Patru.

C'était là, au moins quant à d'Ablancourt, un jugement d'ami, car les traductions d'Ablan-

¹ L'éloge de Patru a été prononcé à la conférence de l'ordre des avocats du barreau de Paris, à la rentrée des conférences, le 30 novembre 1831, par M. Prosper Péronne, jeune avocat choisi par le conseil.

court, appelées alors les *belles infidèles*, paraissent très-faibles aujourd'hui.

Quant à Patru, M. Rives, dans son Introduction aux œuvres de Talon, en porte ce jugement : « Patru, dit-il, esprit juste et sage, quoique froid et timide, écarta davantage l'appareil des citations inutiles et le luxe ambitieux des formes oratoires, mais en ne rejetant pas avec assez de discernement les ornements superflus ou déplacés, il tomba dans l'excès opposé. Il ne fit des plaidoiries qu'une dissertation méthodique et solide, sèche et languissante. Sa sagesse est timide, sa correction est froide, son élégance n'a point de charmes; en un mot, les changements qu'il fit subir à l'éloquence judiciaire sont peut-être le résultat de l'impuissance de son imagination, encore plus que l'effet du goût. S'il en diminuait les défauts, il ne sut lui conserver ni les traits hardis, dont Lemaistre l'avait parée, ni l'enrichir des beautés neuves dont elle pouvait agrandir son domaine. »

Ce jugement est aussi celui de La Harpe (*Cours de littérature*, t. VII, liv. II, sect. 1) :

« Patru, dit-il, donna avec moins d'excès dans les abus des citations... Sa diction est, en général, plus pure et plus saine... Mais aussi il tomba plus que Lemaistre dans le style bas et dans des détails ignobles, que réprouvent également la délicatesse de notre langue et la dignité des tribunaux. »

D'Aguesseau dit : « Les plaidoiries de Patru,

dégagées d'une pompe stérile, sont calmes, sa diction est pure, le style très-français et peut-être meilleur que celui des temps passés. »

Enfin, Pierre de Laquetelle est encore plus sévère. Suivant lui, Patru, « correct et froid, retranche les défauts qui défiguraient l'éloquence judiciaire, mais il n'en connaît ni le caractère, ni les ressources, ni l'effet. »

Ces jugements nous semblent rigoureux. Assurément, Patru n'a pas l'éloquence quelquefois trop véhémence des orateurs du seizième siècle ; d'ailleurs, ses plaidoyers ne peuvent plus exciter un vif intérêt, car ils ont presque tous pour objet des affaires privées ; mais indépendamment de la pureté du style que l'on veut bien lui reconnaître, on y trouve de bonnes discussions, et toujours la droite raison, l'un des principaux mérites des écrivains du siècle de Louis XIV. Sans se perdre dans les nuages, il sait s'élever avec son sujet, et souvent il est touchant avec simplicité.

Citons quelques passages :

Un habitant de Grenelle, près de Paris, nommé Doublet, s'était, longtemps avant sa mort, préparé un tombeau à Vaugirard, en un lieu renfermant les sépultures de sa famille ; à sa mort, le curé de Grenelle refusa de laisser enlever le corps, mais malgré sa défense, il fut transporté à Vaugirard. Le curé poursuivit la veuve et les enfants. Patru, après les avoir défendus par des raisons puissantes,

termine ainsi sa plaidoirie : « Si l'intimé (le curé de Grenelle) n'est pas encore bien convaincu de l'intention du défunt, si la vérité dans la bouche d'une femme, dans la bouche d'un gendre et de quatre enfants lui est suspecte ; si aimer les lieux de sa naissance, de son baptême, ne lui semble pas des sentiments de villageois, qu'il ouvre les yeux, qu'il considère notre tombe, il y trouvera tous les éclaircissements qu'il cherche, et que tant de témoignages si dignes de foi n'ont pas pu lui donner. Il y verra que la pauvreté a ses tendresses, ses innocentes passions, et qu'on peut être chrétien, qu'on peut être homme, sans être un enfant de la fortune, sans être riche ni grand seigneur. Ce n'est point ici un dessein conçu dans le feu mortel d'une fièvre sans remède, dans l'égarement, dans les tempêtes des derniers moments de la vie, c'est un ouvrage d'une longue méditation, d'une longue persévérance. Le défunt se vit à peine dans sa maison de Grenelle, qu'il s'y expliqua de sa pensée. Le temps qui a pu briser la pierre où son nom était écrit, n'a pu lui ôter cette volonté, et dans le lit de la mort, au milieu de ce combat si terrible, il n'oublia ni sa sépulture, ni l'église de Vaugirard. Se peut-il faire qu'un prêtre, qu'un religieux, qu'un curé ferme l'oreille, ferme les yeux à tant de preuves si visibles, si notoires, si convaincantes ? Et vous, messieurs, qui voyez en cette cause un homme que les disgrâces du monde troublent encore sous la terre qui le couvre, et qui, sans doute,

ne saurait être en repos, tandis que tout ce qui lui est de plus cher est ici en peine, donnez aujourd'hui la paix à ses cendres, donnez à ses cendres une entière, une parfaite tranquillité. Il n'avait pas cru que pour se rejoindre à ses parents dans le tombeau, il fallait faire divorce avec son pasteur. L'événement lui a fait voir qu'il s'est trompé. Mais enfin, il n'a rien fait que la coutume, que toutes lois n'autorisent. Que ce soit, messieurs, que ce soit assez que sa mort ait une fois désolé sa pauvre famille, n'ajoutez pas affliction sur affliction, douleur sur douleur, et que votre arrêt ne soit point un nouveau sujet de larmes à sa femme, à ses enfants. »

Les héritiers du vicomte de Caen contestaient le paiement des intérêts d'une petite rente laissée par leur aïeul aux Mathurins, pour la *rédemption des captifs*. Tout le plaidoyer nous semble d'une grande force. Nous ne pouvons pas citer ce qui est argumentation, voici seulement ses dernières considérations. Après une peinture effrayante de l'état des captifs à Tunis et à Alger, il dit : « Si les captifs sont d'une condition si déplorable, quelle indignité, quelle honte, de leur contester ici quelques arrérages, et de chicaner pour cela toutes les paroles, toutes les syllabes d'un contrat ! Et qui est-ce qui nous envie ce petit secours ? ce sont des collatéraux que 4,000 écus de rente, dont ils héritent, n'ont pu consoler d'une libéralité si légère. Disons tout : ce sont des collatéraux qui

veulent nous arracher une aumône, mais une aumône qui fut, en effet, le prix dont le défunt s'est racheté... Les appelants savent, et en le pays il est tout public, qu'autrefois, dans sa jeunesse, il s'était voué à l'ordre de Malte, et que depuis, ayant changé de dessein, et s'étant même marié, il fit cette donation pour se rédimmer de son vœu. Cruelle avarice, insatiable avidité, que rien ne saurait fléchir ! Ne considérez, à la bonne heure, ni nos misères, ni nos douleurs, mais révérez pour le moins, la volonté sainte, dirais-je, de votre parent, ou de votre bienfaiteur ? épargnez du moins ses cendres, et ne troublez ni la paix de son tombeau, ni le repos de son âme. »

Encore une citation :

Les religieuses de l'hôtel-Dieu de Pontoise s'étaient mises en révolte contre leur supérieure, et l'accusaient de violences et de malversation. Voici les derniers mots d'un mémoire présenté au roi pour la supérieure, au mois de juillet 1684 :

« Qui calmera toutes ces tempêtes, quel astre dissipera l'ombre d'une nuit si noire ? Grand roi, dont le nom remplit aujourd'hui toute la terre, ce miracle sera sans doute l'ouvrage de vos mains sacrées. Le ciel, qui jusqu'ici a été sourd à tant de prières, à tant de soupirs, a voulu tout visiblement vous réserver cette gloire. La consolation des pauvres, la retraite des affligés, ce beau monument de la piété du plus illustre de vos ancêtres, est près de tomber... Une fille sainte qui résiste,

qui combat, il y a tantôt vingt ans, succombe enfin sous le faix. Votre Majesté voit les outrages, les indignités qu'elle souffre. Bienheureux sang de saint Louis, il est temps de déllvrer et la maison et l'épouse de Jésus-Christ.

« Les batailles, les prises de place, les peuples vaincus et tout ce qu'un avenir glorieux vous prépare de triomphes, se verra dans les annales des nations ; mais ceci sera gravé dans le livre des vivants, dans le livre de l'Agneau sans tache. La fortune et la valeur peuvent bien rendre un prince admirable aux yeux du monde, j'ose pourtant dire que pour un prince chrétien, c'est peu de chose que ce bruit du monde. Il faut, sire, il faut penser à une autre immortalité, et marcher dans le chemin de l'auteur auguste de votre race, si vous voulez comme lui être grand devant Dieu et devant les hommes. »

On peut reprendre dans ce dernier passage un peu d'emphase, mais il nous semble que dans toutes ces citations on trouve de la vigueur et de belles pensées noblement exprimées.

Dans l'affaire de la maison de Rohan contre Tancredé et contre la douairière de Rohan, il se présenta comme intervenant pour la famille de Béthune. Bretonnier sur Henrys dit : « Son discours est court, mais il est fécond en beautés qui ne peuvent s'exprimer. »

Patru mourut pauvre, le 16 janvier 1681, à soixante-dix-sept ans. Cette glorieuse pauvreté est

l'un de ses titres de gloire, et l'un des plus nobles exemples du barreau.

A son lit de mort, le roi lui envoya une gratification, « comme une marque de son estime pour un homme qui faisait honneur à la France. »

Il mourut doyen de l'Académie française.

CHAPITRE X.

SUITE DES AVOCATS DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

Sommaire. Fourcroy. — Pageau. — Erard. — Affaire Mazarin. — Sachot. — Affaire Pipelin et plaidoiries de Bignon, d'Abraham et de Le Vayer de Boutigny. — Affaire du gueux de Vernon et plaidoiries de Montauban, Billain et Robert. — Affaire de la pairie du duc de Luxembourg et plaidoiries de Dumont et d'Arrault. — Gallyot. — Nouet. — Nivelle. — Langlois. — Gillet. — Georges Leroy. — Barbier-Daucourt. — De Sacy. — Véronneau. — Hommes célèbres qui ont débuté au barreau de Paris.

Après les exemples donnés par Lemaistre et Patru, on va voir dans la seconde partie du dix-septième siècle, des orateurs dont quelques-uns ont porté au barreau la pureté du style de ce grand âge de la littérature.

Parmi les avocats, citons d'abord Charles-Bonaventure Fourcroy, né à Noyon en 1626, reçu au tableau le 27 novembre 1645. On l'appela l'*Hortensius français*. Voici ce que dit de lui un de ses contemporains : « Son style est fort et son éloquence n'a rien d'efféminé. Il est concis dans sa narration, solide dans son raisonnement, pur dans le choix des mots, quoiqu'on voie bien qu'il n'est

pas esclave, et qu'il songe bien plus aux choses qu'à la manière de les dire et donner à ses causes les ornements dont elles sont susceptibles, c'est pourquoi ses exordes sont simples, et souvent il n'en fait pas du tout. Comme il a une lecture de toutes sortes d'auteurs, il est pathétique quand il a occasion de l'être, et il soutient bien son mouvement, par la force des choses et par la fermeté de sa voix. Tant de talents naturels et acquis sont accompagnés des avantages du corps; d'une force extraordinaire, d'une voix nette et ferme, et d'une préséance majestueuse. »

Malheureusement, il paya son tribut à l'humanité : « Il était, dit-on, fier et dur, n'ayant de déférence pour qui que ce soit, intraitable aux inconnus, brusque avec ses amis, et peut-être trop avide de gain. »

Il fut le secrétaire du conseil qui prépara, avec le premier président de Lamoignon, le projet d'unification des Coutumes, et Colbert le chargea de la rédaction de l'ordonnance de 1685 sur les colonies. D'Aguesseau en parle comme d'un célèbre avocat justement estimé du premier président de Lamoignon. Il le cite dans son cinquante-deuxième plaidoyer. Nous avons sur lui des détails intéressants dans la préface des *Questions de droit*, de Bretonnier : « Fourcroy, dit Bretonnier, régnait souverainement au barreau. » Terrasson, dans ses *Annotations sur Henrys*, ajoute : « Le barreau n'a peut-être jamais eu dans un même sujet, et

dans un si éminent degré, la science de jurisconsulte et les talents de l'orateur. »

A l'occasion d'un procès plaidé contre la ville de Saint-Aignan, il trouva l'occasion de glorifier de la manière la plus heureuse la profession d'avocat.

Les habitants de cette ville avaient nommé un médecin collecteur des tailles, et ils se fondaient sur ce qu'un arrêt du parlement avait forcé un avocat d'accepter les mêmes fonctions; Fourcroy se trouvait presque obligé, pour défendre son médecin, de le mettre dans une position exceptionnelle, et au-dessus des avocats. Après avoir exposé cette difficulté, résolu, dit-il, à sacrifier sa profession pour l'intérêt de son client, il se rétracte cependant en citant un auteur suivant lequel, en cas de concurrence « pour la nomination des gradués, le théologien devait être préféré au canoniste, le canoniste au jurisconsulte, et le jurisconsulte au médecin. »

Ensuite, il explique l'arrêt rendu contre l'avocat, et ajoute : « La cour n'aurait jamais rendu un arrêt contre une profession qu'elle a toujours jugée digne de sa protection, de son estime et de son amour; et même les gens du roi n'auraient pas manqué d'élever la voix pour maintenir la justice des privilèges que toutes les lois nous attribuent... Il est vrai que l'emploi d'un avocat n'est point une dignité; ce n'est pas le sceau du prince, c'est le mérite seul des personnes qui en fait le lustre... l'emploi de l'avocat n'est pas une dignité, parce

qu'il est le principe et le séminaire de toutes les dignités. »

Fourcroy eut l'honneur d'être choisi par Louis XIV pour défendre la reine, l'infante Marie-Thérèse, contre le conseil d'Espagne. Cette princesse avait, par la mort de son père, des droits héréditaires sur le Brabant, la Picardie et la Franche-Comté. Cependant le conseil d'Espagne les lui disputait en lui opposant la renonciation faite par Louis XIV au moment de son mariage. M. Rives, dans son discours préliminaire sur les œuvres de Talon, cite le mémoire de Fourcroy comme un modèle d'éloquence, et nous partageons son opinion ; nous en avons déjà rappelé un passage comme preuve d'élévation d'esprit et d'indépendance ; le voici plus complètement. Pour détruire la force des renonciations, l'orateur pose en principe l'inaliénabilité des souverainetés, auxquelles on ne peut renoncer, sinon du consentement de la nation. « Ce nœud, dit-il, qui attache la postérité royale au sceptre, et qui lui impose une obligation comme naturelle de le recevoir chacun à son rang dans l'ordre de la succession des princes, est un lien si fort et si sacré, que nul de ceux qui viennent à naître dans ce rang ne peut s'en dispenser de sa propre autorité, ni s'exempter par lui-même d'obéir aux lois, dans les parties qui l'appellent aux fonctions du gouvernement et de la royauté. La raison est que la loi fondamentale de l'Etat ayant formé une liaison réciproque et éternelle entre le

prince et ses descendants d'une part, et les sujets et leurs descendants de l'autre, par une espèce de contrat qui destine le souverain à régner et les peuples à obéir, nulle des parties ne peut seule et quand il lui plaît se délivrer d'un engagement si solennel dans lequel elles se sont données les unes aux autres pour s'entr'aider mutuellement. L'autorité de régner n'est pas moins une servitude en sa manière, que la nécessité d'obéir en est une, puisqu'il est constant que ceux qui naissent d'une condition privée ne sont pas plus obligés par leur naissance à servir l'Etat et à obéir, que les princes du sang royal ne le sont par la leur à commander et à régner chacun à leur rang. De sorte que, comme ils ne sont entrés dans cette union et dans cette alliance de princes et de sujets que par la voie d'un consentement mutuel, il est certain qu'ils ne peuvent en sortir que par la même voie d'un consentement mutuel. »

Louis XIV approuva cette sorte de contrat social ; on ne peut rien trouver, d'ailleurs, de mieux pensé et de mieux exprimé.

Fourcroy était littérateur et composa des poésies médiocres. L'Eloge d'Auzanet, en tête des ouvrages de celui-ci, est de Fourcroy. Il est mort en 1691.

En attribuant à Fourcroy le premier rang au barreau, on donnait le second à Pageau, dont le nom est cependant aujourd'hui à peu près inconnu.

Ces deux avocats étaient en tout opposés.

Fourcroy était entraînant par la force de son éloquence, mais son caractère fier et superbe lui faisait des ennemis de ses admirateurs. Pageau, d'une facilité d'esprit merveilleuse, parlait avec calme, raisonnait avec justesse et charmait, par l'aménité de ses habitudes, ceux même qui auraient désiré en lui plus de feu et d'entraînement. Fourcroy était plus orateur, Pageau était plus avocat. La postérité a presque oublié le grand mérite de l'avocat, pour se rappeler seulement le talent de l'orateur.

Claude Erard fut digne aussi du beau siècle de Louis XIV. Né en 1646, admis au tableau le 24 avril 1664, il mourut à cinquante-quatre ans, en 1700. D'Aguesseau, dans sa quatrième instruction adressée à son fils, en 1761, recommande la lecture de ses plaidoiries. « On y trouve, dit-il, un style doux et coulant, soutenu d'esprit naturel; une ironie assez fine et assez délicate, qui en faisait le principal ornement, mais qui laisse à désirer cette force de raisonnement et ce progrès de preuves toujours plus puissantes l'une que l'autre, qui fait le principal mérite de ces sortes de discours. »

Nous nous inclinons devant une telle autorité. D'ailleurs d'Aguesseau avait entendu Erard. Il est possible que son débit oratoire, cette partie si importante de l'éloquence, eût plutôt de la grâce que de l'énergie. M. de Lacretelle aîné affirme aussi qu'il était bien loin de l'éloquence des grands

hommes de son siècle¹. Cependant ses discours imprimés, en justifiant jusqu'à un certain point le jugement de d'Aguesseau, donnent une haute opinion de son talent.

Comme Patru et comme Fourcroy, il rejette entièrement l'étalage d'une vaine érudition. En général, son style est simple, mais quelquefois il s'élève au niveau des grands orateurs. Rappelons-nous ce que nous avons déjà dit de son courage et de l'éloquence avec laquelle il défendit le legs fait par une protestante à des parents de sa religion, au moment même où Louis XIV les accablait de toute sa puissance.

Plusieurs des plaidoiries d'Erard ont pour objet des causes qui seraient facilement devenues des occasions de scandale. Tantôt les héritiers d'un conseiller au parlement, M. Le Boulz, demandent la nullité de son testament, suggéré par leur mère, dans son affection exagérée pour l'un de ses fils; tantôt, c'est le fils d'un magistrat attaquant son mariage pour cause de séduction; cependant rien de plus décent que les plaidoiries d'Erard; il est ferme, incisif, et jamais contumélieux. Il eut le bonheur de gagner ces procès si difficiles; mais le plus éclatant de ses succès fut celui obtenu dans l'affaire de Mazarin en 1689.

Le cardinal de Mazarin avait marié sa nièce, la belle Hortense Mancini, avec M. de La Meilleraye,

¹ Article sur l'ancien barreau de Paris.

à la condition de porter son nom et ses armes. Après sept ans de mariage qui avaient donné naissance à plusieurs enfants, la capricieuse M^{me} de Mazarin, à l'instigation du duc de Nevers, son oncle, avait fui la maison conjugale, s'était retirée en Angleterre, où la reine l'avait accueillie. Après vingt-deux ans de séjour dans ce pays, la révolution d'Angleterre changea la position de M^{me} de Mazarin. Son mari la sollicitait de revenir en France près de lui, et lui promettait d'oublier le passé, M^{me} de Mazarin refusa ; mais sur la plaidoirie d'Erard, le parlement lui ordonna de retourner auprès de son mari, après avoir passé trois mois dans un couvent. La plaidoirie d'Erard est un chef-d'œuvre d'habileté.

M^{me} de Mazarin disait que la reine d'Angleterre l'avait accueillie avec bonté ; Erard lui répond ; « Imitait-elle en quelque chose ses exemples ? jamais rien n'a été si opposé.

« La reine était tout appliquée aux affaires du salut et de l'éternité, et aux exercices de notre religion : M^{me} de Mazarin l'était aux folies du siècle, et semblait n'avoir d'autre désir que celui de se perdre et de perdre les autres.

« La reine s'occupait à rassembler dans son palais le troupeau des élus, elle en faisait une maison d'oraison et d'édification : M^{me} de Mazarin faisait de sa maison un bureau public de jeu, de plaisirs, de galanterie, une nouvelle Babylone, où des gens de toutes nations, de toutes sectes, parlant

toutes sortes de langues, marchaient en confusion sous l'étendard de la fortune et de la volupté.

« La reine travaillait à soulager les pauvres, à briser les fers des prisonniers : M^{me} de Mazarin travaillait à dépouiller les riches et à se faire des captifs.

« La reine descendait de son trône pour s'incliner au pied des autels, et rendre au Dieu vivant le culte et les adorations qui lui sont dus : M^{me} de Mazarin, idolâtre d'elle-même, cherchait des adorateurs de qui elle exigeait un culte profane et criminel.

« Appelez-vous cela être auprès de la reine d'Angleterre ? »

M^{me} de Mazarin, affligée, disait-elle, du triomphe du protestantisme en Angleterre, avait demandé 100,000 francs à son mari pour revenir en France ; l'orateur lui répond : « M^{me} de Mazarin témoigne au moins par sa défense qu'elle veut songer sérieusement à son salut, puisqu'elle dit que c'est pour éviter le péril où elle est en Angleterre qu'elle demande 100,000 francs pour pouvoir en sortir. Ce sentiment est louable, mais il ne faut pas laisser cette grande œuvre imparfaite, et elle le serait sans doute si M^{me} de Mazarin, revenant en France, demeurerait séparée de son mari, contre la loi de Dieu. Puis donc qu'elle veut faire cette première démarche, de revenir en France pour assurer son salut, il faut nécessairement qu'elle fasse la seconde, de retourner avec M. de Mazarin, sans

cela la première serait inutile et son salut courrait le même risque en France qu'en Angleterre. »

On ne peut pas imaginer une ironie plus fine et en même temps plus pressante.

Le défenseur de M^{me} de Mazarin, pour excuser ses fautes, avait dit que M. de Mazarin était jaloux et dévot.

Voyons la réponse d'Erard : « Pour la jalousie, si elle était véritable, elle ne serait qu'obligeante, et quand ses effets seraient incommodes, on devrait les excuser en faveur du principe qui la produit, tant qu'ils ne passent point jusqu'à l'emportement et à la violence..... Mais comment pouvez-vous accuser de cette faiblesse un homme qui ne soupçonne point encore aujourd'hui votre vertu, et qui offre de vous recevoir après tous les sujets de soupçons que votre conduite lui a donnés ? Pouvez-vous vous-même craindre qu'il soit jamais jaloux après les épreuves auxquelles vous avez mis la bonne opinion qu'il avait de vous, sans qu'elles l'aient diminuée ?

« A l'égard de la dévotion, son défenseur dit que M. de Mazarin était dévot dès le temps de son mariage. Elle l'a épousé dévot, j'ajouterai même qu'elle l'a aimé dévot, pourquoi ne le garderait-elle pas dévot ?..... M^{me} de Mazarin a plus de principes de dévotion qu'elle ne croit..... Aussi, voyez-vous, messieurs, par sa défense qu'elle craint pour son salut ; cette crainte est le commencement de la

sagesse. Elle demande à se retirer en telle communauté que vous lui voudrez assigner; il y a donc apparence qu'elle se sent plus de disposition qu'elle n'en avait autrefois à vivre de la manière dont on doit le faire dans ces maisons; et cela étant, pourquoi ne s'accoutumerait-elle pas à celle de M. de Mazarin ? Rien ne ressemble plus à un couvent pour la régularité que sa maison. Toute la différence est que, dans un couvent, elle serait loin de l'endroit où la Providence l'a placée, au lieu que chez son mari elle accomplit ses ordres. »

Etienne Sachot, né en 1631, reçu au tableau le 3 février 1653, plaida pour la duchesse de Mazarin. C'était un avocat d'un savoir immense et d'une grande imagination ; mais ses plaidoiries pèchent par un défaut presque complet de préparation. Cependant Bretonnier, dans ses *Additions sur Henrys*, dit : « Sachot a chez moi autant de force et d'autorité que tous les livres. » Il mourut le 14 octobre 1694.

Dans une cause plaidée en 1652 devant le parlement figurent trois avocats célèbres, Bignon, Abraham et Le Vayer de Boutigny.

Cette cause pouvait donner lieu à des développements affligeants pour les mœurs, à peu près comme celle dont nous avons parlé, dans laquelle Anne Robert plaida avec tant de grossièreté. Il s'agissait d'une femme demandant la nullité de son mariage pour cause d'impuissance de son mari, et, affirmant que son enfant n'était pas fils

de ce mari; elle voulait contracter une nouvelle union avec le père de l'enfant.

Mais le langage s'était épuré, et l'on peut admirer dans les trois discours la même décence, le même respect de la cour et de soi-même. La première plaidoirie, celle de Bignon, pour le tuteur de l'enfant, nous paraît la plus faible; elle est sage, mais froide, et des antithèses forcées y tiennent souvent la place de mouvements oratoires. Jacques Abraham, reçu au tableau le 28 septembre 1643, mort en 1679, plaida pour un intervenant, frère du prétendu père et futur mari; sa plaidoirie est vive et parfois éloquente.

« Le crime d'adultère, dit-il, se produit de lui-même. Prenons les registres de la paroisse, lisons l'extrait du baptême des enfants, ils sont déclarés issus des œuvres de Nail (le prétendu complice). Remontons plus haut dans ces mêmes registres, douze ans auparavant, qu'y trouvons-nous ? Le mariage de l'intimée avec le nommé Gauttron. Quoi ! dans ces mêmes registres une femme mariée à un homme et qui déclare avoir eu depuis des enfants d'un autre avec qui l'Eglise ne l'a pas conjointe ? Dans un même moment la foi engagée et la foi violée ! Estiennette Pipelin femme ; Estiennette Pipelin concubine ! Comment accorder ces autels à la face desquels l'Eglise vous a unis d'un nœud sacré avec votre mari, et ces fonts du baptême où vous avez fait une déclaration si con-

traire ? Lequel voulez-vous que je croie ? L'autel me dit que vous êtes femme ; les fonts sacrés, que vous êtes mère ! Si ce n'est pas du fait de votre mari, que peuvent-ils donc dire autre chose, sinon que vous êtes *adultère* ? »

François Mothe Le Vayer de Boutigny, chargé de plaider pour la femme, la défendit avec habileté, mais avec une trop grande recherche d'esprit. Cet avocat, d'une famille riche et distinguée, après être resté vingt ans au barreau avec de grands succès, fut nommé maître des requêtes et mourut intendant de Soissons, en 1685. Il a laissé plusieurs ouvrages. Un petit traité de lui sur la preuve par comparaison d'écritures, se trouve à la suite de la preuve par témoins de Danty sur Boiceau.

Le collecteur de l'arrêt de 1652 dit que Montauban plaida pour le complice de l'adultère, « qu'il se surpassa lui-même en cette occasion et fit paraître un chef-d'œuvre d'éloquence. »

Il ne nous a pas transmis son plaidoyer, mais nous pouvons apprécier son mérite dans une autre cause non moins célèbre connue sous le nom de la *cause du gueux de Vernon*.

La veuve d'un bourgeois de Paris avait trois enfants en bas âge; deux s'enfuirent de la maison maternelle, l'un mourut dans sa pérégrination, l'autre revint près d'elle. A quelque temps de là, un mendiant parut dans la petite ville de Vernon, accompagné d'un enfant. Le peuple de Vernon crut reconnaître le fils de la veuve; celle-ci le

repousse, le peuple s'ameute, les magistrats, impressionnés par la voix du peuple et, dit-on, par des sentiments de haine personnelle contre la prétendue mère, font arrêter le mendiant et la mère. Cette cause si dramatique et presque romanesque fut portée au parlement en 1659, et excita au plus haut degré l'intérêt public. Pousset de Montauban plaida pour la veuve, prétendue mère de l'enfant, Fourcroy pour le mendiant, appelé Montrousseau, Billain pour le juge de Vernon, pris à partie, Robert pour le curateur de l'enfant.

La plaidoirie de Montauban renferme de grandes beautés. Rien de plus pathétique que les passages de la plaidoirie où il met en opposition les sentiments de la nature parlant au cœur d'une mère, avec le calme dédaigneux et l'indignation d'une femme à laquelle on offrait un prétendu fils, au lieu de celui qu'elle avait perdu. « La reconnaissance d'un enfant, dit-il, n'est pas l'ouvrage de la subtilité de l'esprit qui raisonne; elle l'est de l'autorité de la nature qui décide; elle ne cherche pas de flambeaux étrangers pour la conduire; elle a assez de ses propres lumières pour l'éclairer; elle ne sait point former d'arguments, ni discourir sur les apparences; mais elle commande, mais elle prononce sans raisonnement et sans discours. C'est cet oracle du cœur qui répond toujours fidèlement aux mères qui l'interrogent; il ne demande pas d'autre lumière ni d'autres marques. Ma

partie ne reconnaît pas cet enfant pour son fils, ni aux marques qu'il en donne, ni par aucune autre qui lui parle dans son cœur, dans ce tribunal où la nature est toujours victorieuse et toujours triomphante. »

Et ailleurs : « Tout le peuple de Vernon, dit-on, donne cet enfant à ma partie, c'est une voix universelle qui crie contre elle et qui l'accuse.

« Mais cette voix peut-elle être plus forte que celle du sang et de la nature ? Peut-elle parler et faire du bruit quand l'autre est muette ? Quel est ce faux oraclé qui nous répond quand l'autre est dans le silence ? Ma partie soutient que cet enfant n'est pas son fils, et ce peuple veut qu'il le soit ; qui des deux est plus digne de foi ? »

Malheureusement ce plaidoyer est défiguré par des *concessi* indignes du sujet. Il dit : « Les larmes versées par la mère ont tellement gravé dans son cœur le portrait de son enfant, qu'il est impossible qu'elle ne le reconnût pas aux caractères que ses pleurs lui en ont formé... » Il assure que le peuple de Vernon, auquel le pauvre Montrousseau demandait l'aumône, « changea le pain en pierres pour insulter à son malheur..... La mère, recouvrant un de ses enfants, recouvre un de ses yeux, mais elle ne peut le recouvrer que par la perte de l'autre, etc. » Puis il revient encore à l'abus des citations, passées de mode : Egée, Thésée, saint Ambroise, Tertullien, Astyanax, etc.; malgré ces défauts, Montauban doit être compté parmi les avocats de ce siècle

les plus renommés. Un esprit vif, une imagination ingénieuse et féconde donnaient un merveilleux éclat à ses plaidoiries ; il tenait l'esprit de ses auditeurs dans une espèce d'extase. Cependant ses plaidoiries avaient plus de brillant que de solidité ; il cherchait à plaire et non à persuader ; aussi il était inférieur à lui-même dans les affaires de droit ou de procédure ; dans les grandes causes mêmes il était inégal. Il enchâssait, dit-on, *du diamant dans du fer*. C'était un littérateur ; il fit des tragédies, en s'illustrant au barreau. Il fut échevin de Paris, et mourut le 5 janvier 1689.

Fourcroy plaida pour le pauvre Montrousseau. Sa plaidoirie est trop longue et contient beaucoup de redites, cependant il y a des passages remarquables.

Antoine Billain, admis au tableau le 18 mai 1644, se présenta dans la même cause pour le lieutenant de Vernon, dont la procédure incroyable avait suscité tant de malheurs, il le défendit avec une grande habileté, le présentant comme un magistrat honorable, trompé par l'opinion publique. Billain a laissé de bons Mémoires, et notamment un grand travail fait en 1669 pour établir le droit de la reine Marie-Thérèse sur les Pays-Bas et sur la Franche-Comté.

Robert, pour le tuteur de l'enfant, eut le tort d'accuser avec violence la femme repoussant un étranger, et un père voulant conserver son fils comme soutien de sa misère.

Cet avocat était l'un des plus employés du Palais. Il plaidait agréablement et même quelquefois avec éclat, mais l'immensité de sa clientèle lui laissa peu de temps pour l'étude, ses plaidoyers manquaient souvent de solidité. Cependant la beauté de ses gestes, son extérieur élégant, sa facilité, lui attiraient beaucoup d'admirateurs.

Vint ensuite l'avocat général Bignon. M. Berryer suppose que ce fut le célèbre avocat général Bignon (Jérôme), il avait, en effet, repris en 1645 ses fonctions d'avocat général, après la mort de son gendre, auquel il avait transmis sa charge; mais Jérôme Bignon est mort le 7 août 1656, et la cause du gueux de Vernon a été jugée le jeudi de la Passion de 1659; les conclusions furent donc de Jérôme Bignon fils, et non du père. Son plaidoyer se borna presque à mettre en opposition les singularités de la cause et à résumer les moyens des parties. C'est une œuvre de sagesse et de raison.

Un procès rapporté par de Saint-Simon¹ rappelle les noms de plusieurs avocats distingués.

En 1694, le duc de Luxembourg, déjà illustré par ses victoires, voulut conquérir le second rang d'ancienneté parmi les pairs, au lieu du huitième qu'il occupait. Cette cause fut portée au parlement. Talon s'était récusé et avait composé le Mémoire du duc de Luxembourg; Racine le corrigea. « La science de Talon, dit Saint-Simon, et les grâces de

¹ *Mémoires de Saint-Simon*, t. I, p. 173.

Racine y étaient toutes déployées, « il affirme néanmoins que l'on y trouve « quantité de faits faux, plusieurs tronqués et un éblouissant tissu de sophismes. »

Jean-François Dumont, avocat inscrit au tableau le 14 juillet 1667, plaida pour le duc de Luxembourg. Saint-Simon en parle avec un grand mépris. « C'était, dit-il, un homme fort audacieux; il parla avec beaucoup de fatras et battit fort la campagne. » On sait ce que valent les jugements de cet irascible grand seigneur sur ses ennemis. Cependant l'avocat nous paraît avoir manqué aux convenances, lorsque, parlant du respect de ses adversaires pour l'autorité royale, il leur appliqua cette parole de l'Écriture : *Populus hic labiis me honorat, oar autem eorum longe est a me*. La citation excita au plus haut point la fureur des courtisans, et Saint-Simon dit qu'il s'élança « criant à l'imposture, et justice de ce coquin¹. »

Or, ce *coquin* était un avocat très-distingué, très-courageux, choisi par le duc de Luxembourg comme l'un des plus illustres du barreau.

Brillon cite de lui un trait de fermeté dans l'accomplissement des devoirs de sa profession.

Les magistrats ont certainement le droit d'arrêter un avocat qui entrerait dans des détails étrangers à sa cause; mais en ce temps-là, certains présidents interrompaient des avocats sans raison. A

¹ *Mémoires de Saint-Simon*, t. I, p. 149 et 360.

une audience de la grand'chambre, le premier président de Novion coupa la parole à Dumont, en lui disant de conclure :

« Je suis prêt à conclure, répondit-il, si la cour trouve que j'en ai dit assez pour gagner ma cause avec dépens. Sinon, j'ai encore des raisons si essentielles à présenter, qu'il m'est impossible de les supprimer sans trahir mon ministère et la confiance dont m'honore ma partie¹. » La cour entendit toute la plaidoirie, et il gagna son procès.

Revenons à l'affaire du duc de Luxembourg. Saint-Simon et les autres adversaires avaient pour avocat consultant Riparfonds, dont nous parlerons plus tard. Saint-Simon dit de lui : « Riparfonds, avocat, célèbre consultant, était le chef de notre conseil, chez qui se tenaient toutes nos assemblées. »

Dans son modeste cabinet, rue de la Harpe, se rendaient donc les plus grands seigneurs : les Guémené, les La Trémouille, les Richelieu, les La Rochefoucault, les La Force, etc. La prérogative des avocats a toujours été de recevoir chez eux leurs clients, même les plus élevés en dignités.

Les avocats plaidant pour les défendeurs étaient Charles Arrault, Héraclé Fretteau et François Magneux. Saint-Simon donne les plus grands éloges à la plaidoirie d'Arrault. Il reçut aussi les applaudissements du prince de Conti et du duc de

¹ Brillou, *Dict. des arrêts et avocats*, p. 161.

Vendôme, se trouvant accidentellement au parlement pour la réception du duc de Villeroy. Le duc de Luxembourg gagna son procès le 13 avril 1696, malgré les conclusions de d'Aguesseau, alors avocat général.

Parmi les avocats de ce siècle, nous devons encore citer :

Gallyot, qui plaida contre Montauban une cause contre la prieure d'un couvent, prétendue hermaphrodite; il est mort le 21 mai 1693.

Claude Nouet, reçu au tableau le 30 décembre 1613, se distingua plutôt par sa science que par son éloquence; d'Aguesseau l'appelle *un sage et savant avocat*. « Quelle étendue, dit-il, de lumières naturelles et de droiture d'esprit, quelle justesse, nous oserions presque dire quelle infailibilité de raisonnement ! Il n'y avait rien au-dessus de la bonté de son esprit que celle de son cœur. » (Discours sur la décadence de l'éloquence.) Il assure qu'il était regardé comme l'oracle des matières ecclésiastiques (Mémoire sur la juridiction royale), il jouissait d'une immense considération. A ses obsèques en 1691 assistèrent cinq présidents à mortier, les gens du roi, un grand nombre de conseillers et plus de trois cents de ses confrères.

Louis Nivelles, né en 1676, inscrit au tableau en 1691, défendit la marquise de Brinvilliers par un Mémoire que M. Berryer rappelle avec éloge. La question était de savoir : si une confession sacramentelle écrite par un accusé peut être produite

contre lui. D'Aguesseau le nomme *le grand Nivelle*. Son nom est prononcé dans presque toutes les causes importantes de cette époque. C'était, en effet, un avocat de mérite, bon dialecticien, mais on lui reprochait de l'enflure : *sesquipedalia verba*.

Michel Langlois est aussi cité avec honneur par d'Aguesseau. « Pendant tout le cours de sa longue carrière, dit-il, il fut redevable de sa grandeur au salutaire retardement que le premier président Lamoignon l'avait engagé à mettre à ses débuts. »

Pierre-François Gillet, né à Lyon en 1648, avocat au parlement de Paris en 1674, mort en 1720, eut au Palais la réputation d'un avocat habile. Bretonnier, dans ses *Additions sur Henrys*, parle de son érudition profonde, et de son éloquence. Ses plaidoiries, imprimées en deux volumes in-4°, ont de l'érudition et de la solidité, mais de la sécheresse. M. Berryer donne l'extrait de son plaidoyer pour M. de Belgrade contre sa fille voulant se faire religieuse. Il fut aussi littérateur. Il a laissé un discours médiocre sur le génie de la langue française; une traduction faible des *Catilinaires* et de plusieurs oraisons de Cicéron.

Georges Leroy, admis au tableau en 1656, était l'un des vingt fils d'un avocat mort doyen de l'ordre. Il s'occupa surtout de questions de droit public. Louis XIV le consulta dans des circonstances difficiles; ses services et sa science lui méritèrent d'être anobli au mois d'octobre 1719.

Jean Barbier-Daucourt, né à Langres en 1641,

de parents pauvres, prit, quitta, reprit et quitta encore la carrière du barreau; cependant nous en dirons quelques mots¹. Il débuta par une infortune judiciaire. Boileau lui fait allusion dans son *Lutrin* en disant :

Il hésite, il bégaye, et le triste orateur
Demeure enfin muet aux yeux du spectateur.

Ce malheur lui arriva en plaidant devant le premier président de Lamoignon. Averti par cet échec, il se renferma dans son cabinet, et se livra à la composition de mémoires, dont quelques-uns sont remarquables. On cite surtout celui qu'il publia pour obtenir la réhabilitation de la mémoire d'un infortuné, nommé Lebrun, accusé d'un assassinat dont il n'était pas coupable, et qui avait péri dans les tourments de la question². Malgré le mérite de ces travaux, Barbier-Daucourt fut moins avocat que littérateur. Ses *Sentiments de Cléanthe* sur les *Entretiens d'Ariste et d'Eugène*, du père Bouhours, sont un modèle de critique spirituelle et de bon goût. Mais il voulut attaquer Racine dans un écrit sous le titre d'*Apollon vendeur de mithridate*. On ne peut rien imaginer de plus insignifiant. On dit que, discutant dans une église avec un jésuite, il lui échappa de dire *locus est sacrus*. On l'appela

¹ Voir la notice publiée sur lui par le père Nicéron, t. XIII, p. 316.

² Ce mémoire est rapporté dans les *Modèles d'éloquence judiciaire* de M. Berryer, p. 266.

l'avocat *Sacrus*. Malgré ses inégalités, son mérite comme écrivain et comme critique le fit entrer à l'Académie française en 1685 ; il mourut le 18 septembre 1694, à cinquante-trois ans.

Louis de Sacy, né à Paris en 1654, admis au tableau le 1^{er} décembre 1671, plaida longtemps avec succès ; sa physionomie heureuse, sa mémoire fidèle, son esprit juste et pénétrant lui méritèrent sa réputation au barreau, et le firent accueillir avec empressement dans le monde. Il était lié avec les gens de lettres de son temps, surtout avec Fontenelle. Il était l'un des hommes brillants de la société de la marquise de Lambert, qui avait pour lui une tendre affection. Il fut reçu en 1701 à l'Académie française, et a laissé plusieurs ouvrages de littérature, des mémoires et des plaidoiries. On lui reproche un ton épigrammatique et l'abus de l'antithèse. Il mourut le 26 octobre 1727, à soixante-treize ans.

Pierre Veronneau, né à Blois, reçu avocat le 10 mai 1669, fut l'un des bons avocats et des habiles jurisconsultes de ce temps. Il mourut subitement en plaidant à la deuxième chambre des requêtes du Palais le 28 mai 1720.

A côté de ces avocats, plaçons encore, moins à cause de leur célébrité au barreau, que pour leur gloire acquise après lui avoir appartenu : Achille du Harlay, avocat le 19 novembre 1656, premier président du parlement de Paris en 1689 ; François-Michel Letellier, avocat le 2 août 1657,

fils du chancelier, lui-même ministre et secrétaire d'Etat, mort en 1691 ; Michel Chamillart, avocat le 22 janvier 1675, ministre et secrétaire d'Etat ; Chrétien de Lamoignon, avocat le 22 janvier 1693, président au parlement de Paris en 1706.

Pourquoi ne pas nommer Nicolas Boileau, porté au tableau le 6 décembre 1656 ? A la vérité ses débuts furent malheureux. « Il plaida une cause, dit Racine le fils, et s'en tira fort mal. Il n'eut pas l'ambition d'aller plus loin et quitta le Palais. » Cependant son nom honore le tableau de l'ordre des avocats.

CHAPITRE XI.

JURISCONSULTES DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

SOMMAIRE. Travaux législatifs du siècle de Louis XIV. — Concours des juriconsultes. — Conseil pour la réformation de la justice en 1665. — Intervention de Louis XIV. — Ordonnances de 1667, de 1669, 1673, 1681. — Ecole de droit à Paris. — Loyseau. — Auzannet. — Bouchel. — Joly. — Duplessis. — Ricard. — Brodeau. — De Renusson. — Laurière. — Lebrun. — Duperray. — Blanchard. — Ferrière. — Danty. — Husson. — Domat, à Clermont. — Despeisses, à Montpellier. — Henrys, à Montbrison. — Basnage, à Rouen.

Nous avons dit comment, dans le seizième siècle, les avocats avaient contribué à la rédaction des Coutumes, notamment à la rédaction et ensuite à la réformation de la Coutume de Paris en 1510 et en 1580.

Vers la fin du dix-septième siècle, tous les bons esprits s'affligeaient de voir la France régie par autant de lois particulières qu'elle avait de provinces, sans compter des usages locaux, véritables lois dans un grand nombre de villes, et souvent dans les moindres bourgades. D'autres pays étaient régis par le droit romain ; la province d'Auvergne

était soumise en partie à la Coutume et en partie au droit romain. Enfin, pour ajouter à la confusion, des parlements avaient adopté, sur certains points, des principes absolument opposés à ceux des parlements voisins. Ainsi, du lieu où l'on devait être jugé, dépendait souvent le résultat d'une affaire ; de fréquentes évocations ruinaient les parties en frais inutiles. Lorsque la puissance de Louis XIV eut centralisé les pouvoirs administratifs, on se demanda s'il ne serait pas possible de centraliser aussi la législation. C'était chose à peu près impossible, car les traités avec les provinces conquises et avec celles qui s'étaient données à la France stipulaient la conservation de leurs lois. Cependant le premier président de Lamoignon conçut cette belle pensée : « Ce grand magistrat, dit d'Aguesseau (4^{me} instruction à son fils), méditait le difficile dessein de réduire toutes les Coutumes à une loi générale. » Il commença vers 1663 à réunir dans son hôtel douze des principaux avocats du parlement, au nombre desquels était Auzannet, chef de ces réunions. Ces conférences n'eurent aucun résultat définitif, mais le premier président excita Auzannet à travailler à des mémoires sur les questions douteuses ; ces projets étaient communiqués à Fourcroy, secrétaire de la réunion. Ce travail dura deux années, pendant lesquelles on se réunissait deux fois par semaine sous la présidence de M. de Lamoignon¹. Les ré-

¹ Voir l'éloge du premier président de Lamoignon, prononcé à

solutions prises ont été depuis publiées sous le titre d'*Arrêtés du premier président de Lamoignon* ; elles sont réellement l'ouvrage d'Auzannet et de Fourcroy.

En 1665, tandis que ces études se faisaient sous les yeux de Lamoignon, Louis XIV, sur la proposition de Colbert, avait formé trois conseils, l'un pour les droits ecclésiastiques et les bénéfices, l'autre pour la noblesse, le troisième pour la réformation de la justice. Ce dernier conseil, le seul dont nous ayons à nous occuper, fut composé de plusieurs magistrats et de conseillers d'Etat. Louis XIV leur imposa l'obligation de consulter *quelques fameux avocats dont ils nous rapporteront, dit-il, les sentiments* ; il indiqua, lui-même Barthélemy Auzannet, Jean-Marie L'Hoste, Louis-Philémon Ragueneau, Jean de Gomont, Antoine Bilain et Joseph Foucault.

Au mois d'octobre 1665, ce conseil, réuni chez le chancelier, fut instruit de la volonté du roi. Auzannet, au nom des avocats, répondit que « l'ordre des avocats, et ceux qui étaient présents en particulier, ne manqueraient pas de donner tout leur temps et leurs soins à ce qui serait ordonné par Sa Majesté. »

Les conférences commencèrent, et eurent lieu deux fois par semaine. A la fin de 1665 elles furent transférées à Essonne, lieu intermédiaire

la rentrée des conférences, le 12 novembre 1856, par M. Chevrier, avocat.

entre Fontainebleau, où se trouvait le roi, et Paris, où les avocats étaient retenus par leurs devoirs du Palais. Auzannet dit que toutes les matières étaient distribuées à chacun des avocats pour y travailler en son particulier ; dans l'assemblée chaque article était arrêté à la pluralité des voix.

Sur le premier article lu en conseil, Louis XIV manda les avocats au Louvre, et leur témoigna sa satisfaction dans les termes les plus affectueux. « Il avait, dit-il, choisi des personnes de doctrine, d'expérience et de probité, et les avait joints à des magistrats afin que par leur concours, les peuples pussent recevoir le soulagement qu'ils attendaient... » Il les pria de continuer, les assurant « qu'ils ne pouvaient rien faire de plus agréable pour lui et ni de plus utile pour son service et le bien de ses peuples. » Auzannet prit la parole, et promit le dévouement de l'ordre des avocats pour conduire cette œuvre à sa dernière perfection.

On est trop habitué à considérer Louis XIV comme un monarque enivré de sa grandeur, et étalant son orgueil au milieu de la cour la plus brillante du monde. En 1665, il avait vingt-sept ans. C'est un beau spectacle que celui d'un jeune prince, au milieu de toutes les séductions, devenant ainsi législateur. Colbert inspirait ces pensées. Mais avec quelle noblesse Louis XIV suivait ses inspirations ! Auzannet dit que les articles législatifs arrêtés par la commission étaient portés au conseil du roi, lus, discutés et arrêtés en sa

présence. Il ajoute : « En plusieurs rencontres le roi a fait l'honneur à notre compagnie de prendre son avis sur des affaires proposées, qui se traitaient directement et devaient être résolues en conseil, en la présence du roi. »

Ces assemblées durèrent quinze mois. L'ordonnance fut préparée par Hotman, maître des requêtes, et par Auzannet.

Le roi renvoya ce projet au parlement, le 24 janvier 1667. Les conférences, présidées par le premier président de Lamoignon, commencèrent le 26 avec le concours de Pussort et du chancelier Séguier. Quelques modifications eurent lieu, et l'ordonnance fut publiée au mois d'avril 1667.

L'article 31, nous l'avons déjà dit, devait donner au tableau des avocats un caractère de complète régularité, en rejetant les écritures non signées par les avocats inscrits depuis deux ans. Cette disposition a été renouvelée et son exécution a été ordonnée par l'arrêt du parlement du 17 juillet 1693.

La coopération des avocats ne se borna pas à la publication de l'ordonnance de 1667 sur la procédure ; c'était déjà un immense service rendu à la justice, car si les lois civiles sont le fondement du droit, la procédure est le seul moyen de les appliquer, et pendant des siècles cette procédure avait été un dédale. Au mois de mai suivant, les mêmes commissaires, parmi lesquels se trouvaient six avocats, furent de nouveau réunis pour discuter

et préparer les ordonnances projetées par Colbert; ainsi fut publiée l'ordonnance du mois d'août 1669, relative aux évocations, aux règlements de juges, aux droits de *committimus*, aux lettres d'état, et aux lettres de répit.

L'ordonnance des eaux et forêts du mois d'août 1669, simple résumé des arrêts du conseil et de règlements antérieurs, fut cependant élaborée par un travail de huit années.

L'ordonnance criminelle d'août 1670, préparée sous l'influence du conseiller d'Etat Pussort, porte les traces de son caractère inflexible. On gémit que le barreau n'ait pas pu obtenir au moins la publicité de la défense des accusés, interdite par l'ordonnance de Villers-Cotterets, en 1537. Pussort fit maintenir cette prohibition de défense des accusés, et le serment absurde exigé d'eux avant leur interrogatoire.

Les avocats ne purent pas non plus empêcher l'édit de mars 1673, sur les épices et les frais de justice, de leur imposer, par son article 28, l'obligation de mettre, au pied de leurs écritures, le reçu de leurs honoraires.

Aux grands travaux de législation auxquels les avocats avaient déjà si puissamment concouru, succédèrent en 1673 l'édit sur le régime hypothécaire et l'ordonnance du commerce.

Cette ordonnance du commerce fut faite par un conseil de réforme organisé par Colbert, présidé par Pussort, et dont faisaient partie Raguenau

et Duhamel. Savary, dans sa préface du *Parfait négociant*, les appelle *très-fameux avocats du parlement de Paris*. En tête de l'ouvrage de Savary se trouvent les approbations signées par eux en qualité de *membres du conseil de la réforme*. Abraham, de Lhommeau et Commeau, également habiles sur les matières commerciales, donnent à Savary de pareilles approbations.

En 1681, le génie de Colbert dota encore la France de l'ordonnance de la marine. Le conseiller d'Etat Pussort fut chargé de la rédaction avec l'aide de Savary, de Legros, habile avocat au parlement, et de Le Vayer de Boutigny, longtemps avocat, devenu maître des requêtes. Legros avait été envoyé en Hollande pour se mettre en relation avec les jurisconsultes de ce pays, et pour recueillir leurs observations.

En 1685, Fourcroy reçut de Colbert la mission de rédiger l'ordonnance sur les colonies.

Ainsi, sur presque toutes les parties de la législation, les avocats furent appelés à apporter le concours de leur expérience.

Louis XIV ne se borna pas à établir des lois générales sur l'administration de la justice; il voulut que la science du droit ne fût plus, comme elle l'avait été si longtemps, le résultat seul de l'habitude, il organisa cette étude sur des fondements solides.

On se rappelle la défense faite par l'ordonnance de Blois d'enseigner le droit à Paris. L'université

d'Orléans était depuis longtemps celle où les jeunes légistes destinés à la profession d'avocat allaient étudier la doctrine. Quelques-uns, dans le siècle précédent, plus animés du désir de la science, avaient été la chercher jusqu'à Toulouse, auprès du fameux Cujas et de ses successeurs.

Le droit civil avait toujours continué d'être enseigné à Paris, mais non officiellement, et par intervalles. On doit à Louis XIV l'établissement d'une école de droit dans la capitale. Cette création fut faite par l'édit du mois d'avril 1679. Une déclaration du 26 janvier 1680 décida que « les étudiants ayant obtenu leurs certificats dans des universités étrangères ne pourraient être reçus au serment d'avocat en France ; et, réciproquement, les étrangers qui auraient pris leurs degrés en France ne pouvaient plus être admis dans les barreaux français. »

Ces travaux législatifs de Louis XIV renouvelèrent le goût des études sérieuses, comme à l'époque de la rédaction et de la réformation des Coutumes.

L'âge précédent avait été celui de nos grands jurisconsultes. Sans parler de Dumoulin, le plus illustre, les Loisel, les Pithou, les Hotman élevèrent la science à une hauteur qui égala celle des jurisconsultes romains ; d'Aguesseau ne craint pas de dire que Charles Loyseau, l'un d'eux, aurait mérité de naître dans le siècle des Papinien et des Africain.

Cependant, leur esprit se perdait quelquefois dans une dialectique un peu subtile ou diffuse, et leur style a tellement vieilli, quand il n'est pas du latin barbare, qu'il reste peu de chose pour des études pratiques. Aux auteurs du temps de Louis XIV il a été donné d'enrichir la science d'ouvrages bien pensés et bien écrits, qui, malgré les modifications de la législation, restent encore des autorités puissantes.

Nous avons vu Barthélemy Auzannet, l'un des plus savants, s'occuper activement de la préparation des codes de Louis XIV. Il était né en 1591, et fut reçu avocat en 1609. En 1669, il adressa à l'un de ses amis un long récit sur la coopération des avocats aux ordonnances. Ses notes sur la coutume de Paris ont été le résultat de ses travaux avec le premier président de Lamoignon. D'Aguesseau dit qu'il travailla *plutôt en réformateur et presque en législateur qu'en interprète*, et Terrasson, dans ses *Additions sur Henrys*, ajoute : « Le ciel l'avait fait naître pour être législateur. » Il a laissé un recueil des arrêts du Parlement de Paris; il devint conseiller d'Etat, et mourut en 1673, à quatre-vingt-deux ans.

Laurent Bouchel, né à Crépy-en-Valois, mort en 1629, très-avancé en âge, est auteur de plusieurs ouvrages d'une grande érudition. Sa *Bibliothèque du droit français*, publiée en trois volumes in-folio en 1649, est une compilation utile.

Jacques Joly fit paraître en 1647 un savant ou-

vrage inédit, de Girard, sur les offices. Il a fait des notes médiocres sur la Coutume de Paris.

Claude du Plessis, né au Perche en 1626, avocat au parlement de Paris, fut choisi par Colbert comme avocat des finances, et Louis XIV fut tellement satisfait de ses services, qu'il le gratifia d'une pension. Il a fait un commentaire sur la Coutume de Paris. « Quoique ce ne soit pas un ouvrage sans défauts, dit d'Aguesseau, et que les sentiments de cet auteur n'aient pas toujours été suivis, il est cependant utile de le lire de suite, pour apprendre à traiter les questions avec cette clarté qui en fait le principal mérite. » Ses consultations, placées à la fin de ses commentaires, annoncent une science profonde. Il mourut à Paris en 1681.

Jean-Marie Ricard, né à Beauvais en 1622, mort en 1678, à cinquante-six ans, avocat au barreau de Paris, est l'un des auteurs les plus distingués par la droiture de son esprit. Bretonnier, dans ses *Additions sur Henrys*, l'appelle *un auteur véritablement judicieux et solide*. Il a fait un excellent *Traité des donations*, un autre sur les substitutions, et un commentaire sur la Coutume de Senlis.

Julien Brodeau, d'une ancienne famille de Touraine, préféra les fonctions d'avocat aux charges importantes auxquelles il pouvait prétendre. En 1636, il a publié des notes sur les arrêts de Louet, et a mérité de faire autorité au Palais. Bretonnier sur Henrys dit de ces deux ouvrages : « Louet est de soi recommandable ; il ne l'est pas moins par

le commentaire de Brodeau. » La Vie de Dumoulin, placée en tête des œuvres de ce grand juriconsulte, est de Brodeau ; ses notes sur la Coutume de Paris se sont arrêtées à l'article 186 de la Coutume, et elles ont été imprimées après sa mort. « Il réunissait, dit Taissant, la connaissance des belles-lettres à l'usage exact du Palais. » Il mourut en 1653.

Philippe de Renusson ¹, né au Mans en 1632, reçu au barreau de Paris en 1653, mort en 1699, publia de 1681 à 1692 les traités des propres, de la communauté et du douaire, ouvrages recommandables par la science et par la sagacité de leur auteur.

Eusèbe-Jacob de Laurière, né à Paris le 31 juillet 1659, reçu avocat le 6 mars 1679, mourut en janvier 1728. Sa santé toujours chancelante l'empêcha de se livrer à la plaidoirie, mais ses travaux sont immenses. En commençant sa carrière d'avocat, il avait été le compagnon d'étude de d'Aguesseau. Son premier ouvrage, sur le droit d'amortissement et sur les francs fiefs, fut imprimé en 1692. En 1698, il publia des notes sur la Coutume de Paris, et en 1699, avec Berroyer, autre juriconsulte du parlement de Paris, il donna une édition du traité de Du Plessis sur la Coutume de Paris, avec des notes et des dissertations. Il ne s'é-

¹ Le nom de cet auteur est écrit diversement dans ses propres ouvrages : c'est Renusson, de Renusson, Derenusson, d'Ernusson, et même d'Hernusson.

coula presque pas d'années sans que Laurière fît de nouveaux ouvrages. Ses *Institutions coutumières*, publiées en 1710, sont à peu près une reproduction améliorée des *Institutes* de Loisel, c'est cependant un excellent travail. Il n'était pas possible de donner une idée plus juste de nos anciennes institutions.

Il avait commencé la publication des ordonnances des rois de France : sa préface, en tête du premier volume, est un chef-d'œuvre. La mort le frappa avant l'impression du second volume ¹. Ce magnifique travail a été continué par Denis-François Secousse, avocat au parlement, et n'est pas encore fini.

Denis Le Brun, reçu avocat en 1659, a laissé deux traités des successions et de la communauté, imprimés après sa mort. Ces ouvrages ont eu une grande autorité.

Michel Duperray, avocat en 1661, fut bâtonnier en 1715, et mourut à quatre-vingt-dix ans, en 1730. Il est auteur de plusieurs ouvrages, auxquels on reproche de manquer de méthode ; ils ont presque tous pour objet des questions de droit ecclésiastique.

Guillaume Blanchard, reçu au tableau en 1674, après s'être livré avec succès à la plaidoirie, se retira dans son cabinet, et publia d'utiles travaux dont on trouve le détail au *Journal des savants*

¹ La Vie de Laurière se trouve au second volume des *Ordonnances des rois de France*.

du mois de février 1525; il est mort le 24 septembre 1784.

Claude de Ferrières, né en 1639, avocat au parlement, mourut le 11 mai 1715. Il composa un grand nombre d'ouvrages, peut-être avec trop de rapidité. Son fils, Claude-Joseph de Ferrières, également avocat au parlement, et doyen de la Faculté de droit de Paris, fut aussi jurisconsulte distingué; il concourut avec son père à la publication de commentaires sur la Coutume de Paris, et publia une traduction des *Institutes* de Justinien avec des notes savantes; il est auteur du *Dictionnaire de droit*.

Georges Danty doit être compté parmi les savants modestes de cette époque. Après l'ordonnance de Moulins, dont l'article 54 limitait à 150 livres la preuve par témoins en matière civile, Boiceau, avocat au présidial de Poitiers, avait publié en latin un traité devenu célèbre sur cette matière. Le titre 20 de l'ordonnance de 1667 ayant complété sur ce point l'ordonnance de Moulins, Georges Danty, né le 4 juillet 1648, reçu avocat au parlement de Paris le 7 janvier 1669, entreprit de reproduire l'ouvrage de Boiceau, auquel il fit subir de nombreuses modifications. Ce travail eut un très-grand succès, et nous le comptons encore parmi nos bons ouvrages de jurisprudence. Danty mourut le 25 octobre 1708.

Terminons cette liste de jurisconsultes du bar-

reau de Paris par un avocat dont la vie judiciaire a été très-accidentée : c'est Martin Husson, né à Montmirail en 1623, et qui se fit inscrire au tableau de Paris le 22 novembre 1643, à l'âge de vingt ans. Sur les conseils de saint Vincent de Paul, il accepta en 1652 la place de consul à Tunis ; il revint en 1657, et aidé des conseils d'Abraham, de Ricard et de Bilain, il publia en 1662 un ouvrage latin sous le titre *De advocato*. Ce livre contient des recherches savantes sur les temps anciens et des réflexions utiles sur la profession d'avocat ; mais on ne peut rien imaginer de plus diffus et de plus emphatique, c'est un dithyrambe perpétuel, où la gloire de la profession d'avocat est exaltée au delà de toutes mesures. On peut en avoir une idée à la lecture des titres seuls de chacune des quatre parties de l'ouvrage ; les voici, le premier : *Verbo increato, eidem que incarnato, generis humani ab origine mundi patrono, nec non apud patrem suum, usque ad consummationem sæculi* ADVOCATO. Le second livre est sous l'invocation du Saint-Esprit : *ADVOCATUS alter* ; le troisième est dédié *Virgini deiparæ advocatæ nostræ*, et le quatrième, *spirituum ordini, PATROCINIA hominum ob-eunt.*

En plaçant son livre sous le patronage de tels *avocats* il ne pouvait pas élever trop haut les mérites de la profession. Rien n'est aussi plus bizarre que la manière plus que modeste dont il parle de lui-même ; *advocatorum minimus... mea*

tenuitas... pulvis a facie terræ projectus... Ces expressions se retrouvent à chaque page. .

Cet ouvrage de jeunesse, souvent exagéré, mais rempli de bonnes recherches, fut suivi à Paris d'études très-sérieuses, et Martin Husson devint l'un des bons consultants de son époque. En 1686, c'est-à-dire vingt-quatre ans après, il publia sur la domanialité de la terre de Montbar un mémoire tellement puissant de doctrine et de dialectique, que nous avons longtemps douté qu'il fût de l'auteur du livre *De advocato*. Il est imprimé à la fin du second volume des œuvres de Duplessis ; c'est l'un des meilleurs travaux sur les matières domaniales. La grande réputation acquise par ces travaux lui mérita l'honneur du bâtonnat au mois de mai 1690 ; il mourut le 5 novembre 1695.

Quoique le but de notre ouvrage soit de faire connaître les avocats et les jurisconsultes du barreau de Paris, nous ne pouvons pourtant pas nous défendre de citer quelques-uns des noms principaux des hommes utiles qui ont porté si haut, en France, l'étude de la législation.

Citons Domat avant tous les autres.

Jean Domat naquit à Clermont en Auvergne, en 1625, et fut procureur du roi au siège présidial de cette ville. Il avait résidé longtemps à Paris dans sa jeunesse, s'était lié avec les célèbres solitaires de Port-Royal, et reçut le dernier soupir de Pascal, dont il était l'ami intime. Son grand ouvrage

des *Lois civiles* parut pour la première fois en 1689 ; il fait encore autorité. C'est une réunion des principes substantiels des lois romaines appliqués à nos mœurs et à notre législation. Ses réflexions générales en tête des chapitres sont d'excellents résumés des règles fondamentales. Nos jeunes légistes devraient les apprendre par cœur ; ils auraient plus fait pour leur instruction qu'en surchargeant leur mémoire de textes nombreux. Domat mourut à Paris en 1696, à soixante et dix ans. Dans les premières éditions de son ouvrage, son nom est écrit Daumat.

Antoine Despeisses, né à Montpellier en 1595, fut d'abord avocat à Paris, et ensuite retourna dans sa patrie, où il se livra à la plaidoirie. Il mourut en 1658, avant d'avoir publié trois gros volumes in-folio, où il traite de la plus grande partie des matières du droit, même du droit seigneurial et ecclésiastique ; ce travail est long et diffus. Bretonnier, qui loue si facilement et qui blâme si rarement, dit qu'il y a peu de fond à faire sur le sentiment de l'auteur, qu'il n'était pas fort employé et qu'il ne pratiquait pas beaucoup¹. Cet ouvrage a été imprimé en 1665 ; Guy Rousseau de La Combe l'a publié de nouveau en 1746, avec des additions considérables.

Claude Henrys, avocat au bailliage de Montbrison-en-Forez, puis avocat du roi, mourut en

¹ *Additions sur Henrys*, t. II, p. 767.

1662. Il était aussi distingué par sa science que par sa probité et par son désintéressement. Il avait, dit Bretonnier, « joints à un beau génie un grand fond d'étude et une longue expérience ; mais les vertus de son cœur étaient infiniment au-dessus de celles de son esprit. » Ses ouvrages, comprenant un recueil d'arrêts, des mémoires et des plaidoiries, ont été réunis en quatre volumes in-folio par Bretonnier, et augmentés des annotations de Mathieu Terrasson.

Henri Basnage, né le 16 octobre 1615, avocat à Rouen, resta longtemps à la tête du barreau de cette ville ; il mourut le 20 octobre 1695, laissant deux ouvrages estimés, l'un sur les hypothèques, l'autre sur les Coutumes de Normandie.

CHAPITRE XII.

SUITE DES JURISCONSULTES DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

SOMMAIRE. Riparfonds. — Legs de sa bibliothèque à l'ordre des avocats. — Conférences de doctrine. — Leur suspension. — Leur utilité. — Accroissement de la bibliothèque, dispersée par la révolution de 1790. — Ce qui reste à la cour de cassation. — Liste des bâtonniers dans le commencement du dix-septième siècle.

Parmi tant d'avocats éminents du dix-septième siècle, nous avons réservé de parler spécialement d'Etienne Gabriad de Riparfonds. Nous lui devons la fondation de la bibliothèque et les conférences de doctrine, encore aujourd'hui la gloire du barreau de Paris.

Né à Poitiers en 1641, il fut inscrit au tableau de Paris le 13 juin 1661 et mourut le 5 décembre 1704.

M. Philippe Dupin a publié sur lui une notice. « Rien, dit-il, ne justifie le titre d'*homme célèbre* qui lui est donné, et il n'est arrivé jusqu'à nous aucun mémoire qui ait justifié cet éloge. » Nous ne partageons pas cette opinion. D'abord, M. Philippe Dupin s'est trompé en affirmant que nous

n'avons rien de lui. Indépendamment de ses manuscrits, déposés à la cour de cassation, nous possédons à la bibliothèque des avocats un manuscrit en huit volumes, rédigé en 1707 par Ryot, avocat au parlement; c'est le relevé des notes de Riparfonds sur la Coutume de Poitou. Cet ouvrage n'a pas été imprimé, mais il suffit pour rectifier l'opinion de M. Dupin. Il avait laissé d'autres manuscrits trouvés à sa mort. Quant à son mérite comme jurisconsulte, Froland, dans sa préface des *Statuts*, dit : « Riparfonds fut l'un des plus célèbres avocats du parlement de Paris, distingué par sa naissance et sa modestie. » Brillou, dans sa préface du *Dictionnaire des arrêts*, le nomme *l'illustre Riparfonds*. Saint-Simon, dans l'affaire de la préséance de M. de Luxembourg, l'appelle *célèbre consultant*. Chez lui se réunissaient les grands seigneurs intéressés dans ce procès, et Saint-Simon lui-même, malgré son intraitable orgueil.

Bretoumier, dans ses *Annotations sur Henrys* (t. IV, p. 238), parle de Riparfonds en ces termes : « Il était très-habile; mais les vertus de son cœur surpassaient encore celles de son esprit... Il disait qu'il ne savait rien que dans ses livres; c'est pour quoi il en achetait tous les jours. »

D'Aguesseau, dans l'une de ses plaidoiries, discute un de ses *Mémoires* comme une grave autorité.

Riparfonds possédait une belle bibliothèque; il l'enrichit en y réunissant les bibliothèques de

ses confrères Bizot et L'Evêque, dans l'intention de les laisser à son ordre. Par son testament du 16 août 1702, il la légua au barreau, en exprimant le désir « que ses confrères se réunissent de temps en temps dans le local où serait placée cette bibliothèque pour discuter des questions de doctrine. » De plus, il légua une somme de huit cents livres par an, pour la location d'un local et le paiement d'un gardien indiqué parmi ses anciens domestiques. Après sa mort, arrivée, comme nous l'avons dit, le 5 décembre 1704, on prit à loyer la galerie du bâtiment de l'avant-cour de l'archevêché; Fourcroy lui-même se chargea de ces détails. Il obtint du cardinal de Noailles la concession du local; la bibliothèque y fut placée. Le premier volume des conférences de l'ordre des avocats, p. 164¹, contient un procès-verbal d'ouverture de la bibliothèque, le 5 mai 1708. Dans ce procès-verbal, Riparfonds y est dit *le plus célèbre consultant de son temps*. La cérémonie eut lieu en présence de d'Aguesseau, procureur général, et de MM. Lenain, Joly de Fleury et de Lamoignon, avocats généraux. Nivelles était alors bâtonnier. Après une messe célébrée par le cardinal de Noailles, on prononça un discours sur Riparfonds.

Le but principal de Riparfonds en léguant sa bibliothèque au barreau, avait été, comme on le voit, l'établissement des conférences de doctrine

¹ Ce manuscrit existe à la cour de cassation.

pour les jeunes avocats. On ne doit pas les confondre avec les *conférences de discipline* établies depuis 1661 sous le bâtonnat de Montholon; celles-ci s'occupaient des questions relatives aux intérêts de l'ordre et au maintien de sa discipline; elles étaient ce que le conseil de discipline de l'ordre est aujourd'hui. Les conférences de doctrine, dans la pensée de Riparfonds, devaient avoir pour objet, à l'aide de la bibliothèque, de former de jeunes avocats à la discussion des questions de droit.

Elles furent organisées dans une séance du 18 décembre 1710, en présence de M. de Lamoignon, avocat général; on convint que l'on y agiterait des questions envoyées dans les bancs par le bâtonnier, quelques jours d'avance, afin que chacun pût se préparer; les avocats présents ayant plus de dix ans d'exercice donneraient leur opinion, les plus jeunes devaient y assister sans voix délibérative. La première conférence eut lieu le mercredi 31 décembre 1710; elles se tinrent ensuite par quinzaines, les samedis. Elles étaient presque toujours honorées du concours des avocats généraux de Lamoignon, de Chauvelain, Joly de Fleury. On y trouve même très-souvent le procureur général d'Aguesseau, qui ne dédaignait pas de proposer des questions et de prendre part aux discussions. Le savant jurisconsulte Froland rédigea un grand nombre de questions. Les procès-verbaux des conférences, dressés

par le plus jeune des avocats, renfermés en quatre volumes qui nous appartiennent, restent déposés à la cour de cassation. Plusieurs sont très-remarquables par leur science et par une bonne discussion. D'Aguesseau, dans ses instructions adressées à son fils en 1716, lui recommande ainsi le travail de la conférence : « Un exercice qui peut être d'une grande utilité, est de profiter des conférences que l'on fait sur le droit ; pour acquérir l'habitude d'en digérer et développer les principes dans un ordre qui, par des définitions, des distinctions et des preuves bien disposées, conduise sûrement l'esprit à prendre le meilleur parti. » Une fondation si utile fut cependant attaquée comme attentatoire à l'honneur du parlement. Les arrêts, on le sait, avaient une grande valeur, et ce corps si puissant prétendait leur donner une autorité presque législative. Or les avocats ont aimé de tout temps à faire briller leur esprit de liberté et d'indépendance. Dans le sein de la conférence, des arrêts avaient été l'objet de discussions et de critiques assez vives. A la vérité, tout se passait en présence des anciens, et surtout de membres du parquet, par lesquels cette opposition était tempérée ; mais il n'en fallut pas davantage pour exciter des susceptibilités. La conférence fut signalée comme une réunion presque séditieuse, où la puissance des arrêts était méconnue. On publia une réponse protestant d'un profond respect pour la cour. La conférence

continua, et les arrêts conservèrent leur autorité ¹.

Les conférences, plusieurs fois interrompues, furent reprises en 1722, puis suspendues le 10 février 1725. Le procès-verbal dit : « Une légère indécence s'étant passée à la conférence de la bibliothèque... une partie de ceux qui composaient la réunion s'en retirèrent. »

Ces premiers travaux avaient produit d'heureux résultats. Les consultations de Duplessis sont des résumés de questions discutées dans ces réunions; Froland, en tête de son ouvrage sur les statuts, a la modestie de déclarer que les questions décidées par lui avaient été traitées à la conférence.

Le président Hénault, dans son *Abrégé chronologique de l'histoire de France*, publié pour la première fois en 1744, s'applaudit d'y avoir trouvé des lumières sur les questions les plus épineuses, relatives aux fiefs, aux successions, à la loi salique, etc., et fait observer que déjà, « au temps des Talon, des de Thou, des Séguier, des Molé, des Bignon, des Harlay, des Lamoignon, les conférences étaient le délassement de leurs travaux. »

Les conférences, longtemps abandonnées, furent rétablies vers 1750.

Les avocats les plus distingués s'y trouvaient,

¹ Nos archives possèdent cette réponse.

et, en présence de leurs jeunes confrères, dont ils écoutaient les observations, discutaient les plus graves questions de droit. Lorsque les affaires des pauvres présentaient des difficultés sérieuses, elles étaient examinées et résolues.

En 1787, un avocat au parlement de Paris, nommé Dumouchel de Bac, fit paraître sous le titre de *Questions mixtes* un opusculé résumé de ces discussions ¹.

Dans l'une de ces conférences, en 1773, M. Henrion de Pansey, alors jeune avocat, prononça l'Eloge de Dumoulin dont nous avons déjà parlé.

Voici ce qu'il dit de ces réunions, dans une note placée en tête de cet Éloge :

« C'était une chose digne des plus beaux jours du barreau de voir des anciens avocats abandonnant les importantes affaires dont ils étaient surchargés, pour se livrer à l'instruction de la jeunesse. Avec ces hommes aussi honnêtes qu'éclairés, ces conférences étaient devenues tout à la fois l'école des mœurs et du savoir, en y rappelant sans cesse les anciens exemples ; les vertus des Dumoulin, des Loyseau, des Pithou y étaient aussi souvent citées que leurs ouvrages. C'était là, en un mot, que l'on apprenait à ressembler à ces magnifiques portraits que les anciens nous ont

¹ L'auteur désigne sous le nom de *questions mixtes* celles qui ont pour objet de faire reconnaître quelle est, en certains cas, la loi que l'on doit suivre, et la juridiction à laquelle le jugement appartient.

laissés de l'avocat : *vir bonus, dicendi peritus.* »

M. Bellart, dans un discours sur M. Ferey, en 1810, s'exprimait ainsi :

« Jadis, sous titre de Bibliothèque des avocats, existait un établissement dédié au culte de l'honneur. C'était là que, dans des réunions hebdomadaires, de jeunes émules venaient apprendre à régler leur pétulante ardeur à la voix de ces vieux chefs qui expliquaient comment il fallait tempérer le zèle par la modestie, et ployer sa volonté au joug d'une discipline salutaire ; c'était là que la gloire et la probité, les qualités brillantes et les modestes vertus confondues dans la fraternité la plus touchante apportaient l'hommage de leurs succès divers, dont chacun était orgueilleux, dont personne n'était jaloux, parce que c'était comme le bien de tous. C'était là que le talent lui-même n'eût pas tenté de se faire absoudre d'avoir violé la loi du devoir ; là que la science et la cupidité redoutaient de se laisser deviner par ces hommes vieillis dans la voie de la justice, et que nous contractions de bonne heure cette honte de mal agir qui devenait la règle du reste de la vie. Dans ces réunions s'offrait le spectacle attendrissant de rivaux amis, suspendant leurs querelles pour se prodiguer une urbanité sincère, de ces champions illustrés par tant de victoires, traitant d'égal à égal avec la médiocrité même, qu'ils élevaient jusqu'à eux... On voyait ces orateurs chargés des plus grands intérêts, ces jurisconsultes livrés

aux travaux les plus savants, oublier et leur grânde clientèle et leur science profonde pour écouter avec simplicité, pour débrouiller avec patience les récits diffus et souvent obscurs des villageois, des femmes du peuple, des pauvres, tous sortant d'auprès d'eux éclairés sur leurs droits; mieux disposés à la paix, souvent même assistés dans leurs besoins. »

À une époque rapprochée de la Révolution, les conférences avaient dégénéré. En 1786 M. Bonnet, dans son discours sur les trois âges de l'avocat, s'affligeait que le bâtonnier et les anciens du barreau eussent cessé d'y paraître: « Si ce concours, dit-il, devait avoir pour témoins des hommes distingués par leur science profonde et une longue expérience, si à leur tête se trouvait le chef même de l'ordre, que ne devrait-on pas attendre d'une jeunesse ardente qui sentirait le prix de ses suffrages et tâcherait de s'en rendre digne ? » Ses vœux ne furent pas alors exaucés. Quelques années après, le barreau avait cessé d'exister.

La conférence reparut avec tout son éclat lors de la reconstitution du barreau, et surtout lorsque, trente et un ans après son discours de 1786, M. Bonnet, devenu bâtonnier, put réaliser ses nobles paroles.

Quant à la bibliothèque, elle ne cessa pas d'être le lieu de réunion du barreau et des études sérieuses des jeunes avocats.

Une délibération du 18 janvier 1713 avait arrêté un règlement pour sa police et décidé qu'elle serait ouverte tous les jours, à l'exception des jours fériés, depuis deux heures de l'après-midi. Les membres du parquet avaient pris l'engagement d'y faire remettre les factums et mémoires distribués à la cour. Presque tous les ans elle s'augmentait par des achats et par des donations de livres. En 1716, Barbin, élu bâtonnier, ayant refusé ce titre, offrit cinq cents francs pour acheter des livres. En 1717, Nicolas de La Barre renonça au même honneur, et donna cinquante volumes in-folio. Fourcroy s'occupa aussi d'agrandir et d'enrichir la bibliothèque.

Un arrêt du parlement, du 13 août 1712, appliqua à la bibliothèque une part des droits de réception, et en 1716 le chancelier Voisin accorda à l'ordre un exemplaire de tous les ouvrages imprimés avec privilège du roi. Ainsi, par la fondation des conférences et par le don de sa bibliothèque, Riparfonds a donné l'élan à d'autres générosités, et a contribué à développer dans le jeune barreau l'amour de la science. Anticipons ici sur les temps postérieurs, en disant que depuis longtemps nous avons cessé de jouir de ces anciennes richesses.

A l'époque de la Révolution, l'ordre des avocats ayant été supprimé, la bibliothèque fut considérée comme propriété nationale. Un décret du 12 juillet 1793 ordonna le « transport des livres de

jurisprudence de la bibliothèque des ci-devant avocats dans celle du comité de législation de la Convention. »

Depuis, cette bibliothèque est devenue celle du conseil d'Etat.

Le reste des livres fut jeté dans un dépôt à l'Arsenal, où il resta pendant quelques années. En l'an V, la cour de cassation, installée définitivement au Palais de justice, fut « autorisée à choisir les livres à sa convenance dans la bibliothèque des avocats, si elle existait encore. » On en retira alors deux cent cinquante volumes; mais les notes du greffier de la cour de cassation affirment, dans un rapport du mois de décembre 1820, que ces volumes furent remis à l'Arsenal, lorsqu'en l'an IX et en l'an X la cour de cassation fut autorisée à se former une bibliothèque dans les différents dépôts de livres.

Il ne paraît donc pas, comme on l'a supposé longtemps, que la bibliothèque de la cour de cassation soit en possession de nos anciens livres, du moins pour une partie principale. Nous l'avons visitée : nous y avons trouvé un très-grand nombre d'ouvrages précieux provenant des anciens monastères, et nous n'y avons pas découvert les livres à l'occasion desquels on a dit d'abord : *Titulus perpetuo clamat*, et plus tard, *titulus perpetuo clamabit*. En 1820, l'ordre s'adressa à M. de Sèze, alors premier président, pour obtenir une restitution. Ce magistrat, longtemps avocat, fit

dresser le rapport dont nous venons de parler, et par une lettre du 15 décembre 1820, adressée au conseil de l'ordre, exprima ses regrets de ne pouvoir satisfaire aux demandes des avocats.

Cependant, si la bibliothèque de la cour de cassation ne s'est pas enrichie de nos livres, elle a conservé des manuscrits d'un très-grand intérêt : ils se composent de quatre volumes des procès-verbaux de notre ancien conseil, de quatre autres volumes des procès-verbaux des conférences de doctrine, et d'un immense carton de minutes du conseil. Des démarches ont été faites en 1860 pour en obtenir la remise et elles ont été sans résultat : *titulus perpetuo clamat*.

Notre bibliothèque actuelle a été acquise par de nouveaux bienfaits et par de nouveaux sacrifices, comme nous le dirons ultérieurement.

En revenant à l'histoire des avocats de ce siècle, nous voudrions pouvoir la terminer par une liste complète de ses bâtonniers. Cette recherche n'est pas d'une grande importance jusqu'à la fin du dix-septième siècle, car, ainsi que nous l'avons expliqué (liv. II, chap. IV), les bâtonniers étaient alors de simples dignitaires d'une confrérie religieuse ; c'est seulement après l'arrêt du 17 juillet 1693 que le bâtonnier fut seul placé à la tête de l'ordre. Cependant nous avons rétabli cette liste jusqu'à 1700, soit à l'aide d'un manuscrit de

François Lévêque (1696-97). Aymé Severt (1698-99).
 Louis Dupré (1697-98). Daudel Chardon (1699-1700).

(Voir la continuation de cette liste au chapitre XIX du livre II, et au chapitre final du livre III¹.)

¹ M. Dupin a inséré à la suite de son édition de 1844 du *Dialogue* de Loisel une liste des bâtonniers. Nous avons adopté la liste de Blanchard, après l'avoir collationnée sur plusieurs documents. La liste de Blanchard est plus complète jusqu'en 1710 ; à partir de cette époque, les deux listes sont identiques, sauf, dans le travail de M. Dupin, l'omission du nom de Prévost en 1742.

La liste de Blanchard s'arrête à 1773 ; mais nous avons tous les tableaux d'après lesquels il est très-facile de compléter les noms des bâtonniers. On se tromperait si l'on considérait les tableaux en tête desquels sont inscrits les noms des bâtonniers, comme indiquant l'année de leur exercice. Ils en indiquent la fin, car ils étaient déposés par le bâtonnier sortant, au dernier jour de son bâtonnat, ordinairement le 9 mai, avant l'élection du nouveau bâtonnier.

CHAPITRE XIII.

BARREAU AU COMMENCEMENT DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

SOMMAIRE. D'Aguesseau. — Sa doctrine. — Tartarin. — Mauduit. — Terrasson. — Aubry. — De Prunay. — Begon. — Sauval. — Guillet de Blaru. — Avocats cités dans les plaidoiries de d'Aguesseau. — Jurisconsultes. — Bretonnier. — Bourjon. — Froland. — Bourdot de Richelbourg. — Argou. — Rousseau de Lacombe. — Secousse. — Guyot. — Boullenois. — Autres jurisconsultes du parlement de Paris. — Jurisconsultes étrangers au barreau de Paris. — Furgole, à Toulouse. — Poquet de Livonnière, à Angers. — Boutaric, à Toulouse. — Dunod, à Besançon.

En arrivant au dix-huitième siècle, nous retrouvons d'Aguesseau. Nous ne pouvons pas le placer dans les rangs du barreau, mais son nom est lié si intimement à l'histoire des avocats, que nous devons nous y arrêter quelques moments¹.

Ce grand homme, né à Limoges en 1668, fut nommé avocat du roi au Châtelet de Paris, à vingt et un ans, et presque immédiatement il devint avocat général au parlement, puis procureur général à trente-deux ans.

¹ Voir l'Eloge de d'Aguesseau, prononcé à la rentrée des conférences, le 2 décembre 1848, par M^e Ernest Boivinwillers.

Son premier discours prononcé comme avocat général en 1693, à vingt-cinq ans, a pour sujet *l'indépendance de l'avocat*. C'est un éloge magnifique de la profession d'avocat. On y lit ces paroles si souvent répétées : « C'est un ordre aussi ancien que la magistrature, aussi noble que la vertu, aussi nécessaire que la justice; il se distingue par un caractère qui lui est propre, et, seul entre tous, se maintient toujours dans l'heureuse et paisible possession de son indépendance. Libre, sans être inutile à sa patrie, il se consacre au public sans en être esclave, et, condamnant l'indifférence d'un philosophe qui cherche l'indépendance dans l'oisiveté, il plaint le malheur de ceux qui n'entrent dans les fonctions publiques que par la perte de leur liberté. »

Le troisième discours de 1699, sur les *causes de la décadence de l'éloquence*, est une admirable leçon pour les barreaux de tous les âges.

Les instructions composées pour son fils, en 1716, traitent spécialement de la science du droit. Après avoir recommandé l'étude des plaidoiries d'avocats célèbres, il indique les conférences comme le meilleur moyen de former un jeune orateur et un jeune magistrat.

En jetant un coup d'œil sur ces instructions, on serait tenté de s'effrayer de l'immensité des connaissances que d'Aguesseau semble exiger : la religion, la jurisprudence, l'histoire, les belles-lettres sont les points principaux qu'il indique pour le

travail d'une année; mais un si bon esprit ne pouvait pas imposer comme une règle une si grande diversité de travaux, qui épuiserait l'esprit le plus solide, au lieu de le perfectionner; aussi a-t-il soin d'ajouter : « Je sais qu'il n'y a aucune de ces matières qui ne pût occuper un homme tout entier, et être l'étude de toute sa vie; mais vous n'êtes pas obligé de les approfondir toutes également, il doit vous suffire d'en prendre ce qui sera nécessaire à votre état, il serait même dangereux d'aller plus loin... Une grande partie de la sagesse d'un homme est de ne vouloir pas tout savoir, pour mieux apprendre ce qui est essentiel à sa profession; de donner par conséquent des bornes à sa curiosité naturelle, et de savoir garder de la modération dans le bien même. » Avec cette restriction, les conseils de ce grand magistrat sont d'une extrême sagesse. Nous n'entendons pas, avec d'Aguesseau, exiger des avocats une science universelle, mais un jeune légiste, en se bornant à étudier les lois, rétrécirait son esprit et son intelligence; il est obligé de donner une grande extension à ses études pour être digne de sa belle mission.

En 1792, dans des conclusions comme avocat général sur une cause où il s'agissait de décider si un avocat est frappé d'incapacité de recevoir une donation, il s'exprime ainsi : « Lorsque ni la qualité du donataire, ni celle des biens, ni la conjoncture dans laquelle le donateur se trouvait, ne peuvent servir de motif pour détruire la donation,

ce serait déshonorer un corps illustre, une profession aussi noble que celle des avocats, que de la regarder comme formant en général, et en conséquence de la seule qualité d'avocat, une incapacité de recevoir des donations.» L'arrêt du 4 mars 1697, rendu sur les plaidoiries de Nivelles et de Veronneau, fut conforme à ces conclusions.

Dans une lettre de 1750, adressée au président d'une compagnie de magistrature de Bretagne, il dit :

« Les avocats ne sont liés entre eux que par l'exercice d'un même ministère ; ce sont plusieurs sujets qui se destinent également à la défense des plaideurs, plutôt que des membres d'un seul corps... Ainsi le nom de *profession* et d'*ordre* est celui qui exprime le mieux la condition et l'état des avocats... S'ils ont des distinctions justement acquises par leurs talents et par leur capacité, ce sont des prérogatives attachées à la profession qu'ils exercent, plutôt que des privilèges accordés par le roi à un corps ou une communauté. »

Ce magistrat, dont les expressions étaient si vives lorsqu'il exaltait ainsi la profession d'avocat, était en même temps le rigide appréciateur de ses devoirs. Dans ses lettres de 1728, écrites comme chancelier au président d'un siège de justice de province, sur des faits reprochés à des avocats, il se montre très-sévère sur leurs devoirs. A l'occasion d'honoraires réclamés judiciairement, il dit : « Un avocat du parlement de Paris serait déshonoré

parmi ses confrères, s'il avait fait une poursuite, quoique régulière en la forme, pour obliger une partie à récompenser son travail. »

D'Aguesseau avait, comme Lamoignon, entrevu l'idée d'une législation générale pour toute la France; obligé d'y renoncer, il s'occupa du moins de régler certaines matières par des principes uniformes, et fut assez heureux pour réussir. Un édit d'avril 1729 révoqua l'édit de Saint-Maur, et rendit aux mères l'héritage de leurs enfants. Une déclaration du 5 février 1731 fixa la juridiction de la *Prévôté des marchands* et des *Présidiaux*. Des ordonnances de février 1731 sur les donations, d'avril 1735 sur les testaments, de juillet 1737 sur la procédure de faux, d'août 1737 sur les évocations et les règlements de juges, de 1747 sur les substitutions, d'août 1749 sur les gens de main-morte, l'occupèrent spécialement. Ces travaux de législation étaient préparés par des avocats distingués, parmi lesquels nous trouvons Mathieu et Périnelle.

On doit à d'Aguesseau une déclaration du 12 mai 1749, qui dispense de la permission préalable l'impression des mémoires sur procès, signés d'avocats ou de procureurs.

Les encouragements de d'Aguesseau et la publication de ces lois donnèrent, ainsi que nous le verrons bientôt, une nouvelle impulsion aux études du barreau, comme, dans le siècle précédent, les grandes idées législatives du premier président de

Lamoignon et les ordonnances de Louis XIV avaient excité l'ardeur et les travaux des jurisconsultes.

Nous avons dit, dans un chapitre précédent, qu'au commencement du dix-huitième siècle, d'Aguesseau avait déploré la décadence du barreau : cependant, à cette époque, Gillet et Nivelles vivaient encore ; Erard mourut en 1700, à cinquante-quatre ans. Il est cependant trop vrai qu'il y eut alors un intervalle où les grands avocats furent moins nombreux. Au surplus, ce qui était vrai pour le barreau, était applicable à toute la littérature ; voici ce que Voltaire écrivait en 1746, dans son *Essai sur les mœurs* : « Je ne dirai pas que tout se précipite vers une honteuse décadence... mais j'avoue que la gloire de nos armes se soutient mieux que celle de nos lettres. »

Rappelons néanmoins quelques noms d'avocats célèbres, sans parler de Normand et de Cochin, auxquels nous réservons un chapitre particulier.

Guillaume Tartarin, avocat le 7 février 1678, eut l'honneur de présenter au parlement, le 27 avril 1717, les lettres du chancelier d'Aguesseau. Son discours prononcé alors, et qui se trouve à la tête de ceux de d'Aguesseau, est remarquable. Il fut bâtonnier en 1731.

François Mauduit, reçu le 6 août 1682, dont on admirait la brièveté, avait, dit-on, le don de plaider en peu de mots les causes les plus importantes. Il mourut le 24 décembre 1735.

Mathieu Terrasson, né à Lyon le 13 août 1669,

reçu au barreau de Paris le 27 mars 1691, mort le 30 septembre 1734, à l'âge de soixante-dix-sept ans, était un littérateur bel esprit plus qu'un avocat; homme de bien et d'un grand désintéressement. Le 2 juin 1727, il prononça devant la cour des aides un discours sur la nomination de d'Aguesseau au poste de garde des sceaux. Il fut un des principaux rédacteurs du *Journal des savants*, et publia une *Histoire de la Jurisprudence romaine*.

Jacques-Charles Aubry, le plus spirituel et le plus gracieux des orateurs de son siècle, admis au tableau en 1707, mourut à cinquante et un ans, en 1739.

Saint-Simon, dans ses Mémoires, raconte sur lui l'anecdote suivante : En 1721, l'abbé de Tencin, depuis archevêque d'Embrun, avait, devant le parlement, un procès dans lequel il était accusé d'avoir obtenu une abbaye par un traité simoniaque. Aubry avait le traité dans ses mains, il ne le produisit pas. L'abbé de Tencin nia son existence, « cria, dit Saint-Simon, à l'injure et à la calomnie, et offrit d'affirmer qu'il n'avait fait aucun traité. » Au moment où le serment allait être prêté : « Ce n'est pas la peine, dit Aubry; voilà une pièce dont je demande à faire la lecture. » C'était le traité signé par l'abbé de Tencin. « M. de Mesmes, premier président, ajoute Saint-Simon, prononça un arrêt sanglant contre de Tencin, avec dépens et amende, ce qui est une flétrissure. »

Nous voudrions croire, pour l'honneur de l'archevêque d'Embrun, que Saint-Simon, emporté par la passion, a fait un récit peu conforme à la vérité. S'il est exact, il révèle assurément une grande infamie; cependant, l'exemple de l'avocat Aubry est-il à suivre?

Nous l'avons vu imiter dans une cause où le débiteur d'une somme de 40,000 francs, supposant le titre détruit par un incendie, s'appêtait à prêter serment devant la deuxième chambre de la cour de Paris. Cependant ces scènes de théâtre ne sont pas dignes de la justice et de la sainteté du ministère de l'avocat. Nous les comprendrions tout au plus si l'avocat avait à lutter seulement contre une partie de mauvaise foi : mais il lutte contre un confrère qui a droit à des égards, et auquel il doit la communication de toutes ses pièces. S'il conserve la pièce décisive, il expose son confrère à soutenir une cause déloyale et à partager la confusion de son client; c'est manquer à l'un des devoirs de sa profession. Cette réticence peut tenter un honnête homme qui veut confondre un imposteur, et ce fut sans doute ce sentiment qui prévalut dans l'esprit d'Aubry, avocat éminent par sa probité et par ses lumières. Ainsi le trait est piquant, mais l'exemple n'est pas bon à imiter.

Louis-Jean-Julien de Prunay, reçu le 6 août 1705, mort le 7 mars 1736, fut l'un des avocats éminents du barreau. Ses plaidoiries étaient remarquables par leur netteté et par leur énergie.

Un avocat de cette époque donna un exemple extraordinaire de la puissance de la volonté unie à l'intelligence, pour forcer la nature physique la plus rebelle. Etienne Begon, né en 1658, admis au tableau le 23 avril 1691, était contrefait, d'une taille si exiguë, qu'il était obligé de monter sur un banc pour se faire voir et pour se faire entendre; sa santé était fragile à tel point qu'il se faisait porter à l'audience; très-souvent son unique repos était celui qu'il prenait dans son fauteuil, lorsqu'en travaillant il succombait au sommeil.

Il fut cependant l'un des premiers avocats du barreau, non-seulement comme consultant, mais comme orateur. L'auteur de la *Vie de Cochin* le place à la tête de la plaidoirie avec Nivelles et Dumont, Il a laissé un très-grand nombre de mémoires, bien raisonnés et correctement écrits. En 1714, il plaida, pour la duchesse de Gèvres contre son mari, une affaire qui scandalisa et amusa tout Paris. Il eut Arrault pour adversaire, et les deux avocats se plaignirent souvent l'un et l'autre de leur emportement. Begon défendit, au nom de la morale et de la religion, une des causes les plus cyniques sur lesquelles aient jamais prononcé des tribunaux. Malgré ses infirmités, il vécut jusqu'en 1726 ce qui lui donne une carrière judiciaire de trente-cinq ans.

Henri Sauval s'occupa plus de littérature et d'antiquités que du palais; il publia en 1724 une *Histoire estimée des antiquités de Paris*.

Philippe Guillet de Blaru, admis au tableau le 17 novembre 1692, bâtonnier en 1721, mort doyen de l'ordre, le 17 février 1757, plaida en 1725 avec beaucoup de talent la cause fort bizarre d'un négociant appelé Dechade, qui avait fait une société *avec Dieu*. Les bénéfices de sa société devaient être partagés par moitié avec Dieu (représenté par les pauvres de l'Hôpital général). Blaru soutint le procès, et le gagna sur les conclusions de d'Aguesseau ¹.

¹ Complétons ces citations par la liste des avocats indiqués dans les arrêts rendus sur les conclusions de d'Aguesseau. C'est peut-être le meilleur moyen de faire connaître la partie militante du barreau.

Arrault.	D'Entragues de Roys.	Leverrier.
Aubry.	De La Barre.	Lesmery.
Baille.	Dumont.	Le Court.
Baudin.	Duchesneau.	Le Coq.
Beaufils.	Duperray.	Le Gendre.
Begon.	Duplessis.	Lefebvre.
Berroyer.	Erard.	De Lamoignon.
Boishevrel.	Everard.	Le Paige.
Bonnamour.	Freteau.	Le Roi.
Bornat.	Gondouin.	Macé.
Boucherat.	Grossetête.	Mareschaux.
Breyon.	Guéau.	Marnis.
Chardon.	Gilet.	Martinet.
Camus d'Houlouve.	Hamon.	Mathias.
Chevalier.	Hossard.	Magneux.
Corard.	Huet.	Nivello.
Cherbourg.	Issaly.	Nouet.
Chubéré.	Joly de Fleury.	Penel.
Devaux.	La Briffe.	Périnelle.
Denian.	La Felonnière.	Pasquet.
Delabriffe.	La Touche.	Pierron.

Les avocats dont nous venons de parler plaiaient habituellement au parlement; mais nous avons dit que les travaux législatifs de d'Aguesseau avaient stimulé le zèle des jurisconsultes. Voici ceux qui se distinguèrent principalement par leurs ouvrages :

Barthélemy-Joseph Bretonnier, au tableau le 23 mars 1678, fut l'un des premiers que d'Aguesseau associa à ses vues de rendre uniforme la législation, et il répondit dignement à cet appel. Son *Recueil des différentes questions de droit jugées diversement dans les tribunaux du Royaume* fut rédigé dans cette pensée. Bretonnier y développe avec netteté les principes du droit coutumier. Cet habile jurisconsulte était un homme de bien, de mœurs douces et d'un caractère bienveillant. Lorsqu'il cite des auteurs, même en les combattant, il se plaît à rendre hommage à leur mérite. Son principal travail est la publication des œuvres de Henrys; ses annotations tiennent une place notable dans les quatre volumes in-folio dont

Pothier.	Rochebouet.	Terrasson.
Portail.	Soucaville.	Termois.
Renard.	Sachot.	Thibert.
Riancourt.	Seguineau.	Tripault.
De Retz.	Tachereau de Baudry.	Vaillant.
Robethon.	Thevart.	Veronneau.
Robert Saint-Vincent.	De Tessé.	De Verdier.
Robert Saint-Martin.	Tartarin.	Vezin.
De Richebourg.	Thessier de la Vigne.	Veron.
Rousselet.	Tribollet.	

cet ouvrage se compose. Bretonnier mourut en 1727 à soixante et onze ans.

François Bourjon, porté au tableau à la date du 31 juillet 1719, a imprimé en 1745 un ouvrage en deux volumes in-folio sur le droit commun de la France.

Louis Froland, né en Normandie, fut reçu avocat au parlement de Paris le 16 janvier 1688, devint bâtonnier en 1734, et mourut en 1746. Il a publié plusieurs ouvrages de droit très-estimés, et notamment un *Traité sur le sénatus-consulte velleien dans le duché de Normandie*, et un *Traité concernant la nature et la qualité des statuts*. Dans un avertissement du second volume de cet ouvrage, il dit qu'il avait composé un ouvrage « sur le barreau d'Athènes, de Rome sous la république et les empereurs, et de Paris, tant auparavant que depuis l'institution du parlement. » Ce travail n'a jamais paru; c'est une très-grande perte.

Charles-Antoine Bourdot de Richebourg, avocat en 1689, mort le 11 décembre 1739, fut un jurisconsulte aussi honoré par son mérite que par ses vertus; il publia le *Coutumier général* avec des notes.

Gabriel Argou, savant modeste, mort le 25 septembre 1703, est auteur des *Institutions au droit français*, ouvrage élémentaire et bien rédigé.

Guy du Rousseau de La Combe, avocat en 1705, mourut à quarante-quatre ans en 1749. Il publia un *Recueil de jurisprudence* dont le but

était de mettre en rapport le droit civil et le droit coutumier, une nouvelle édition des *Arrêts* de Louet, et plusieurs autres ouvrages. Sa mort prématurée enleva à la science et au barreau un auteur érudit et judicieux.

Denis-François Secousse, né à Paris le 8 janvier 1691, inscrit au tableau le 7 juillet 1710, mort le 15 mars 1754, quitta de bonne heure le barreau pour se livrer à des études littéraires et scientifiques. L'Académie des lettres le reçut en 1722. Il continua la belle publication des *Ordonnances des rois de France* commencée par Laurière, et fit paraître plusieurs mémoires historiques et littéraires.

Germain-Antoine Guyot, né en 1694, reçu au tableau le 10 juillet 1713, mort en 1750, a laissé plusieurs ouvrages de droit, notamment des dissertations sur plusieurs matières féodales.

Louis Boullenois, né à Paris le 14 septembre 1680, avocat au parlement le 31 décembre 1705, a écrit plusieurs ouvrages, et principalement un *Traité de la personnalité et de la réalité des lois, coutumes et statuts*. C'était un savant aussi habile que modeste. Un de ses amis, tombé dans le malheur, fut obligé de vendre sa bibliothèque. Boullenois l'acheta, et la lui laissa. « Conservez-la, dit-il, pour l'amour de moi. » Il mourut le 23 décembre 1762 à quatre-vingt-quatre ans, entouré du respect universel.

Indépendamment des jurisconsultes qui hono-

encore utilement consulté; il mourut capitoul de Toulouse en 1761. Il avait été un des oracles de la jurisprudence, exemple et conseil de ses concitoyens.

Claude Pocquet de Livonnière, après avoir été avocat au parlement de Paris, retourna à Angers, sa patrie, où il devint conseiller et professeur en droit. Il composa un commentaire sur la Coutume d'Anjou, publié en 1725, et un *Traité des fiefs*, imprimé en 1729; il était mort en 1726, à soixante-quatorze ans. Le principal ouvrage qui porte son nom a pour titre : *les Règles du droit francais*; il renferme beaucoup de choses en peu de mots. Mais on l'attribue à son fils aîné, devenu professeur à Angers en 1721, par la retraite de son père, et comme lui très-savant. Cet ouvrage parut en 1744 sous le nom du père.

François de Boutaric, professeur de droit à Toulouse, publia les *Institutes* de Justinien, conférées avec le droit français; il mourut à soixante-deux ans, en 1733.

François-Ignace Dunod de Charnage, professeur de droit à Besançon, mort le 20 mars 1751, laissa un *Traité des prescriptions* très-estimé, et d'autres ouvrages de droit; ce jurisconsulte était distingué par ses lumières et par sa probité.

CHAPITRE XIV.

SUITE DES AVOCATS DE LA PREMIÈRE PARTIE DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Sommaire. Normand. Sa grande position au barreau. — Il refuse d'entrer à l'Académie française. — Ses mémoires pour M^{me} de Choiseul. — Cochin. — Affaire Bourgelat. — Affaire d'Haute-
fort. — Affaire de Montbelliard. — Affaire Rapalli.

Lorsqu'en 1699 d'Aguesséau déplorait la décadence de l'éloquence judiciaire, deux hommes allaient paraître, Normand et Cochin, qui devaient porter très-haut la gloire du barreau de Paris. Nous nommons Normand le premier, quoiqu'il soit né la même année que Cochin, en 1687, et qu'il ait été inscrit au tableau après lui, le 9 août 1707, tandis que la réception de Cochin est du 5 juillet 1706; mais Cochin débuta au parlement après Normand, et lorsque celui-ci avait déjà sa réputation.

Alexis-François Normand (et non Lenormand, comme on l'a imprimé dans un grand nombre d'ouvrages) avait vingt et un ans quand il fut admis au tableau. Aussitôt il y prit une position éminente, et fut surnommé l'Aigle du barreau: Il

avait mérité ce titre par l'éclat de son éloquence mâle et entraînante. Une figure noble, des yeux pleins de feu, les grâces de sa personne donnaient à ses discours une force irrésistible. Tout Paris, quand il plaidait, voulait l'entendre; les magistrats et de hauts personnages se disputaient l'honneur de le recevoir dans leur intimité. C'était un avocat grand seigneur, magnifique dans son habitation, dans ses meubles, dans ses équipages; il l'était plus encore à la campagne, où il recevait pendant les vacances des hommes élevés en dignité, des savants, des artistes et ses plus illustres confrères. Cette existence, nouvelle pour un avocat, fit perdre au jeune barreau l'habitude de la simplicité des anciens. Il n'était pas marié, et les séductions dont il était environné, au milieu d'un siècle corrompu, lui firent peut-être oublier quelquefois la gravité des mœurs dont un avocat doit donner l'exemple.

Malgré ces reproches, ses contemporains s'accordent à lui rendre cette justice, qu'il était, dans sa profession, l'un des hommes les plus honorables et les plus consciencieux. Avant de se charger d'une cause, il était un juge sévère; s'il en avait senti l'injustice, nulle autorité n'eût pu l'engager à la défendre. Il portait jusqu'au scrupule la délicatesse, et les juges disaient de lui : « Croyez un fait quand Normand vous l'atteste. » On disait encore de lui qu'il devinait la loi, et qu'il devinait juste.

Ce grand avocat fut aussi un bon écrivain et un littérateur distingué. L'évêque de Luçon, Bussy-Rabutin, de l'Académie française, le présenta à cette savante compagnie; il fut admis candidat tout d'une voix. Mais alors, comme aujourd'hui, l'usage exigeait des visites aux membres de l'Académie, pour demander leurs suffrages. L'ordre des avocats pensa qu'il ne convenait pas à l'un de ses membres de faire ces visites dans l'incertitude d'une élection; il refusa donc l'honneur qu'on lui proposait. Barbier, dans son *Journal*, t. II, p. 33, dit que ce refus fut considéré comme une hauteur déplacée de la part des avocats. De grands exemples prouvent en faveur de ce jugement; cependant cette fierté plaçait très-haut une profession qui honorait ses membres, au point de ne pas leur laisser solliciter les plus flatteuses distinctions¹.

¹ Dans la Vie de Cochin placée en tête du premier volume de ses ouvrages, on lui attribue la gloire de ce refus. Barbier nous semble devoir obtenir plus de confiance. D'abord il était avocat et il enregistrait presque jour par jour les faits de cette époque, tandis que la notice sur Cochin a été faite après sa mort. Cochin était digne peut-être plus que Normand d'un fauteuil à l'Académie, mais Normand, vivant avec éclat au milieu des savants, des poètes et des artistes, devait fixer sur lui l'attention plus que le modeste Cochin. Suivant l'auteur de la Vie de Cochin, Normand aurait été prié d'être l'intermédiaire des propositions de l'Académie à Cochin. Mais comment Normand, après son refus, aurait-il pu être chargé de cette mission? Il est au contraire très-naturel de croire que la proposition a été faite à Normand par son ami Bussy-Rabutin, de l'Académie. Cette offre a-t-elle honoré l'un et l'autre de ces grands avocats? nous ne le croyons pas: si l'un d'eux a été arrêté par le motif qu'un avocat ne devait pas faire les visites exigées par le corps sa-

juste combinaison, de ses talents et de sa naissance, du rang, des dignités et des fonctions auxquelles elle le doit destiner. Elle n'a d'autre intérêt que celui de connaître exactement les membres qui la composent, et de conserver à chacun d'eux ce qui lui appartient légitimement. On peut ajouter que cette harmonie tant vantée serait bien dissonante, s'il fallait que la société civile réduisît une partie de ses citoyens à perdre sans ressources les biens et la naissance, pendant qu'elle autoriserait l'autre à la ravir avec impunité. Le crime de suppression de part deviendrait une vertu. »

Le duc de La Vallière avait soutenu que la preuve testimoniale de la filiation pouvait être admise seulement dans le cas de perte du registre public, car, disait-il, il n'y aurait pas d'imposteur qui ne devînt maître de se choisir un père.

Normand, après avoir réfuté cette objection, ajoute : « Les inconvénients qui naîtraient du système de M. le duc de La Vallière seraient mille fois plus à craindre que ceux qu'il imagine. Y aurait-il un père qui ne devînt maître absolu du sort de ses enfants, en retranchant, comme il est à portée de le faire, à celui qu'il voudrait perdre, toutes les preuves littérales de son état ?

« Un mari jaloux sacrifiera sans pitié un de ses enfants, à la naissance duquel il croira qu'un autre que lui aurait pu prendre part !

« L'avare retranchera sa famille quand elle lui paraîtra blesser sa passion dominante. L'ambi-

tieux immolera la sienne à l'élévation d'un seul de ses enfants. L'état des hommes ne sera plus que désordre et confusion. On ne croit pas qu'il y ait inconvénient comparable à celui-ci.

« C'est un inconvénient, dit M. le duc de La Vallière, mais inconvénient qui n'est fondé que sur un oubli total des lois de la nature, et c'est ce que la loi ne présume jamais.

« L'expérience n'apprend que trop que les sentiments de la nature ne sont pas toujours supérieurs aux passions dont les hommes sont animés, et l'on n'a pas attendu bien longtemps pour s'apercevoir que la loi des Douze Tables avait trop compté sur la nature en donnant aux parents le droit de vie et de mort sur leurs enfants.

« Quelle ressource, en effet, la nature pourrait-elle attendre des entrailles d'un jaloux ? Quand une fois celui qui est tourmenté de cette frénésie cruelle s'est mis en tête qu'un enfant est le fruit de l'infidélité de sa femme, que n'entreprendra-t-il pas pour se défaire d'un objet qui, avant d'être né, sera devenu celui de son aversion ? Ce n'est plus le père barbare qu'il faut supposer en lui, parce qu'il ne croit pas être père, et que la fureur qui le dévore ne lui permet plus de rien envisager qu'avec des yeux ennemis. Sera-t-il donc le maître, parce qu'il est insensé, d'enlever pour jamais à cette victime malheureuse l'état qui lui appartient, que la nature et la loi lui donnent également ? »

Ces citations suffisent pour faire juger le style et les pensées de ce grand avocat.

A côté de Normand se place un avocat plus célèbre encore, c'est Cochin, né comme lui en 1687 et inscrit au tableau le 5 juillet 1706, c'est-à-dire à dix-neuf ans.

Jamais deux hommes d'un mérite opposé ne contribuèrent plus à illustrer le barreau. Cochin était aussi modeste que son rival était impétueux et superbe. Son buste est à notre bibliothèque; sa physionomie n'annonçait pas son génie; sa tête était un peu forte et inclinée; ses yeux, à demi ouverts, ont cependant de la finesse. L'expression générale était celle de la bonté et presque de la timidité. Les longues boucles de ses cheveux ou de sa perruque retombant sur ses épaules lui donnent cependant de la dignité.

Il était simple dans sa vie privée, religieux, même un peu janséniste. Dans ses rapports de confraternité il semblait que son plus grand soin fût de se faire oublier pour mettre en relief ses confrères.

Son père, procureur au conseil, lui fit plaider sa première cause, à vingt-deux ans, devant cette juridiction; il la plaida si bien, qu'elle fut suivie de plusieurs autres, et notamment en 1712, d'une affaire très-grave pour le supérieur général de la congrégation de Saint-Maur. Il acquit dès lors une telle réputation, que, lors de l'élévation de d'Aguesseau à la dignité de chancelier le 2 février 1717, il fut choisi pour présenter ses lettres

au grand conseil le 23 février 1717, à peine âgé de trente ans, mais il ne dut cet honneur qu'à la division existant alors dans le Palais, comme nous le verrons plus tard. Le discours en tête du premier volume de d'Aguesseau, supposé *copié sur la minute de M. Cochin*, est complètement différent de celui qui existe dans ses œuvres, t. VI, p. 545. Ce dernier, beaucoup plus court et faiblement écrit, ne nous paraît pas digne de ce grand maître.

Si l'on en croit l'auteur de sa vie, sa première cause au parlement fut celle de Bourgelat, auquel des frères contestaient sa qualité d'enfant légitime. C'est une erreur : l'affaire Bourgelat fut jugée le 1^{er} juillet 1729. Déjà il avait gagné un procès très-important pour M^{me} de Beaumont ; et à la grand'-chambre du parlement, le 21 février 1727, après l'arrêt, le président lui avait adressé ces paroles : « Cochin, la cour vous invite à ne plus la priver, comme vous avez fait, de l'avantage de vous entendre. »

Ses adversaires, dans la cause Bourgelat, étaient Julien de Prunay, le plus puissant dialecticien du barreau, et Aubry, distingué surtout par les grâces de son élocution. Julien de Prunay avait plaidé le premier, et avait excité l'admiration de ses auditeurs. Après avoir entendu Cochin, il se tourna vers Aubry, chargé de la réplique : « C'est à vous, lui dit-il, de voir comment vous vous en tirerez dans huit jours ; pour moi, je reconnais que je n'ai fait que balbutier. Voilà un homme

qui remplit l'idée que j'avais de l'éloquence. Je le crois suscité pour nous apprendre jusqu'où la perfection peut être portée. »

En sortant de l'audience, Normand protesta que de sa vie il n'avait rien entendu de si éloquent. « On voit bien, monsieur, répondit le modeste Cochin, que vous n'êtes pas de ceux qui s'écoutent. »

Nous ne pouvons juger les talents oratoires de Cochin que très-imparfaitement, car ce qui nous reste de lui se compose de mémoires et non de véritables plaidoiries. Cependant ces mémoires étaient en général ou le texte ou le résumé de ses discours. Si l'on n'y trouve pas de grands mouvements oratoires, on y admire toujours un style pur, une logique serrée et une grande habitude de réduire la cause à ses moyens principaux, sans s'égarer dans le dédale des moyens accessoires; c'est peut-être le modèle le plus complet de la polémique judiciaire.

Cet avocat célèbre avait en même temps une science très-étendue. Son ami Rollin disait que la maxime suivant laquelle la science de l'orateur devait être universelle lui avait semblé un peu fastueuse jusqu'à ce qu'il eût connu le grand Cochin. Ses délassements étaient des études d'histoire, de morale et de religion; et ses lectures habituelles, Newton, Malebranche et Descartes.

Cochin est mort en 1747, à l'âge de soixante ans, et en 1749 ses œuvres principales ont été livrées

au public, en six volumes in-8^o¹. Rien ne prouve mieux l'opinion conservée de lui que ces termes dans lesquels l'approbation a été donnée le 2 janvier 1749 : « Les ouvrages de ce grand homme étaient dus à la postérité pour l'honneur et l'instruction du barreau, dont il était le chef et le modèle. »

Quoique ses œuvres se composent principalement de notes et de mémoires, ainsi que nous l'avons dit, cependant nous devons citer des passages qui pourront donner une idée de son style et de son éloquence.

Dans l'affaire Bourgelat, où il avait à soutenir la légitimité de son client, il pose sur la possession d'état des principes devenus ceux de notre loi actuelle : « Les hommes, dit-il, ne se connaissent entre eux que par cette possession. Celui-ci a toujours connu un tel pour son père, une telle pour sa mère, celui-là pour son frère, les autres pour ses cousins. Il a été de même reconnu par eux, le public a été instruit de cette relation. Comment, après trente ou quarante ans, changer toutes ces idées, détacher un homme d'une famille où il est pour ainsi dire enraciné par tant d'actes de reconnaissances géminées ? C'est dissoudre ce qu'il y a de plus indissoluble ; c'est en quelque manière rendre tous les hommes étrangers les uns

¹ Indépendamment de six volumes imprimés des œuvres de Cochin, notre bibliothèque des avocats possède cinq volumes in-f^o, contenant des factums et des mémoires, presque tous inédits, et de la main même de Cochin.

aux autres. On ne se reposera plus sur la foi publique et sur une longue habitude de se reconnaître dans un certain degré de parenté. Le frère se tiendra en garde contre son frère, qui dans peu pourra cesser de l'être, si la possession publique ne le rassure plus contre de telles révolutions. En un mot, c'est ébranler les fondements de la tranquillité publique que de ne pas reconnaître l'autorité de la possession publique de l'état. »

Une affaire du marquis d'Hautefort fut l'une des plus célèbres plaidées par Cochin. L'intérêt public se déclara d'abord contre lui. Une demoiselle de Kerbahu prétendait avoir épousé le comte d'Hautefort, et soutenait que l'héritier du comte lui contestait frauduleusement son état. Voici avec quelle énergique simplicité Cochin expose cette affaire : « On verra d'abord sur la scène la demoiselle de Kerbahu regretter la perte du comte d'Hautefort comme s'il eût été prêt à devenir son époux, quand la mort le lui a enlevé; se flatter d'avoir une part à ses dernières volontés; en demander compte à sa famille comme la seule espérance qui pouvait lui rester après les malheurs qu'elle avait éprouvés, On la verra ensuite abandonner cette idée, sortir de la maison de ses parents, passer dans une province étrangère sous des noms déguisés, y tenter la fidélité d'officiers publics pour en faire des prévaricateurs; faire tous ses efforts pour s'emparer du registre dépositaire de l'état des hommes; et, ne pouvant y

parvenir, y glisser un papier obscur qu'elle avait fabriqué, et qu'elle craignait de décrier de plus en plus, s'il paraissait être sorti de ses mains. Enfin, on la verra, pour finir ses intrigues secrètes, s'arroger la qualité de veuve du comte d'Hautefort un an après sa mort, en usurper le rang et les distinctions aux yeux du public, effrayé d'une telle métamorphose, et se donner en un mot pour ce qu'elle n'avait jamais été ni prétendu être. »

Il oppose à la demoiselle de Kerbabu des lettres dans lesquelles elle avait reconnu que son mariage n'avait pas existé. « Quand on fait, dit-il, une sérieuse attention à ces lettres, on est effrayé de l'entreprise téméraire que la demoiselle de Kerbabu a osé former depuis : « J'ai eu tort, répond-elle aujourd'hui humblement, c'est un mauvais conseil que l'on m'a donné, je vois qu'il n'est jamais permis d'altérer la vérité; mais enfin, mon propre état ne dépend pas de moi, et je n'ai pas le droit de le détruire. » Voilà donc la seule ressource de la demoiselle de Kerbabu, c'est de s'avouer coupable pour se justifier. Funeste extrémité où l'a réduite son imposture ! Il faut nécessairement qu'elle soit coupable, ou d'avoir désavoué son propre état, ou d'en supposer un qu'elle n'a jamais eu. C'est là cependant cette héroïne malheureuse et persécutée qui traîne après son char un peuple nombreux qui lui prodigue également et ses suffrages et sa pitié. Mais entre deux crimes qu'elle ne se flatte pas de faire prendre

le change. On ne pensera jamais qu'elle ait d'abord parlé un langage d'artifice; la vérité simple échappe dans le premier moment; ce n'est que la réflexion qui conduit au crime. »

La demoiselle de Kerbabu, arrêtée en vertu d'un décret de prise de corps, s'était évadée des mains de ses gardes. « A ce sujet, dit Cochin, on a déployé tous les talents de l'orateur pour toucher, pour émouvoir le public. On a présenté la demoiselle de Kerbabu arrachée avec violence des bras de sa mère, éplorée et conduite à Néauphle au milieu d'une troupe de soldats. La Providence venant à son secours par une foule de miracles opérés en un instant, mille périls affrontés sans qu'elle ait reçu le moindre mal; le ciel et la terre, les êtres inanimés, tout en un mot s'intéressant pour elle. Qu'il est triste que ces prodiges éclatants se réduisent à une petite négociation avec des archers qui lui ont procuré une évasion commode et une retraite assurée! »

Le plaidoyer se termine ainsi : « Si des magistrats, qui n'ont que la vérité pour objet et que la loi pour règle, pouvaient se laisser toucher à des sentiments de compassion, le marquis d'Hautefort serait bien plus en état de se procurer ce nouveau secours que la demoiselle de Kerbabu. Un homme de condition qui n'a jamais suivi que les sentiments de l'honneur et de la vertu, n'est-il pas un objet digne que la justice s'intéresse à lui, lorsqu'on le voit exposé à toutes

Les malignités d'un parti qui ne le déchire que parce qu'il croit devoir résister à ces attentats ? On ne s'est pas renfermé dans les bornes de l'accusation déferée à la justice, on a répandu dans le public des traits que l'on aurait rougi d'exposer à l'audience. Chaque jour a vu naître de nouvelles fables propres à le décrier ; les faits les plus calomnieux ont été débités sans réserve et sans ménagement ; on en appelle à la notoriété : quelle est la source de ce torrent d'injustices et de déclamations ? Une accusation feinte, chimérique, décréditée par elle-même, confondue par la procédure même de celle qui l'a formée ; on ne craint pas de le répéter, un squelette d'accusation, qui n'a ni force, ni appui, ni mouvement ; n'est-ce pas là ce qui doit exciter, dans le cœur des magistrats et du public, ces sentiments vifs et de compassion d'une part, et d'indignation de l'autre ?...

« Que la demoiselle de Kerbabu ne s'applaudisse pas de quelques préventions qu'elle a eu l'art d'exciter en sa faveur. C'est un triomphe passager, presque toujours acquis à l'imposture. On court d'abord avec empressement à un événement qui amuse, on est frappé d'admiration au récit de quelques circonstances qui paraissent extraordinaires ; le nouveau, le merveilleux saisit l'imagination, on est charmé de se trouver pour ainsi dire transporté hors d'une situation commune dans laquelle languissent les affaires ordinaires ; quelques peintures très-touchantes, quelques

plaintes affectées viennent remuer le cœur ; et dans le premier moment, on adopte sans réflexion les fables même les moins vraisemblables. Mais ce premier moment passé, la vérité reprend bientôt ses droits, la raison ne peut longtemps lui résister. On est scandalisé soi-même de sa propre faiblesse ; et s'il est quelqu'un qu'un faux point d'honneur retienne encore enchaîné au parti du mensonge, le plus grand nombre se fait un devoir de rendre à la vérité qu'il avait outragée l'hommage qui n'est dû qu'à elle seule. »

Cochin se montra encore supérieur dans l'affaire du prince de Montbelliard.

Le père du prince de Montbelliard, après avoir contracté un premier mariage avec une demoiselle Ledwiger, avait fait prononcer son divorce avec celle-ci, pour épouser une baronne de L'Espinasse. Les enfants de la baronne de L'Espinasse contestaient la réalité du premier mariage. Cochin plaidait pour le prince, et déploya dans cette cause tout son talent. Suivant nous, c'est son œuvre capitale. Le style est toujours élevé, toujours nerveux, soit que l'avocat établisse la légitimité du mariage de la mère de son client, soit qu'il flétrisse les intrigues de la baronne de L'Espinasse. Il est impossible d'en citer des fragments, c'est une suite de raisonnements d'une force souvent invincible. Voici seulement la fin de sa réplique : « Tout se réunit pour la défense du prince de Montbelliard : les titres les plus authentiques

assurent la vérité du mariage auquel il doit la naissance. Le feu duc de Montbelliard l'a contracté dans un temps où il n'était sous la loi d'aucun autre engagement. La demoiselle Ledwiger, qui a reçu le premier hommage de son cœur, en a accepté le tribut au pied des autels ; la liberté a présidé à leur union : la religion l'a consacrée et l'honnêteté publique l'a élevée à un degré d'honneur dont l'éclat ne peut être obscurci.

« Au contraire, l'engagement que les barons de L'Espinasse réclament comme le titre de leur état est marqué aux caractères les plus odieux ; c'est en violant toutes les règles, c'est en s'affranchissant de toutes les bornes de la bienséance que leur mère s'est tracé la route aux grandeurs dont elle était éprise. L'accès du lit conjugal lui était interdit, et par les droits d'une épouse légitime qui y était entrée avec honneur, et par les fautes d'un cœur trop facile qui l'avait profané. La vertu avec tout son éclat, le crime avec la confusion qui l'accompagne, doivent également l'en exclure. Mais incapable d'imiter les exemples de l'une et d'éviter la contagion de l'autre, elle n'a pas craint de fouler aux pieds ce que la religion et la nature avaient de plus sacré. Les barons de L'Espinasse peuvent-ils donc se flatter de partager avec le prince de Montbelliard la gloire d'une naissance légitime ? Un parallèle si odieux serait pour tout l'univers un sujet de scandale et d'indignation ; que la vertu triomphe, que le crime demeure dans

l'humiliation. C'est aux oracles de la justice que de tels coups sont réservés. »

Personne n'a moins usé de l'arme de la plaisanterie; cependant, nous trouvons une cause de séparation de corps où il s'est cru l'ironie permise. Il s'agissait d'une séparation provoquée par une dame Rapalli, qui, après plusieurs démarches compromettantes, se plaignait d'avoir été maltraitée par son mari d'une manière atroce. Cochin lui opposait une lettre écrite par elle presque immédiatement, dans laquelle elle demandait à son mari ses instruments et ses morceaux de musique. « Il faut avouer, dit-il, que, pour une femme réduite, le 21, dans un état si déplorable, qu'elle était entre la vie et la mort, le goût de la musique lui est bientôt revenu. Le 21, la parole lui manque, le sang la suffoque; et le 30, elle ne pense qu'à chanter et à jouer des instruments : cantates, opéra, romans, basse de viole, était-ce donc là le secours et le régime que la médecine lui avait prescrits ? Si jamais elle ne proposait d'autres remèdes, il n'y aurait personne qui ne voulût être malade comme la dame Rapalli. » Le reste de la plaidoirie est à peu près sur ce ton ; les circonstances le permettaient. C'est la seule occasion où le grave Cochin se soit permis cette petite excentricité; partout il est sérieux et noble dans ses discours.

Malgré notre juste admiration pour ce grand avocat, nous ne pouvons pas méconnaître que l'on ne trouve pas souvent dans ses plaidoiries de ces

traits qui subjuguent; des mémoires rédigés avant ou après l'audience ne peuvent pas reproduire une éloquence qui doit souvent ses effets à sa spontanéité. Mais il est certain que les discours de Cochin produisirent sur ses auditeurs la plus vive impression. Un homme distingué, après l'avoir entendu, lui disait : « Tout parle en vous, monsieur; il semble que votre corps ait la faculté de l'esprit. » L'auteur de l'excellente préface qui précède ses œuvres dit que « son éloquence tenait de l'enthousiasme ou bien de la bravoure qui s'exalte en présence de l'ennemi, et que les endroits les plus remarquables de ses discours lui sont presque tous venus dans le feu de l'action ¹. »

¹ L'éloge de Cochin a été prononcé à la rentrée des conférences le 26 novembre 1842, par M. Dupré de Lasalle, alors jeune avocat désigné par le conseil.

CHAPITRE XV.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU BARREAU PENDANT LA PREMIÈRE PARTIE DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Sommaire. Distinctions accordées aux avocats. — Discussion avec la communauté des procureurs. — Mort de Louis XIV. — Droit de remontrances rendu au parlement. — Troubles au barreau. — Plusieurs refus de bâtonnat. — Arrault. — Réforme dans l'ordre. — L'avocat Sicault. — Visite de Pierre I^{er} au parlement. — Refus d'enregistrement d'un édit de 1718. — Fidélité des avocats aux magistrats. — Ils continuent à défendre leurs prérogatives. — Nouveau refus d'enregistrement d'un édit financier de 1720. — Exil du parlement à Pontoise. — Refus des avocats d'aller y plaider. — Fin de l'exil. — Les avocats associés au triomphe du parlement. — Leur indépendance. — Nouveau règlement avec les procureurs. — Il est violé par un avocat contre lequel la radiation est prononcée.

Après avoir fait connaître les avocats qui ont le plus concouru à honorer le barreau dans la première partie du dix-huitième siècle, il est nécessaire de rappeler les événements accomplis à cette époque.

La création des conférences de doctrine établies au commencement du siècle, et auxquelles assistèrent longtemps les membres les plus éminents du parquet, contribua beaucoup à élever le bar-

reau dans l'estime des magistrats. Cette estime était d'ailleurs la récompense de l'exactitude avec laquelle il maintenait sa discipline. La sévérité des règles était telle, que le bâtonnier alors en exercice, de 1702 à 1703, homme honoré et honorable, Louis Nivelles père, eut le chagrin de voir son tableau annulé et supprimé par les anciens, comme fait sans leur assentiment.

Le 2 juillet 1707, le parlement déclara que « les bâtonniers et autres les approchant seraient invités à prendre place sur les fleurs de lis qui leur sont destinées par les anciennes ordonnances. » A la conférence du 30 janvier 1712, ce droit fut reconnu par M. Joly de Fleury, comme remontant à 1569, et continua à subsister; plus tard, en 1749, à une audience solennelle du 4 mars, où plaident, d'un côté, Prevost, Cochin et Aubry, de l'autre Normand et Labourecé, on voit les avocats se placer à côté du procureur général. *Tel est l'usage*, dit le procès-verbal de la séance. Le 4 août 1708, le premier président invitait les anciens avocats à assister aux plaidoiries, pour donner plus de dignité à l'audience.

Vers cette époque, un démêlé avec les procureurs contribua à fixer les droits du barreau.

Nous avons déjà expliqué que, d'après une ordonnance d'avril 1342, les avocats avaient été admis dans la communauté des procureurs, et que la cour avait, en 1518, ordonné à ceux-ci de « faire assemblée entre eux et les avocats pour entendre les

plaintes et chicaneries de ceux qui ne suivaient pas les formes anciennes. » Ces conseils de discipline, présidés par le bâtonnier, furent nommés *assemblées de communauté des avocats et procureurs*.

Cette communauté recevait des sommes composées notamment de l'offrande du bâtonnier, des aumônes faites par les six receveurs choisis parmi les procureurs, et des droits de chapelle¹ payés par les stagiaires lors de leur admission au tableau. Les procureurs finirent par s'emparer de l'administration des deniers. Les avocats avaient longtemps et inutilement protesté. En 1710, Euffroy porta leur réclamation au parlement. Par une transaction du 7 janvier, il fut convenu que la distribution des aumônes « se ferait en présence et de l'avis du bâtonnier, de l'ancien procureur de la communauté et de quatre autres avocats désignés par le bâtonnier. » Celui-ci devait se faire assister d'avocats en nombre égal à celui des procureurs. Le compte rendu lui était communiqué, avec les pièces justificatives. Le 18 janvier 1710, la cour homologua la délibération. « Cet arrêt, est-il dit dans les tableaux en tête desquels il a été inscrit, a terminé les grandes et longues contestations qui avaient été faites par les procureurs de communauté. »

Quelques années après ces légères agitations, qui troublèrent à peine la paix dont on jouissait

¹ Ces droits de chapelle étaient alors élevés à 30 livres.

depuis si longtemps, des jours moins tranquilles s'annonçaient.

Le 1^{er} septembre 1715, Louis XIV mourut, laissant sa couronne à un enfant de cinq ans. Ce fut un événement immense pour la magistrature. On se rappelle avec quelle fermeté Louis XIV, dès les premières années de son règne, avait imposé silence aux exigences du parlement. Ce corps, si puissant, semblait avoir oublié qu'il se prétendait le tuteur des rois. Mais ses prétentions n'avaient pas été abandonnées, et la mort de Louis XIV les fit revivre. Dès le lendemain, 2 septembre, le testament du roi fut apporté au parlement par le duc d'Orléans. Il se borna à exposer que ce testament lui enlevait les droits de son rang et de sa naissance. Sans autre explication, sans délibérer, la volonté de Louis XIV fut considérée comme n'existant pas. Le marché était fait d'avance : le duc d'Orléans vendait l'indépendance royale pour sa propre grandeur. Dans une courte séance, le parlement lui donna la régence et régla la tutelle du jeune roi, le conseil de finances, le conseil de tutelle, et jusqu'au commandement de l'armée. Remarquons que ce n'étaient pas là des décisions ou des mesures judiciaires, c'étaient des actes de l'autorité la plus absolue. Le 12 septembre, on fit tenir par Louis XV un lit de justice, où ces décisions du parlement reçurent la sanction royale.

Le 15 septembre 1715, un édit du roi, sous la régence du duc d'Orléans, rétablit le parlement dans

sa liberté de faire des remontrances, avant d'être obligé de procéder à l'enregistrement des ordonnances, édits et déclarations; la chambre des comptes et la cour des aides obtinrent les mêmes concessions.

Avant que cet édit ait amené de nouveaux orages, occupons-nous des affaires du Palais.

En 1716, éclata une petite révolution du barreau. Duperray, bâtonnier, devait sortir de charge au mois de mai; le vœu du Palais et l'ancienneté appelaient Barbin à lui succéder. Barbin ayant d'avance exprimé sa volonté de ne pas recevoir cette distinction, on convoqua une assemblée extraordinaire le 30 mars. Barbin ne voulut point expliquer ses motifs. Cependant, pour éloigner la pensée d'un sordide intérêt, il offrit à la bibliothèque un présent de volumes, d'une valeur de 500 livres, et une somme égale destinée aux pauvres. Le conseil protesta en termes très-vifs contre sa résistance, sans pouvoir la vaincre. Chubéré exerça provisoirement les fonctions de bâtonnier.

En 1717, nouvelle difficulté: Delabarre, Chandet et Chapuzot s'étaient également excusés d'accepter cette charge. Dix-huit personnes avaient suivi leur exemple. Enfin, on jeta les yeux sur Charles Arrault, avocat, conseil du régent, porté au tableau à la date du 2 juillet 1705, et que Brillon nomme parmi les jurisconsultes distingués de son époque; après avoir longtemps décliné

cet honneur, il fut élu le 9 mai 1717. A la séance de prise de possession, il dit « que le refus de dix-huit personnes d'accepter les fonctions de bâtonnier avait été une espèce de déclaration qu'elles n'étaient plus désirables, et que même elles se trouvaient à présent dépourvues de ce qui les rendait autrefois si honorables; que le nom et le mérite des anciens qui s'étaient fait une gloire d'occuper la place du bâtonnier était resté le seul qui pût y inviter et donnât courage d'accepter le titre d'un emploi sans relief, d'un chef sans autorité et d'une fonction vuide de fonctions. »

Quels étaient les motifs de ces plaintes? Les procès-verbaux de nos conférences sont muets sur ce point. Elles tenaient évidemment à la faiblesse des chefs de l'ordre, faiblesse telle que, suivant les expressions d'Arrault à une séance du 17 août 1717, « le tableau était devenu méprisé par le mélange de gens qui n'honoraient pas le titre qu'ils portaient. » Il dit même qu'il ne se trouvait pas de tableau fait l'année dernière. La conférence à laquelle ces plaintes étaient adressées se termina en déclarant que « l'on travaillerait à des projets pour rappeler l'ancienne dignité des fonctions de bâtonnier... faire en sorte qu'il y ait de la pudeur et même quelque perte du côté de la dignité et de l'honneur, à refuser cette place. »

Le premier acte du nouveau bâtonnier fut de réorganiser les conférences de doctrine. On les reprit le 27 août 1717. La réforme du tableau

fut ensuite l'objet de plusieurs réunions ; on l'arrêta après un long examen.

Lorsque ces mesures si utiles reconstituaient le barreau, le bâtonnat d'Arrault fut de nouveau troublé par un événement, où celui-ci fit honorer sa prudence et sa fermeté.

Le 31 décembre 1717, à l'audience de la tour-nelle criminelle, un avocat, appelé Sicault, s'était fait attendre quelques moments ; il plaidait à l'une des chambres du parlement. Lorsqu'il se présenta, le président lui dit : « La cour avait délibéré de vous interdire, et c'est par grâce qu'elle ne le fait pas. » Une telle admonestation était injuste ; aussi les avocats se retirèrent immédiatement. Arrault, assisté de deux anciens, se présenta au président pour lui faire comprendre le mécontentement du barreau, et lui déclara l'intention des avocats « de ne plus aller à la Tournelle, s'il ne donnait à l'ordre une satisfaction publique. »

Le président eut autant de sens qu'il avait eu de vivacité. Il fut convenu qu'à la première audience, il donnerait complète satisfaction à Sicault et à l'ordre des avocats. Le 22 janvier suivant, Sicault, s'étant présenté devant la cour, s'expliqua sur ce qui s'était passé le 31 décembre, le président lui dit : « La cour prendra toujours en bonne part ce que vous lui avez dit. Elle est persuadée de votre zèle et de votre attention à remplir les devoirs de votre état ; elle est persuadée que votre conduite est régulière ; elle ne manquera pas de

témoigner, dans toutes les occasions, la considération et l'estime qu'elle porte à votre ordre en général, et pour vous en particulier. »

Il n'était pas possible d'en demander davantage ; l'affaire en resta là : les avocats bien convaincus que leur zèle et leur exactitude devaient répondre aux besoins de la justice ; et la cour bien avertie qu'il était cependant impossible d'exiger d'eux le don de l'ubiquité.

Brillon, en rapportant cet incident, dit qu'il se termina ainsi « à l'avantage de l'ordre des avocats, par la prudence et la sagesse d'Arrault. »

Au milieu de ces petites agitations, le parlement reçut la visite du czar Pierre I^{er}. Ce prince était arrivé à Paris le 7 mai 1717. Après avoir admiré ce que la capitale renfermait de plus digne d'intérêt, il avait voulu voir, dit le registre du parlement, « la manière dont se rend la justice dans le premier tribunal de France. » Le 19 juin 1717, il se rendit au Palais sur les neuf heures du matin, accompagné de toute sa suite. Il arriva chez le premier président de Mesmes, déjà à l'audience *pour les fonctions de sa charge*. De là on le conduisit à la grand'chambre, où les présidents l'attendaient décorés de leurs mortiers, de leurs fourrures et de leurs manteaux doublés d'hermine, « quoique, dit-on, ils ne les portent pas en été, si ce n'est quand le roi vient en son parlement. »

Malheureusement, ce n'était pas un jour où

les principaux avocats plaidaient des causes solennelles. La seule affaire était celle d'une compagnie financière, d'un médiocre intérêt. Ainsi, il n'eut pas à admirer les talents oratoires du barreau. M. Guillaume de Lamoignon, avocat du roi, fit une courte allocution, dans laquelle, après s'être excusé de ce que « la contestation était fort sommaire et peu digne d'attirer l'attention d'un grand prince, » il termina en disant que « le temple de la justice devait compter cette journée entre les plus illustres, et que les annales de la cour devront en consacrer à jamais le souvenir. » Telle n'était pas sans doute la pensée de Louis XIV, car peu d'années auparavant, il avait refusé de recevoir ce prince tout couvert du sang de ses sujets. Cependant le barbare du Nord fit remarquer sa bonne grâce et excita l'admiration de la cour du régent.

Le procès-verbal de sa réception fait connaître un fait remarquable. Il se promenait dans la galerie, et devant la bibliothèque du premier président de Mesmes, quand il aperçut un globe terrestre, sur lequel la mer Caspienne n'était pas tracée à sa véritable place. Il en rétablit les limites, et dit qu'on pouvait assurer M. le premier président de la justesse de cette correction, « lequel, ajoute le procès-verbal, a été bien aise de conserver la mémoire d'un fait de cette singularité. » Suivant le procès-verbal, « en sortant de la cour, il entra à la buvette, où il salua tous ces messieurs très-

trances, se reportant à l'ordonnance de Louis XIV, d'avril 1667.

Ce que Louis XIV avait pu faire dans toute sa gloire, était impossible au régent, après son ordonnance du 15 septembre 1715. Les magistrats se retirèrent, résolus à la résistance. Dans la nuit, le régent fit arrêter deux conseillers. Voici en quels termes nos registres particuliers rendent compte de l'émotion du Palais : « Ce 26 avril 1718, pendant la nuit, M. de Saint-Martin, conseiller en la grand'chambre, et M. Piéron de Blamont, l'un des présidents de la quatrième chambre des enquêtes, ayant été enlevés par des mousquetaires, on cessa d'aller au Palais et de plaider, ce qui dura quelques jours, jusqu'à ce que M. le premier président, par de fréquentes interpositions auprès de M^e Du Cornet, bâtonnier, eût obtenu qu'on reprît les exercices, ce qui ne fut pas étendu jusqu'aux requêtes de l'hôtel, à cause que quelques maîtres des requêtes avaient été, chez ces messieurs qui avaient été enlevés, visiter leurs papiers et apposer le scellé. Mais M. le grand doyen de messieurs des requêtes ayant beaucoup sollicité, même chez M. le premier président, pour faire revenir aux requêtes du Palais, on y retourna. Ces événements ont causé une grande interruption aux assemblées pendant beaucoup de temps, où M^e Du Cornet, bâtonnier, se comporta avec une grande droiture et beaucoup de courage et d'inflexibilité. »

Tandis que les avocats se montraient si fidèles

remettre au premier président de Mesmes une somme considérable, sans doute pour lui donner les moyens de mieux le braver. Dans une oisiveté calculée, et au moyen de ces fonds, le temps de l'exil fut employé en fêtes et en festins, dans lesquels le régent, les ministres et tous les agents du pouvoir étaient l'objet des sarcasmes.

« On ne songea, dit Saint-Simon, qu'à se divertir et à ne rien faire, à le montrer même, et à se moquer du régent et du gouvernement. »

Les avocats ne perdirent pas l'occasion de prouver leur dévouement au parlement. « Les avocats, dit encore Saint-Simon, ne feignirent point de répondre qu'ils étaient gens libres, qu'ils profitaient de cette liberté pour aller à la campagne au lieu d'aller dépenser leur argent à Pontoise, où ils seraient mal logés et fort mal à leur aise; en effet, aucun bon avocat n'y mit le pied, il n'y eut que quelques jeunes gens d'entre eux, en fort petit nombre, destinés à monter cette garde de fatigue, parce qu'en cas que le parlement eût résolu de ne rien faire de sérieux, il ne voulait pas toutefois n'entrer du tout, et pour entrer, il fallait bien quelque petite légère bagatelle ¹. » En vain le procureur général les fit avertir, par une lettre adressée au bâtonnier Babel, d'aller plaider à Pontoise, ils répondirent unanimement « que ni Babel ni les avocats n'avaient d'ordre à

¹ Voir Saint-Simon, t. XVIII, p. 249.

recevoir de M. le procureur général; que leur fonction était libre et même habituelle dans le lieu où le parlement était sédentaire et libre. »

Du 7 septembre au 25 novembre, les registres ne contiennent aucune trace de travaux judiciaires. Le 25 novembre eut lieu la réouverture des audiences à Pontoise; le procès-verbal constate « qu'il ne se présenta aucun avocat, mais seulement quelques procureurs. »

Cette ridicule comédie ne pouvait pas durer, et sa fin fut digne de son commencement. Nous expliquerons au chapitre suivant comment la complaisance du parlement à enregistrer une déclaration relative à la bulle *Unigenitus* fut le prix de son rappel; disons seulement ici que l'exil cessa le 17 décembre 1720.

Le 17 eut lieu à Pontoise une dernière séance, où le premier président et les magistrats protestèrent que cet événement avait cimenté leur affection. Le jour même on partit pour Paris, où l'audience avait été indiquée au vendredi 20 décembre. Elle fut reprise comme si elle n'avait jamais été interrompue.

Les avocats avaient droit à la reconnaissance du parlement; aussi, lorsqu'ils rendirent leur visite au premier président, celui-ci leur dit « qu'il aurait été difficile de ne pas apprécier leur conduite, qu'elle avait reçu la louange qu'elle méritait, et qu'elle avait été au-dessus de ce que l'on en devait attendre. »

Le barreau avait cependant fait au parlement une petite infidélité. Dans l'encombrement des affaires, causé par l'éloignement du parlement, on avait eu l'idée, quelque temps avant le retour de Pontoise, d'établir à Paris, aux Grands-Augustins, une chambre provisoire de justice, chargée de juger en dernier ressort les procès arriérés; elle avait été composée de M. d'Armenonville, premier président, de six conseillers d'Etat, de douze maîtres des requêtes, dont un remplissait les fonctions de procureur général. Les avocats consentirent à plaider devant cette cour de justice. Tout le monde rendit hommage à la sagesse et à l'impartialité de ces magistrats; mais enfin on pouvait craindre que le parlement, de retour à Paris, ne contestât la légalité de leurs arrêts. Il n'en fut rien. C'était sans doute la condition secrète de la paix. Quoi qu'il en soit, on ne sut pas mauvais gré aux avocats de leur concours donné à ce tribunal.

L'année suivante, le barreau reçut encore un nouvel honneur. Le 4 août 1721, un *Te Deum* solennel ayant été chanté dans la salle du Palais, il s'éleva des difficultés sur le rang qu'il devait occuper. Le premier président ordonna « de donner aux avocats les places les plus nombreuses et les plus commodes qu'il était possible. » Comme on discutait sur la manière de les disposer « pour être à la suite immédiate des gens du roi, sans être coupés par qui que ce

soit, M. le premier président fit placer les avocats présents sur des bancs couverts de tapisserie derrière lui et les présidents de la cour, le plus près de la chapelle, sans qu'il y eût personne au-dessus d'eux. D'autres furent installés sur les mêmes bancs que messieurs du parlement. » (Procès-verbal du 4 août 1721.) Cent quarante ans plus tard, nous avons donc été dans notre droit en demandant nos places à côté de la cour.

Le 26 du même mois d'août 1721, un arrêt conserva aux avocats le titre de *maître* dans l'exercice de leur profession.

Ces témoignages d'honneur portèrent peut-être trop loin l'esprit d'indépendance du jeune barreau. L'arrêt même du 26 août 1721 fut l'occasion d'une velléité d'opposition. Il avait été rendu dans un procès porté à la quatrième chambre des enquêtes, sur une affaire jugée à la Rochelle, dans laquelle un avocat appelé Rochard avait attaqué trop vivement son adversaire; celui-ci en répondant le désigna sous le nom du *nommé Rochard*; la cour lui rendit, comme nous venons de le dire, le titre de *maître*, mais en même temps lui fit injonction d'être plus circonspect à l'avenir. C'était une appréciation de la conduite de l'avocat, et il était impossible de la contester à la cour; néanmoins le Palais s'émut; nous trouvons, dans un de nos cartons déposés à la bibliothèque de la cour de cassation, une délibération des avocats, à la date du 26 août 1721, dans la-

l'ai plus, répond l'avocat. — Alors, à qui l'avez-vous remis ? » Delavigne prend la lettre de cachet, la lit, et la rendant au lieutenant général de police : « Votre ordre se borne, dit-il, à me demander le manuscrit ; vous n'avez pas pouvoir de me demander à qui je l'ai remis. » M. Le Voyer d'Argenson se retira sans répliquer. Des traits semblables contribuaient puissamment à maintenir la dignité du barreau.

Les anciens s'efforçaient aussi de conserver intacte la discipline, et jamais ils ne furent plus attentifs à défendre l'honneur de leur profession.

L'ordonnance de 1667 ayant aboli certains droits des procureurs dans les affaires dont ils étaient chargés, ils n'avaient pas cessé de demander la révision de cette disposition. Elle leur fut accordée au mois de mai 1693 ; mais les avocats et les procureurs étaient restés en discord sur leurs attributions respectives. On sait déjà que la cour les régla le 17 juillet 1693, indiqua les écritures réservées aux avocats, en déclarant qu'elles devraient être signées par des avocats inscrits au tableau depuis *deux ans* d'exercice. Défense leur était faite de signer celles qu'ils n'auraient point rédigées, à peine de radiation contre ceux qui en seraient convaincus, et contre les procureurs, d'interdiction pendant six mois, pour la première fois, et pour la seconde fois, d'interdiction pour toujours. » Le but était d'em-

pécher que des travaux judiciaires auxquels on aurait faussement donné des avocats pour auteurs, ne compromissent l'honneur et les intérêts de l'ordre.

Depuis cette époque, on eut soin de faire imprimer ce règlement à la suite des tableaux. Cependant de graves infractions avaient eu lieu, lorsqu'en 1727, sous le bâtonnat d'Abraham Grosteste, un avocat, nommé Michelarme, fut accusé d'avoir prêté son nom à un procureur appelé Dupré. Le fait fut dénoncé au conseil par le procureur général. Michelarme fut rayé du tableau par ses confrères. Après cette mesure, le bâtonnier se présenta au parlement le 13 juillet 1727, et se plaignit de la violation de l'arrêt de 1693; le procureur se défendait en disant « qu'il était souvent chargé pour de pauvres parties hors d'état de pouvoir honorer convenablement les avocats. » Le chef de l'ordre s'indigna, en rappelant avec quel désintéressement les avocats « se sont toujours employés dans le service des pauvres, s'assemblant même toutes les semaines en leur bibliothèque pour y entendre les affaires des indigents. » Il fit remarquer que « les fausses écritures étaient souvent des redites et répétitions encombrant les affaires. Quant à la complaisance coupable de Michelarme, l'abus fait de sa profession le rendait indigne de la continuer. » La cour suspendit Dupré pendant trois mois, et maintint la radiation de Miche-

larme. Cet arrêt a été inséré pendant un grand nombre d'années à la suite des tableaux déposés au greffe.

CHAPITRE XVI.

SUITE DES ÉVÉNEMENTS DU BARREAU PENDANT LA PREMIÈRE PARTIE DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

SOMMAIRE. Troubles de la bulle *Unigenitus*. — Déclaration de 1720. — Consultation des avocats de 1728. — Thèse dénoncée au parlement. — Nouvelle consultation des avocats de 1730. — Consultation de quarante avocats. — Interdiction des signataires. — Défense en commun. — Conférences avec le cardinal de Fleury. — Mandement de l'archevêque de Paris. — Appel comme d'abus. — Le tableau déposé par Tartarin est désavoué. — Le mandement de l'archevêque de Paris est autorisé par arrêt du conseil. — Lettres d'exil de dix avocats. — Les avocats refusent de paraître au Palais. — Rappel des exilés. — Reprise des audiences. — Mémoire contre un conseiller. — Nouveau mandement de l'archevêque de Paris. — Nouvelle interruption des plaidoiries. — Exil des conseillers. — Ils sont rappelés. — Les avocats triomphent. — Prétentions du barreau contre le ministère public. — Suspension des plaidoiries à la cinquième chambre des requêtes. — Nouveaux troubles. — On reprend les travaux. — Ordonnances de 1743 et 1747 favorables aux avocats.

Nous avons différé jusqu'ici à rendre compte des troubles qui agitérent le Palais à l'occasion de la bulle *Unigenitus*. Pour les comprendre, il faut se reporter à ce que nous avons dit précédemment sur le jansénisme et sur les libertés de l'Eglise gallicane.

Le parlement était janséniste et défenseur des libertés gallicanes ; il était donc opposé à la bulle *Unigenitus* de Clément XI, du 8 septembre 1713, condamnant cent une propositions du livre du P. Quesnel, et contenant, suivant lui, des principes ultramontains.

Cependant une assemblée de prélats accepta la bulle ; le 14 juin 1714, des lettres patentes du roi ordonnèrent son exécution, et l'enregistrement eut lieu le 15, au parlement.

Si l'on en croit les écrits des jansénistes, la publication de la bulle fut suivie de persécutions pour forcer les dissidents à se soumettre.

Après la mort de Louis XIV, lorsque l'autorité eût passé entre les mains du régent, on n'aurait pas supposé que la bulle *Unigenitus* dût avoir en lui un ardent protecteur ; en effet, l'une de ses premières mesures fut de rappeler ou de mettre en liberté les personnes arrêtées ou exilées pour des causes religieuses. Mais bientôt, soit que le régent eût redouté l'esprit d'opposition des jansénistes, soit que, plus tard, l'ambition du cardinal Dubois, qui voulait obtenir le chapeau de cardinal, l'eût rapproché de la cour de Rome, la bulle *Unigenitus* reprit plus de faveur que jamais.

Dans les premiers jours de l'exil du parlement à Pontoise, occasionné, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, par son refus d'enregistrement d'édits financiers, le régent ne craignit pas d'affronter sa colère, en lui adressant, le 2 sep-

tembre 1720, une déclaration qui acceptait de nouveau la bulle *Unigenitus* et « défendait les appels au futur concile. » Le parlement nomma des commissaires et s'apprêtait à une résistance d'autant plus vive, que des curés de Paris lui avaient adressé des requêtes d'opposition¹. Mais le 6 septembre les magistrats reçurent un ordre « de remettre la déclaration du 2, avec défense de passer outre à cet égard. » Le lendemain, le marquis de La Vrillière, secrétaire d'Etat, arriva à Pontoise pour faire exécuter cette nouvelle volonté du roi, ou plutôt du régent. On avait conçu la pensée de faire enregistrer la bulle par le conseil d'Etat, et l'enregistrement avait eu lieu. Cette mesure, opposée à tous les usages, discrédita la bulle au plus haut point dans l'opinion publique. Il fallut donc revenir au parlement, et celui-ci, de son côté, était très-pressé de retourner à Paris, car l'hiver, à Pontoise, lui paraissait assez triste. Tout s'arrangea avec une extrême facilité, et l'enregistrement de la déclaration du 2 septembre fut la condition du rappel du parlement. Le 25 novembre, jour de la rentrée, la déclaration fut renvoyée à Pontoise ; le 2 décembre, le premier président fit à la cour une allocution presque touchante, et surtout très-conciliante ; le 4 décembre 1720, la déclaration fut enregistrée. Mais cette réconciliation ne mit pas fin aux agitations religieuses.

¹ Voir les registres du parlement aux dates indiquées.

Le cardinal Dubois était mort le 10 août 1723, et le régent avait suivi au tombeau cet indigne ministre le 2 décembre de la même année.

En 1727, un concile provincial ayant été tenu à Embrun pour l'acceptation de la bulle, vingt-huit avocats donnèrent une consultation, où ils conseillèrent l'appel comme d'abus. Au mois de janvier 1728, une nouvelle consultation, rédigée par Aubry, signée de cinquante avocats, et défendant les principes de la première, fit une profonde sensation au Palais. Au nombre des consultants étaient, avec Aubry, Normand, Cochin, Julien de Prunay, etc., c'est-à-dire l'élite du barreau. Tartarin n'avait pas voulu la signer. Le 3 juillet 1728, elle fut supprimée par arrêt du conseil, sur l'avis d'évêques et de cardinaux assemblés au Louvre.

Les avocats, grands ennemis de la bulle, ne tardèrent pas à prendre leur revanche.

Un écrit opposé aux idées gallicanes avait été publié sous le faux nom d'un membre du barreau; il tomba entre les mains de Vésinet, et cet ancien avocat le considéra comme un libelle. L'ordre, réuni le 8 mars 1729, résolut de le déférer au parlement, par Berroyer, son bâtonnier. La dénonciation eut lieu le 8 mars; un jour auparavant le parlement avait condamné la brochure au feu, sur les réquisitions des gens du roi.

Au palais on prend facilement le parti des hommes et des livres poursuivis. Depuis ce mo-

ment on se réunissait à la conférence, non pour traiter, suivant l'usage, des questions sur l'ordonnance de 1667, mais pour discuter des matières ecclésiastiques. L'exaltation des esprits arriva à ce point, que le 18 mars 1730, des anciens, obligés de s'y présenter, furent accueillis par des murmures, et l'ajournèrent au 15 avril suivant.

A cette époque, des avocats, consultés sur une thèse soutenue au collège des Jésuites par un vicaire de Saint-Cloud, se rendent à la Bibliothèque le 30 mars. L'assemblée devint très-nombreuse, et la majorité résolut de déférer la thèse au parlement, comme renfermant des propositions contraires aux libertés de l'Église gallicane. Le 31 mars 1730, une consultation signée de trente avocats, insérée dans le recueil des séances du conseil de l'ordre, attaqua la thèse, et fut suivie d'un second mémoire à l'occasion d'une autre thèse semblable.

Sur ces entrefaites, le 3 avril, le roi vint au parlement tenir un lit de justice, pour faire enregistrer une déclaration ordonnant de recevoir la bulle. Aussitôt quelques avocats ferment leurs cabinets et refusent de plaider; 'mesure imprudente, car on n'avait en rien touché à leurs libertés; heureusement elle ne fut pas adoptée par le barreau, car, après les vacances de Pâques, les plaidoiries recommencèrent comme à l'ordinaire. Les conférences de doctrine reprirent leur cours, et le 9 mai 1730, on nomma bâton-

nier Tartarin, homme de mérite, esprit sage, ennemi des excès.

Néanmoins le parlement n'avait garde de négliger la dénonciation des avocats, comme une belle occasion de défendre ses principes, et de protester contre le lit de justice du 3 avril. Le 10 mai 1730, il rendit deux arrêts supprimant les thèses dénoncées.

L'agitation continuait, lorsqu'une circonstance augmenta le désordre du Palais.

Une discussion s'était élevée depuis quelques années entre un curé d'Olivet, près d'Orléans, et un chanoine de cette ville, sur des questions de discipline ecclésiastique. Un avocat, appelé Mairainberg, avait été chargé de cette affaire. Il se mit à faire l'extrait des écrits dont nous avons déjà parlé, et copia les signatures, après en avoir recueilli treize autres. Par cet abus presque incroyable, il avait publié une consultation suivie de quarante noms. Barbier, en rapportant ce fait, ajoute que vingt-sept, qui n'avaient pas réellement signé, ne voulurent point la désavouer, de peur d'engager les treize signatures véritables.

La consultation, revêtue de ces quarante noms, fut distribuée dans tout Paris au nombre de trois mille exemplaires. Un arrêt du conseil, du 30 octobre 1730 la supprima, ordonna aux avocats dont les noms y figuraient « de la rétracter, et les interdit de toutes leurs fonctions. » Ainsi

s'exprime le procès-verbal de nos conférences à la date du 5 novembre 1730. Cependant Fournel donne le texte de l'arrêt, d'après lequel « les signataires n'étaient interdits qu'à défaut par eux de se rétracter dans le délai d'un mois. » Cette disposition nous semble la plus vraisemblable.

Tartarin, Normand et Cochin étaient du nombre des quarante signataires ou prétendus signataires, et, dès lors, frappés d'interdiction. Le 5 novembre 1730, les avocats s'assemblent; on propose de soutenir l'affaire, comme celle de l'ordre entier. Le 9 novembre, réunion très-nombreuse chez Lherminier. On prend définitivement la résolution « de se défendre en commun et comme affaire de l'ordre suscitée par ceux qui, sous le prétexte de puissance ecclésiastique, songent à envahir une autorité sur l'Etat et la monarchie. »

Ainsi, au lieu de se renfermer dans le maintien de leurs prérogatives, les avocats prétendaient soutenir les intérêts de l'Etat contre les doctrines ultramontaines. On charge Berroyer, Prévost, Cochin et Aubry de faire un mémoire en ce sens.

Le surlendemain, nouvelle assemblée encore plus nombreuse chez Berroyer. Le mémoire est présenté. Le rédacteur du procès-verbal fait remarquer que Tartarin, alors présent, « n'avait pris aucune part aux assemblées. » Aussi,

comme si rien n'avait été arrêté, celui-ci propose « d'examiner si l'affaire se trouvait tellement en commun, qu'on ne fît pas signer les quarante les premiers, pour y joindre seulement les signatures des autres. » Cette proposition est rejetée. Le 12 novembre, tout le monde signe le mémoire¹.

Le 13, jour de la rentrée, les avocats se trouvant au serment en très-grand nombre, le bâtonnier est invité à rendre compte de ce qui se passait. Le premier président est très-heureux, dit-il, de voir les avocats se dévouer pour les principes que la cour défendait ; cependant « ce serait une peine pour lui si on faisait quelque usage du mémoire, par rapport au parlement... » On décida alors qu'il serait présenté au roi par l'intermédiaire du chancelier.

Le 22 novembre, le bâtonnier rend compte de l'accomplissement de sa mission. Le chancelier lui avait fait observer que le roi ne pouvait pas recevoir un mémoire signé de tous les avocats, mais seulement revêtu des signatures des quarante parties intéressées. Tartarin, revenant en partie à sa première opinion du 11 novembre, propose de signer une « déclaration des sentiments de l'ordre entier. » Cette idée est encore repoussée. « On s'en tiendra au mémoire, et

¹ Ce mémoire existe, avec toutes les autres pièces de cette affaire, dans le carton de nos archives déposées à la bibliothèque de la cour de cassation.

tout ce que l'on peut faire est de prier M. le bâtonnier de signer au nom de l'ordre un abrégé de ce mémoire. »

Le 24 novembre 1730, on se présente chez le chancelier. Celui-ci ne peut, dit-il, « souffrir qu'on insère dans la déclaration autre chose que des expressions employées dans le mémoire. » Les avocats persistent. Alors, sur son invitation, Julien de Prunay et Normand se rendent à Marly, auprès du cardinal de Fleury; des pourparlers ont lieu : les députés reviennent à trois heures du matin et trouvent la conférence assemblée; ils devront se rendre à sept heures du matin chez le chancelier, auquel le cardinal a écrit.

Le 25 novembre, les députés retournent à Marly, et, après de longues discussions avec le cardinal, un nouvel arrêt du conseil de ce même jour, 25 novembre 1730, révoque celui du 30 octobre, et lève l'interdiction des avocats.

Les avocats avaient triomphé, et même, par leurs rapports directs avec le cardinal ministre, sans l'intervention du procureur général ou des avocats généraux, ils s'étaient donné un grand relief dans l'opinion publique.

Trois mois s'étaient écoulés; le 10 janvier 1731 l'archevêque de Paris eut la malheureuse pensée de faire un mandement condamnant la consultation des quarante, dans les termes les plus vifs, traitant d'hérétiques ses auteurs. C'était donner beau jeu à ses adversaires; les avocats allaient

pouvoir saisir de l'affaire le parlement, ennemi de la constitution. Les 15, 16 et 17 janvier 1731, le barreau se rassemble : il est presque au complet; non-seulement on fera appel, mais on portera plainte en diffamation contre l'archevêque; Pré-vost fera ce travail. Le 4 mars, le mémoire est lu et approuvé. De son côté, le procureur général avait interjeté appel comme d'abus du mandement de l'archevêque. Le parlement en interdit provisoirement la publication le 29 janvier 1731.

Les avocats se conduisirent avec modération dans leur victoire, car, avertis de la mesure prise par le parlement, « ils décidèrent que le mémoire préparé ne serait point divulgué, quant à présent, et mis en dépôt pour s'en servir en temps et lieu. »

Mais l'archevêque se pourvut au conseil et demanda l'évocation de l'appel comme d'abus. Le 10 mars 1731, le roi en son conseil rendit un arrêt imposant silence sur la question et défendant toute assemblée et délibération.

Après quelques jours de calme, de nouveaux débats, dans le sein même de l'ordre, vinrent troubler la tranquillité.

Comme on l'a vu, Tartarin n'avait pas été l'un des premiers à se trouver aux réunions du barreau. Plusieurs assemblées s'étaient tenues en son absence, et le 8 novembre 1730 on avait remarqué, avec une certaine malveillance, qu'il

s'y trouvait pour la première fois. Les rendez-vous postérieurs n'avaient pas eu lieu chez lui, mais chez Berroyer. A la vérité, il fut député au chancelier, mais il avait été l'auteur de la proposition de remplacer les signatures de tous les avocats par les signatures des quarante, suivies de la sienne au nom de l'ordre, et elle avait été rejetée. Il n'avait pas été envoyé à Marly auprès du cardinal ministre; les députés avaient été Julien de Prunay et Normand, et se disant fatigué par la séance de la veille, il avait proposé la réunion chez Aubry, pour attendre leur retour. Il n'eut donc pas l'honneur d'avoir obtenu l'arrêt du conseil du 25 novembre. En sortant de charge il éprouva les effets du mécontentement de ses confrères.

Le 9 mai 1731, Leroy des Vallières ayant été élu bâtonnier, Tartarin avait, le 8 mai, suivant l'usage, déposé au greffe le tableau des avocats. Le 5 juin, Leroy des Vallières, assisté de deux anciens, Georges Le Roy et Jean-Baptiste Rousset, se transporta au greffe; « ils déclarèrent au nom de l'ordre et en vertu d'une délibération de la chambre des consultations faite le 4 juin 1731, désavouer formellement le tableau prétendu mis au greffe par Guillaume Tartarin, précédemment bâtonnier, en outre s'opposer formellement à la rédaction et à la remise au greffe dudit prétendu tableau, comme étant contraire aux délibérations précédentes de l'ordre. »

Cette injure faite au bâtonnier trouve son explication dans le Journal de Barbier. On se rappelle que Marainberg avait compromis l'ordre par la légèreté avec laquelle il avait abusé du nom de ses confrères, en les faisant figurer dans la consultation des quarante non signée par eux. Ce fait était parvenu à la connaissance du cardinal de Fleury, et dans son entrevue avec Normand et Julien de Prunay, il avait manifesté la volonté de le faire poursuivre. Normand et Julien de Prunay lui avaient promis de le punir eux-mêmes en le rayant du tableau. Une assemblée générale fut convoquée à ce sujet; les jeunes avocats crurent leur honneur intéressé au maintien de Marainberg, ils le conservèrent, et Tartarin, en rédigeant le tableau, le raya de sa propre autorité, après avoir conféré avec des anciens, notamment avec Normand. Leroy des Vallières crut devoir commencer son exercice par cette concession au jeune barreau.

Cependant le nom de Marainberg ne se trouve plus dans le tableau de cette année, Tartarin avait donc obéi aux véritables intentions de l'ordre; et en désapprouvant l'acte d'autorité fait par lui, on entendait maintenir ses effets.

Pendant ces débats, l'affaire de la consultation des quarante s'était ranimée. Si l'archevêque de Paris s'en était tenu à l'arrêt du 10 mars 1731, le calme aurait pu renaître, car les avocats, rétablis dans leurs droits, n'avaient plus rien à

désirer pour faire respecter leur indépendance. Mais le 30 juillet 1731, le conseil d'Etat, sur la demande de l'archevêque, rendit un nouvel arrêt par lequel le roi évoqua à lui la connaissance de l'appel interjeté par le procureur général, leva la défense, et permit à l'archevêque de faire distribuer son mandement.

Voilà les avocats replacés sous une condamnation archiépiscopale déclarant leur consultation hérétique; cette position était d'autant plus fâcheuse, que l'archevêque avait remis au roi, le 30 juillet, un écrit aggravant encore son accusation. Aussi le 23 août 1731, les avocats s'assemblent chez Leroy des Vallières, et le 24, après deux jours de séance, on décide que le barreau cessera ses fonctions. Les 25, 26, 27, 28 et 29, pas d'avocats aux audiences. Le 30 août 1731, des lettres de cachet d'exil sont délivrées contre dix avocats jugés les plus récalcitrants. On trouve parmi leurs noms ceux de Leroy des Vallières, et de Rousselet, ancien bâtonnier. Quatre autres étaient signalés comme ayant pris une part active à l'affaire de Tartarin, du 5 juin 1731, dont nous avons rendu compte. Ils furent suivis dans leur exil par les vœux et par les acclamations de leurs confrères; on les félicita en vers et en prose. Le conseil d'Etat qui avait rendu l'arrêt du 30 juillet 1731, fut l'objet des plus violentes attaques; le barreau tout entier se crut frappé avec ses dix exilés.

Pendant le cours des vacances, l'absence des avocats aux audiences fut moins sensible; mais le 12 novembre 1731, jour de la rentrée, arrive; personne ne se présente au serment. On avait à s'inquiéter d'un état de choses qui pouvait se prolonger et devenir fatal à la justice. Aussi, on devait se trouver de part et d'autre disposé à une conciliation. Normand, placé par sa grande position au Palais en relation avec les hauts personnages de l'Etat, en fut l'intermédiaire. Dans ses rapports avec le ministre, il avait obtenu sa promesse de se contenter des plus simples démarches; mais l'autorité royale ne pouvait pas prendre l'initiative. Le 25 novembre 1731, Normand convoqua cinquante ou soixante confrères chez Berroyer, et là il fut convenu que, le lendemain 26, les avocats se trouveraient au Palais pour assister aux discours du procureur général et du premier président. A l'instant même on rédigea un mémoire très-bref sur les griefs des avocats contre l'archevêque de Paris, avec des expressions de respect et de fidélité envers le roi. Normand et Julien de Prunay le remirent au procureur général, et celui-ci le porta immédiatement à Marly au cardinal ministre.

Le 26 novembre 1731, presque tous les avocats se rendirent au Palais pour entendre les paroles les plus gracieuses. Le premier président leur adressa des louanges, « leur témoigna le chagrin que la cour avait eu de leur retraite, la joie qu'elle

éprouvait de leur retour, et leur dit que, quand on était lié au public par des fonctions aussi utiles, on ne devait point lui manquer. »

Cette démarche produisit tout l'effet promis à Normand par le ministre, car un arrêt du conseil du 1^{er} octobre « déclara les avocats bons et fidèles sujets. » Les exilés furent rappelés, et tout le monde reprit ses travaux.

L'année 1732 vit renaître des troubles, où le barreau, toujours fidèle au parlement, s'associa à sa mauvaise fortune, malgré un moment de refroidissement, dont voici la cause.

Un avocat, nommé Taboué, ayant distribué à la Tournelle un mémoire contre un conseiller appelé Viennay, le mémoire avait été supprimé. La conférence de discipline examina cet écrit, déclara qu'il était le légitime exercice du droit de la défense; on résolut même de s'abstenir de plaider et d'écrire pour ou contre les conseillers de la Tournelle. Mais l'affaire en demeura là; le barreau n'en fut pas moins lié intimement aux intérêts du parlement. Et bientôt il lui témoigna sa fidélité.

Le 3 mai 1732, l'archevêque de Paris avait publié un mandement pour supprimer une brochure sous le titre de *Nouvelles ecclésiastiques*. Le parlement trouva mauvais que l'archevêque eût terminé son mandement par ses mots : « Mandons aux officiers de notre cour d'Eglise. Ce mot *cour*, disait-on, est une usurpation. De plus, l'ar-

chevêque parlait de la bulle *Unigenitus* comme d'un décret partout accepté. Des curés de Paris ayant refusé de le lire au prône, le parlement se saisit de l'affaire. Il est mandé à Compiègne, près du roi, qui lui défend de se mêler de questions ecclésiastiques, et comme le premier président voulait faire des observations, il lui ordonne de se taire. Des magistrats donnent leurs démissions; elles sont refusées; ils les reprennent. Pucelle, conseiller clerc, est envoyé en exil; Tilton est conduit au château de Vincennes. En vain, le roi, par une lettre du 23 mai, enjoint aux autres de continuer leurs fonctions; ils se réunissent : mais pas d'avocats pour plaider. Pendant plus de trois mois, l'agitation continua; les exilés furent plus surveillés que jamais. L'irritation du roi était à son comble. Le 6 septembre 1732, il exila les conseillers des enquêtes et des requêtes, et ordonna à la grand'chambre de se réunir.

Le 12 novembre 1732 devait être le jour de rentrée, mais les conseillers étaient toujours en exil. Les avocats, en s'abstenant, forcèrent l'autorité à s'humilier. Le 13 novembre, une lettre du roi révoqua celle du 6 septembre, et rappela les exilés.

Le 2 décembre 1732, la rentrée eut lieu en présence des avocats, après une interruption de plaidoiries de près de sept mois. Le premier président, dans son discours, ne manqua pas de les

accabler de louanges, les invitant à « redoubler leurs soins et leurs travaux pour le service du public. » Ainsi le triomphe du barreau fut complet, comme celui du parlement. Les choses allèrent si loin, que, depuis ces événements, l'évêque de Saint-Papoul, dans un mandement, crut devoir louer les fameuses consultations faites au sujet du concile d'Embrun; des avocats eurent même l'inconvenance de lui écrire une lettre de remerciements au nom de l'ordre; mais le mandement fut supprimé et la lettre fut désavouée.

Cette influence suscita la jalousie, et l'on écrivit des libelles contre eux. Quelques-uns des plus jeunes et des plus ardents y donnèrent lieu, peu de temps après, par des prétentions exagérées. Ils avaient depuis longtemps, soutenu avec raison, leur droit de plaider après les avocats du roi, lorsque ceux-ci étaient appelants; au mois de juin 1735, ils voulurent être placés avec eux dans l'enceinte du barreau; Leroy jeune souleva cette prétention à la cinquième chambre des enquêtes; la chambre la rejeta. Leroy se retire, assemble un certain nombre d'avocats, et l'on arrête de ne plus se présenter à la cinquième chambre des enquêtes. Tout le parlement prit le parti de la chambre des enquêtes.

Normand eut alors la présomption de vouloir seul régler les intérêts de son ordre. Dans ses rapports intimes avec le premier président Antoine Portail, il alla, jusqu'à promettre de venir lui-

même le lundi 4 juillet à la cinquième chambre. Il y arriva, en effet, avec trois autres confrères. Le bruit s'en répand aussitôt au Palais : la démarche de Normand est désavouée, on résout de nouveau de ne pas aller à la cinquième chambre. Le président communiqua à la Cour une note très-vive contre les avocats, et le 8 juillet, un arrêt manda, pour le 12, le bâtonnier Poupet et six anciens devant les chambres assemblées¹.

Le 9, les avocats réunis décident qu'ils abdiquent leurs fonctions. Ils se transportent chez M. le premier président pour lui déclarer leur résolution. Cependant Pothouin et Visinier, qui avaient été visiter les magistrats, avaient eu pouvoir annoncer à leurs confrères que si, le lundi 11, les audiences étaient reprises, la cour n'insisterait pas sur son arrêt du 8 juillet. Sur la foi de cette promesse, les avocats reviennent le lundi au Palais. Mais le mardi 12, en l'absence du bâtonnier et des six anciens, le premier président affirme que le lundi, après la séance du Palais, « le bâtonnier et six avocats étaient venus le trouver pour l'assurer que le service continuerait tous les jours avec la même exactitude dans toutes les chambres, et qu'ils ne manqueraient pas de se rendre aux ordres de la cour le mardi, à dix heures, avec six anciens avocats, conformément à l'arrêt du 8 juillet; les choses

¹ Cet arrêt se trouve dans notre recueil des arrêts du parlement.

étant en règle, ajoute M. le premier président, tous les services étant remplis et les avocats étant prêts à donner leur soumission aux ordres de la cour, c'est à la compagnie à examiner si elle juge à propos d'exécuter son arrêt dans toute son étendue. » La cour statue en ces termes : « Attendu le rétablissement du service dans son intégrité et la soumission des avocats, et le bâtonnier et six avocats s'étant rendus aux ordres de la cour, les dispense d'être entendus, en exécution de l'arrêt du 8 de ce mois ¹. »

Ainsi la cour était obligée de parler d'une soumission imaginaire et de déclarer, contre la vérité, que ces avocats s'étaient rendus à sa barre. Triste résultat de la lutte d'un pouvoir qui, après s'être révolté contre l'autorité suprême, était obligé d'user d'une véritable supercherie pour rétablir sa paix avec le barreau.

Dès qu'elle fut connue, grande fureur des avocats ; ils se réunissent de nouveau à la Bibliothèque, les uns veulent quitter tout à fait le Palais, d'autres sont d'avis de reprendre les plaidoiries. Il se forme deux partis : d'un côté étaient, parmi les anciens, Julien de Prunay, Cochin, Normand, Aubry, Huart, Bellanger, Pillon et Guérin : c'étaient les modérés. A la tête de l'autre parti étaient Le Poupet, Duhamel, Delavigne, Leroy, Pethouin et Visinier : c'étaient les récalcitrants.

¹ Voir les registres du parlement à la date du 12 juillet 1793. }

On s'envoie des commissaires. Cochin déploie en vain toute son éloquence pour ramener les opposants. Normand, compromis par sa démarche chez le premier président, croit devoir faire une visite au bâtonnier pour s'excuser près de lui. Personne ne veut céder. Le parti Julien de Prunay décide de reprendre les travaux. On leur adresse les dossiers et, comme on disait alors, les *sacs*. Les opposants les refusent. Enfin Duhamel et Le Poupet s'étant rendus à l'autorité de tant d'illustres confrères, le reste du barreau finit par suivre leur exemple.

Ainsi se termina cette déplorable affaire, suscitée par l'orgueil d'avocats du second rang, prétendant s'élever par l'abaissement du ministère public. Cette vanité les rendit l'objet des plaisanteries du public : on les nommait *le corps glorieux*.

Les temps étaient bien changés depuis le moment où ils étaient applaudis du parlement, parce qu'ils luttaient avec lui contre l'autorité royale. En 1741, un archevêque de Cambrai ayant publié un mandement dans lequel il traitait d'*ignorants* les signataires d'un mémoire, l'un d'eux s'en plaignit au premier président, qui le reçut avec dérision.

Cependant ils obtinrent encore des distinctions honorables. Une ordonnance du 16 janvier 1743 dispensa de la milice les avocats au parlement, les avocats au conseil et leurs enfants. Le 12 mai

1747, une déclaration, dont il a déjà été question, exempta de la permission préalable, l'impression des mémoires sur procès, signés par eux ou par des procureurs.

CHAPITRE XVII.

AVOCATS DE LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

SOMMAIRE. Gerbier. — Ses talents oratoires. — Ses mémoires et ses notes de plaidoiries. — Affaire de la caisse des jansénistes. — Affaire de la caisse de Poissy. — Affaire Queyssat. — Affaire Choiseul. — Allocution au roi de Danemark. — Affaire des jésuites. — Gerbier plaide devant le parlement Maupeou. — Affaire du comte de Guines. — Gerbier bâtonnier. — Sa mort.

Avant de continuer le récit des événements du dix-huitième siècle, arrêtons-nous pour faire connaître les avocats dont les noms vont paraître dans la suite de cette histoire.

Normand et Cochin étaient morts, le premier en 1745 et Cochin en 1747. Il se passera quelques années avant de pouvoir admirer au barreau un avocat digne de leur succéder. Mais déjà s'annonçait un homme qui devait les effacer, si ce n'est par ses écrits, au moins par son éloquence. Cet homme est Gerbier.

Jean-Baptiste Gerbier de la Massillaye, né à Rennes le 17 juin 1725, avait été admis au tableau

de Paris le 5 juillet 1745, c'est-à-dire à vingt ans ; mais il ne plaida qu'à vingt-huit ans, sous le patronage de Gueau de Reverseaux. Ses débuts le placèrent à la tête du barreau. On admirait en lui, dès les premiers moments, l'onction unie à la force, le pathétique à la grâce, la modestie à l'énergie, la raillerie fine et décente à la dignité. Le temps développa ces belles facultés. La nature l'avait comblé de ses faveurs. Son buste, remarquable travail du sculpteur Lemoine, est à notre bibliothèque, et nous avons de lui un portrait au crayon dont le seul mérite est d'être de la main de M. Delamalle. Celui-ci l'a peint beaucoup mieux par ces paroles :

« Sa figure noble, son regard plein de feu, ses joues creuses, son nez aquilin, un œil enfermé sous un sourcil éminent, faisaient dire de lui que l'aigle du barreau en avait la physionomie. »

M. Delamalle ajoute : « Toute l'habitude du corps était parfaite, se tenant droit mais avec aisance, ferme sans roideur, flexible sans balancement, la tête élevée avec une espèce de fierté, la figure expressive et qui s'animait au gré de son discours, le geste rare et toujours noble. Souvent on le voyait dans la discussion tenir les bras croisés comme se jouant de sa matière ; puis, lorsque quelque trait de sentiment et de mœurs l'y sollicitait, lorsque l'indignation l'arrachait à ce calme imposant, il se déployait, il s'élevait, il s'enflammait, son accent devenait impérieux ou

